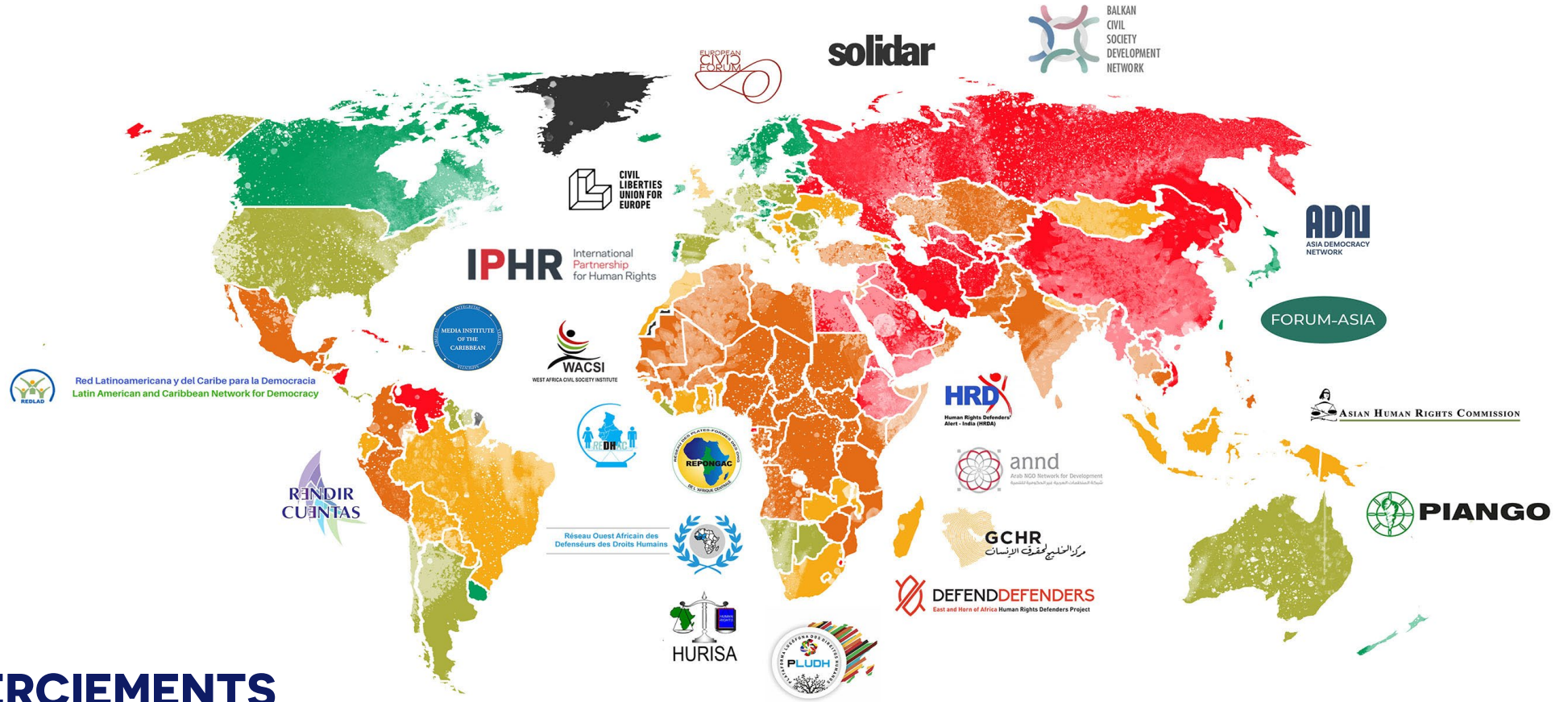




REMERCIEMENTS

Le CIVICUS Monitor est le fruit d’une collaboration de recherche continue entre l’alliance mondiale de la société civile CIVICUS et plus de 20 organisations partenaires, qui ont contribué à l’essentiel des données utilisées dans le présent rapport. Vous trouverez [ici](#) la liste complète ainsi qu’une description de nos partenaires.

Équipe de recherche du CIVICUS Monitor :

Ana Maria Palacios Briceño, Ine Van Severen, Josef Benedict, Julieta Zurbrigg, Kudzaiishe Seti, Laura Van den Eynde, Sylvia Mbataru et Tara Petrović

Éditeur : Andrew Firmin

Conception et mise en page : Meg Del Castillo et Matthew Reading-Smith

Équipe CIVICUS :

Kgalalelo Gaebee, Silvia Puerto Aboy, Paul Mulindwa, Nipuna Kumbalathara, Reylynne Dela Paz, Inés M. Pousadela et Mandeep Tiwana

Le présent travail est sous licence [Creative Commons Attribution-ShareAlike 4.0 International](https://creativecommons.org/licenses/by-sa/4.0/). Les opinions exprimées sont celles du Secrétariat CIVICUS et ne reflètent pas nécessairement celles des partenaires de recherche du CIVICUS Monitor.

Comment citer la présente source : Rapport 2024 « Pouvoir du peuple sous attaque » CIVICUS Monitor, décembre 2024.



Photo de Luis TATO/AFP

SOMMAIRE

REMERCIEMENTS	2
MÉTHODE	5
SYNTHÈSE MONDIALE	7
QUI EN FAIT LES FRAIS ?	18
AVANCÉES NOTABLES	22
AFRIQUE	27
AMÉRIQUES	39
ASIE PACIFIQUE	48
EUROPE ET ASIE CENTRALE	60
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD	72
RECOMMANDATIONS	81
CLASSIFICATION RÉGIONALE	85

Le CIVICUS Monitor est un partenariat de recherche participative qui évalue la situation en matière d'espace civique dans le monde et offre un aperçu de ses évolutions. Nous définissons l'espace civique comme un environnement dans lequel les libertés d'association, de réunion et d'expression sont respectées aussi bien dans la loi, la politique que la pratique, en tenant compte de la mesure dans laquelle l'État protège ces droits fondamentaux.

Le CIVICUS Monitor travaille avec plus de [20 partenaires de recherche](#) de la société civile, qui produisent régulièrement des mises à jour par pays sur l'espace civique, souvent fondées sur des informations obtenues directement d'organismes



nationaux de la société civile, lesquelles sont rigoureusement recoupées et vérifiées avant leur publication. En 2024, le CIVICUS Monitor a élargi son réseau afin de mieux comprendre la

situation en matière d'espace civique dans les pays des Caraïbes et les pays africains lusophones.

Le CIVICUS Monitor regroupe ces informations afin de détecter les principales violations de l'espace civique recensées au cours de l'année. Nos chercheurs évaluent chaque fait survenu consigné dans les mises à jour et l'identifient pour caractériser les violations de l'espace civique, les personnes touchées et les actions qui ont abouti aux violations. Ces informations nous permettent de repérer les principales tendances mondiales et régionales en matière d'espace civique, qui sont analysées dans le présent rapport. Au cours de la période couverte par le rapport, qui couvre la période allant du 1er novembre 2023 au 31 octobre 2024, le CIVICUS Monitor a recensé plus de 2 500 cas de violation des libertés civiles.

En classant les faits survenus dans des catégories, nous cherchons à repérer les tactiques répressives les plus fréquemment utilisées dans le monde et à mettre en évidence les violations qui illustrent les problèmes particuliers auxquels chaque région se heurte et leurs répercussions sur l'espace civique. Nous avons constaté de nombreuses tentatives d'intimidation au cours de l'année écoulée. Pour améliorer notre suivi et le recensement de ces tactiques, nous avons apporté quelques modifications à notre méthode de travail et proposé des catégories spécifiques pour analyser séparément les différents types d'intimidation contre

PARCOURIR LE RAPPORT

MÉTHODE

SYNTHÈSE MONDIALE

QUI EN FAIT LES FRAIS ?

AVANCÉES NOTABLES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE

PARCOURIR LE RAPPORT

MÉTHODE

SYNTHÈSE MONDIALE

QUI EN FAIT LES FRAIS ?

AVANCÉES NOTABLES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE

la société civile. Cette manière de procéder nous permet de distinguer les menaces ciblées des autres types d'intimidation, tels que les attaques, les perquisitions et les convocations. Elle aide également à mettre en évidence les victimes visées, telles que les défenseurs des droits humains (DDH), les journalistes et les manifestants.

Dans le cadre de ces changements, le harcèlement, défini comme des menaces ou des intimidations répétées à l'encontre d'une personne, ne sera plus considéré comme une violation distincte de l'espace civique. Ces actions sont désormais enregistrées sous d'autres catégories existantes. Un tel changement n'implique pas une diminution du harcèlement et des actes d'intimidation à l'encontre des DDH, des journalistes et des manifestants, mais permet de comprendre de manière plus nuancée les restrictions auxquelles ces personnes sont soumises.

Afin d'établir des comparaisons au niveau mondial et de suivre les tendances au fil du temps, le CIVICUS Monitor produit et met à jour des scores et des classifications de l'espace civique pour 198 pays et territoires. L'espace civique de chaque pays est classé dans une des cinq catégories établies, à savoir « ouvert », « rétréci », « obstrué », « réprimé » ou « fermé », en fonction d'une méthode qui combine différentes sources d'information sur la liberté d'association, d'expression et de réunion pacifique et sur l'obligation de l'État de protéger ces libertés fondamentales. Le présent rapport se concentre sur les pays dont la classification a changé et sur les raisons derrière ces changements.

OUVERT

RÉTRÉCI

OBSTRUÉ

RÉPRIMÉ

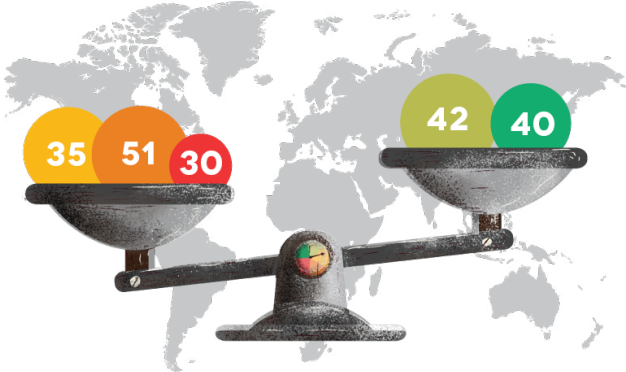
FERMÉ



DYNAMIQUE EN MATIÈRE D'ESPACE CIVIQUE

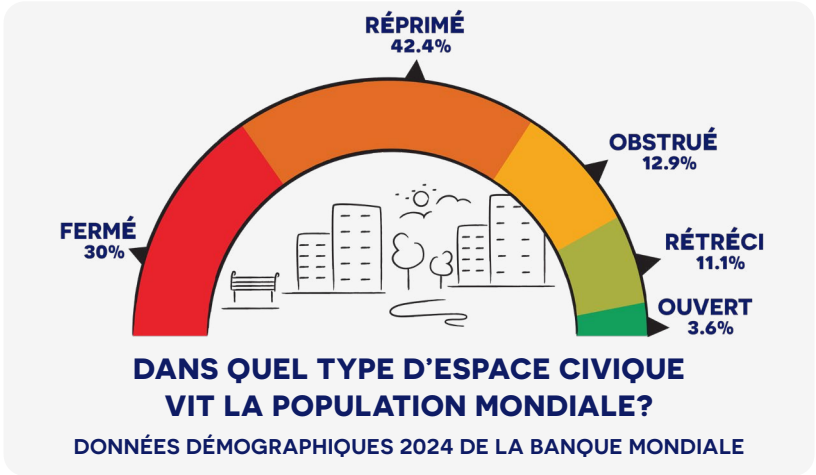
Les classifications de l'espace civique ont changé pour 18 pays depuis notre dernier rapport de décembre 2023. La situation en matière d'espace civique s'est détériorée dans neuf pays, à savoir le Burkina Faso, l'Eswatini, l'Éthiopie, la Géorgie, le Kenya, la Mongolie, les Pays-Bas, le Pérou et le Territoire palestinien occupé (TPO), tandis qu'elles se sont améliorées dans neuf pays, qui sont le Bangladesh, le Botswana, les Fidji, la Jamaïque, le Japon, le Libéria, la Pologne, la Slovénie et la Trinité-et-Tobago.

Seuls 40 pays et territoires sur 198 se sont vu qualifier d'« espace civique ouvert », ce qui signifie que les libertés civiles y sont en général respectées. En comparaison, 81 pays et territoires sont classés dans les deux pires catégories, c'est-à-dire «



réprimé » et « fermé », ce qui indique que les libertés fondamentales y sont largement et fréquemment réprimées. Environ 72,4 pour cent de la population mondiale vit dans ces conditions répressives. Près de 30 pour cent vivent dans des pays où l'espace civique est complètement fermé.

Par rapport à l'année dernière, 1,5 points de pourcentage de plus de la population mondiale vit désormais dans un pays dont l'espace civique est considéré comme réprimé ou fermé. Cependant, malgré les tendances globalement négatives, quatre pays, à savoir le Japon, la Jamaïque, la Slovénie et Trinité-et-Tobago, se sont hissés dans la catégorie la plus élevée en matière d'espace civique (« ouvert »).



PARCOURIR LE RAPPORT

MÉTHODE

SYNTHÈSE MONDIALE

QUI EN FAIT LES FRAIS ?

AVANCÉES NOTABLES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

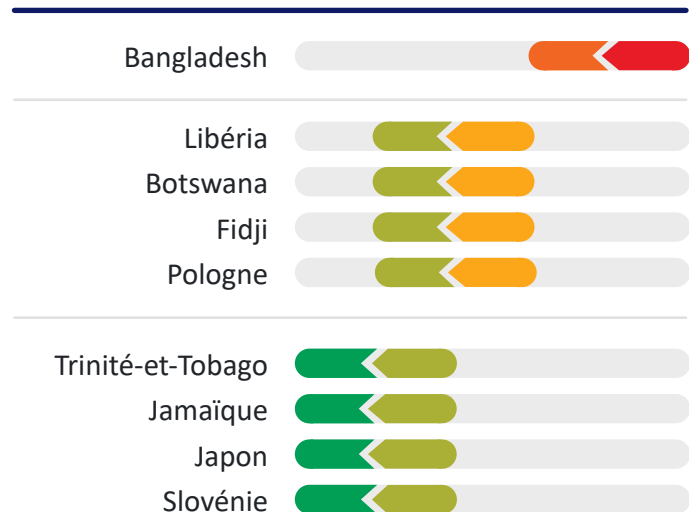
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

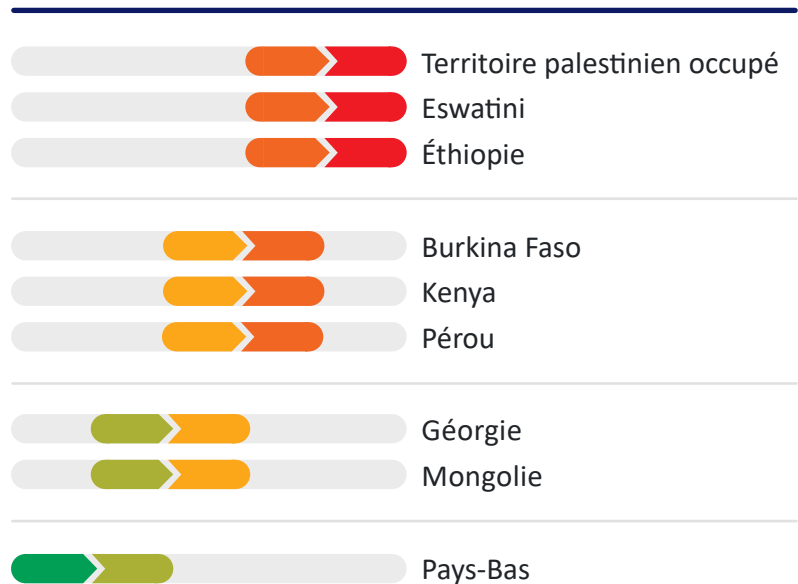
CLASSIFICATION RÉGIONALE

ÉVOLUTION DES CLASSIFICATIONS

AMÉLIORATIONS



RÉGRESSIONS



● OUVERT
 ● RÉTRÉCI
 ● ENTRAVÉ
 ● RÉPRIMÉ
 ● FERMÉ

PARCOURIR LE RAPPORT

MÉTHODE

SYNTHÈSE MONDIALE

QUI EN FAIT LES FRAIS ?

AVANCÉES NOTABLES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE
DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE

TACTIQUES EN MATIÈRE DE RÉPRESSION

Sur l'ensemble des violations de l'espace civique recensées par le CIVICUS Monitor l'année dernière, 45 pour cent, soit plus de 1 100 violations, concernaient la liberté d'expression. Les violations de la liberté de réunion pacifique représentaient 29 pour cent du total des violations, et les violations de la liberté d'association 26 pour cent.

LE DROIT DE MANIFESTER RESTE TOUJOURS SOUS ATTAQUE

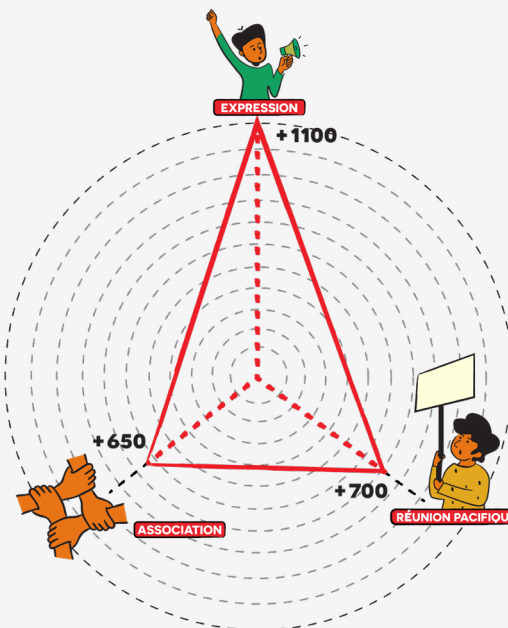


Comme les années précédentes, les gens sont descendus dans la rue pour réagir à l'action ou l'inaction des autorités, pour exiger des services de meilleure qualité ou demander des comptes ou pour protester contre le coût élevé de la vie. Cette année, des manifestations de solidarité envers le peuple palestinien ont également eu lieu dans de nombreux pays.

Alors que certaines manifestations se sont déroulées de manière pacifique et sans incident, d'autres ont été perturbées, empêchées ou dispersées par les forces de sécurité, qui ont souvent eu recours à la violence. En 2024, les manifestations de solidarité avec les populations du Territoire palestinien occupé (TPO) et les protestations contre le changement climatique et pour la protection de l'environnement ont été particulièrement ciblées, notamment par des interdictions, des interruptions et des arrestations de manifestants, afin de dissuader les gens de se rassembler et de se faire entendre.

En 2024, la détention des manifestants était une tactique courante utilisée pour disperser ou empêcher les manifestations et a été relevée dans au moins 76 pays. En Europe et en Australie, les manifestants contre les changements climatiques ont continué à être délibérément détenus. Aux Pays-Bas, rien qu'en février 2024, plus de 1 300 manifestants du mouvement Extinction Rebellion ont été arrêtés car ils avaient bloqué des rues à Amsterdam et à La Haye. Si certains d'entre eux ont été relâchés, d'autres ont fait l'objet d'une enquête pénale. En Australie, au moins 30 personnes ont été arrêtées dans le cadre des manifestations organisées par

NOMBRE TOTAL DE VIOLATIONS DES LIBERTÉS CIVIQUES



PARCOURIR LE RAPPORT

MÉTHODE

SYNTHÈSE MONDIALE

QUI EN FAIT LES FRAIS ?

AVANCÉES NOTABLES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE

le groupe Blockade Australia contre un terminal de charbon à Newcastle, et un manifestant a été condamné à trois mois de prison en juillet 2024.

Les arrestations de manifestants pour le climat et l'environnement ne se limitent pas à l'Europe et à l'Australie. En Guinée équatoriale, 37 personnes ont été [arrêtées](#) et Internet a été coupé après des manifestations contre les effets néfastes de l'utilisation de la dynamite dans l'industrie minière en juillet 2024 sur l'île d'Annobón.

Des violations ont également été commises lors de manifestations d'opposition pré-électorales ou post-électorales, y compris la détention de manifestants. Au Pakistan, le 3 mars 2024, la police a [arrêté](#) plus de 100 partisans du leader de l'opposition emprisonné Imran Khan lors de manifestations contre des fraudes électorales présumées lors des élections législatives de février 2024.

Les autorités ont également détenu des personnes qui participaient à des manifestations contre des mesures et des politiques gouvernementales. En Argentine, au moins cinq personnes ont été [arrêtées](#) le 21 décembre 2023 à Córdoba pour avoir protesté contre les restrictions des droits et les mesures économiques prises par le président d'extrême droite nouvellement élu, Javier Milei.

Les autorités ont également réagi aux manifestations contre la corruption en imposant des restrictions. À Kampala, en Ouganda, les forces de sécurité sont intervenues violemment le 23 juillet 2024 et ont [arrêté](#) au moins 45 manifestants qui protestaient contre la corruption et les détournements de fonds. Les manifestants ont été accusés d'être une « nuisance publique ».

Dans plusieurs pays africains, des mouvements de protestation, principalement menés par des jeunes, ont eu lieu contre le coût élevé de la vie, ce à quoi les autorités ont réagi en procédant à des arrestations massives. Au Nigeria, au moins 1 700 personnes ont été [arrêtées](#) lors des manifestations #EndBadGovernance (« mettre fin à la mauvaise gouvernance »), qui se sont déroulées du 1er au 10 août 2024. À Accra, au Ghana, 53 personnes ont été [arrêtées](#) lors de manifestations contre la détérioration des conditions économiques et la mauvaise gestion du gouvernement en septembre 2024. #OccupyJulorbiHouse (ce hashtag est un jeu de mots avec *Occupy*, « occuper », et *Jubilee House*, le siège du gouvernement ghanéen, et les deux mots ga *Julor* et *Bi*, qui signifient « enfant d'un voleur », sont une référence au gouvernement en place). Au Kenya, au moins 1 200 personnes ont été [arrêtées](#) lors des manifestations contre les hausses d'impôts, organisées en juin 2024 sous le slogan #RejectFinanceBill2024 (« rejeter le projet de loi de finances »).

Des actes de perturbation des manifestations ont été relevés dans au moins 53 pays. Dans au moins 41 pays, des informations ont fait état d'un recours excessif à la force. Des manifestants ont été tués dans plusieurs pays, dont le [Bangladesh](#), la [Guinée](#), [Haïti](#), [l'Indonésie](#), le [Kenya](#), le [Nigeria](#) et le [Pakistan](#).

PARCOURIR LE RAPPORT

MÉTHODE

SYNTHÈSE MONDIALE

QUI EN FAIT LES FRAIS ?

AVANCÉES NOTABLES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE

10 PRINCIPALES VIOLATIONS À L'ÉCHELLE MONDIALE



PARCOURIR LE RAPPORT

MÉTHODE

SYNTHÈSE MONDIALE

QUI EN FAIT LES FRAIS ?

AVANCÉES NOTABLES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE
DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE



ATTAQUES CONTRE DES JOURNALISTES

Dans de nombreux pays, les autorités ciblent la liberté d'expression et ont recours à une série de tactiques visant à faire taire les voix critiques et les dissidents, dont les

arrestations arbitraires et les menaces et actes d'intimidation à l'encontre de journalistes. Parallèlement, des forces puissantes continuent de persécuter les journalistes afin d'empêcher que des informations sur la corruption et les violations des droits humains ne soient rendues publiques. La plus grande violation de la liberté d'expression au monde a été les attaques contre les journalistes, relevées preuves à l'appui dans au moins 49 pays. Les attaques contre les journalistes provenaient à la fois de l'État et de sources non gouvernementales.

Souvent, les attaques contre les journalistes visaient à les empêcher de couvrir des événements, ou étaient faites en représailles à la couverture de certains événements. Au Népal, en janvier 2024, quatre officiers de police ont [passé à tabac](#) le journaliste Bijay Rana, rédacteur d'Eparinews, parce qu'il avait enregistré une vidéo montrant la police en train de frapper des personnes à coups de matraque lors d'une fête à Baglung, dans la province de Gandaki. Au Libéria, en mars 2024, le journaliste Kesselee Sumo a été [agressé](#) et arrêté par deux agents de l'Agence libérienne de lutte contre les stupéfiants et un officier de justice, après avoir signalé qu'un juge avait injustement arrêté deux responsables communautaires. Dans le Territoire palestinien occupé (TPO), Israël a volontairement

ciblé des journalistes et fait preuve de violence à leur encontre, notamment en procédant à des [frappes aériennes](#).

Au Pérou, lors d'une grève des transports en octobre 2024, un officier de police a [frappé](#) une journaliste avec une matraque après qu'elle se soit retrouvée coincée entre les lignes de police. Bien qu'elle ait tenu son appareil photo à la main, qu'elle ait présenté une carte de presse et qu'elle se soit identifiée verbalement comme journaliste, l'agent a continué à la frapper et à la pousser. À Madrid et à Valence, en Espagne, plusieurs journalistes ont été [agressés](#) verbalement et physiquement entre le 6 et le 18 novembre 2023 lors des manifestations contre le Parti socialiste ouvrier espagnol, le principal parti de la coalition au pouvoir, en réaction à l'annonce d'une loi d'amnistie visant à gracier les personnes impliquées dans les revendications d'indépendance de la Catalogne en 2017. Aux États-Unis, un groupe de journalistes a été [attaqué par des gaz lacrymogènes](#) alors qu'il couvrait la manifestation *Stop Cop City* (« Stop à la ville policière ») à Atlanta, en Géorgie. Le défilé protestait contre la construction d'un grand centre de formation de la police dans une forêt urbaine, qui, selon les manifestants, nuirait à l'environnement et renforcerait la présence policière dans une zone majoritairement peuplée de Noirs.

De nombreuses agressions contre des journalistes ont été relevées lors de la couverture des élections. Au Bangladesh, une douzaine d'hommes portant des badges de la Ligue Awami, le parti au pouvoir à l'époque, ont [agressé physiquement](#) sept journalistes et les ont frappés avec des barres de fer et des bâtons de bambou alors qu'ils couvraient une attaque contre le



PARCOURIR LE RAPPORT

MÉTHODE

SYNTHÈSE MONDIALE

QUI EN FAIT LES FRAIS ?

AVANCÉES NOTABLES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE
DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE

candidat indépendant Ataur Rahman à l'extérieur d'un bureau de vote. Plusieurs équipements, dont des caméras et des microphones, ont été confisqués ou détruits.

Avant les élections législatives de décembre 2023 en République démocratique du Congo (RDC), une dizaine de membres du parti Union pour la nation congolaise ont [agressé](#) Jerry Lombo Alauwa, un reporter de Canal Congo Télévision et de la radio Liberté Kisangani, alors qu'il couvrait un rassemblement du candidat présidentiel de l'opposition Moïse Katumbi. En Inde, en mai 2024, le journaliste Raghav Trivedi aurait été [passé à tabac](#) et enfermé dans une pièce par des membres du Bharatiya Janata Party au pouvoir alors qu'il couvrait un rassemblement du ministre de l'Intérieur Amit Shah à Rae Bareilly, dans l'Uttar Pradesh.

En Afghanistan, les agressions contre les journalistes sont monnaie courante. Le Centre afghan des journalistes a [recensé](#) au moins 89 actes de violence contre des journalistes et des professionnels des médias au cours du premier semestre 2024, dont 60 menaces et 29 arrestations.

L'année dernière, des journalistes ont été emprisonnés dans au moins 58 pays. Des journalistes ont été tués dans certains pays tels que le [Bangladesh](#), la [République démocratique du Congo](#), le [Honduras](#), le [Lesotho](#), le [Mexique](#), le [Myanmar](#) et le Territoire palestinien occupé (TPO).

ARRESTATIONS DE DÉFENSEURS DES DROITS HUMAINS

La détention de défenseurs des droits humains (DDH) a été la troisième violation de l'espace civique la plus répandue dans le monde et a été relevée dans au moins 58 pays. Les autorités utilisent la détention comme tactique pour empêcher les DDH de poursuivre leur travail. Ceux qui défendent les droits environnementaux, les droits à la terre et autochtones, les droits du travail, les droits des femmes et la lutte contre la corruption ont été particulièrement touchés.

Les militants pour le climat et l'environnement ont continué à être harcelés par les gouvernements du monde entier, et ont notamment été détenus arbitrairement. En Indonésie, en janvier 2024, le militant écologiste Daniel Tangkilisan a été [détenu en](#) vertu de la loi draconienne sur les informations et les transactions électroniques, car il serait à l'origine de discours de haine sur les médias sociaux après avoir exprimé des inquiétudes sur l'impact environnemental d'élevages illégaux de crevettes sur l'île de Karimunjawa.

En Amérique latine, des militants autochtones et des défenseurs des droits à la terre sont détenus arbitrairement et assassinés. Au Honduras, en avril 2024, des agents de police ont brièvement [détenu](#) la défenseuse des droits à la terre Lilian Borjas, coordinatrice régionale du Syndicat national des travailleurs agricoles à La Ceiba, dans le nord du pays. Sa détention était liée à une procédure judiciaire engagée en 2013 contre elle en raison de son engagement en faveur des droits à la terre et contre les entreprises agro-industrielles.

PARCOURIR LE RAPPORT

MÉTHODE

SYNTHÈSE MONDIALE

QUI EN FAIT LES FRAIS ?

AVANCÉES NOTABLES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE
DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE

Les autorités ont également détenu des militants qui défendent les droits des femmes et les droits en matière de procréation. En Afghanistan, Parosa Azada, membre du Mouvement des femmes afghanes pour la justice et la liberté, a [été détenue en](#) novembre 2024 alors qu'elle était dans un magasin qui fabrique des panneaux et des banderoles. Elle a été libérée au bout de 40 jours.

Des syndicalistes ont également été pris pour cible en raison de leur engagement en faveur des droits des travailleurs. Au Venezuela, en janvier 2024, la police a [détenu](#) arbitrairement Víctor Venegas, syndicaliste et président de la Fédération nationale des syndicats et des collèges de travailleurs (*Federación Nacional de Sindicatos y Colegios de los Trabajadores de Venezuela, FENATEV*) du Venezuela, en compagnie de son frère, lors d'une réunion d'enseignants à Barinas. Au Mali, l'arrestation en juin 2024 de Hamadoun Bah, secrétaire général du Syndicat national des banques, assurances, établissements financiers et entreprises du Mali, a [déclenché](#) une grève dans le secteur financier, soutenue par d'autres syndicats. Hamadoun Bah a été libéré le 10 juin 2024.



États-Unis : une manifestante tient un mégaphone pendant que des étudiants de American University participent à une manifestation sur le campus contre les attaques israéliennes en cours sur Gaza (crédit photo : Celal Gunes/Anadolu via Getty Images).

SOLIDARITÉ AVEC LA PALESTINE RÉPRIMÉE

À la suite des attaques meurtrières perpétrées par le Hamas contre Israël le 7 octobre 2023 et à l'offensive militaire dévastatrice d'Israël dans la bande de Gaza et au Liban, des personnes se sont mobilisées dans de nombreux pays pour demander un cessez-le-feu et des comptes concernant les violations des droits humains, et pour exprimer leur solidarité avec les Palestiniens attaqués. Des journalistes s'emploient à rendre compte des conditions de vie dans la bande de Gaza assiégée, et des groupes de la société civile font pression pour que cessent les livraisons d'armes à Israël et lèvent des fonds destinés à une aide humanitaire urgente.

PARCOURIR LE RAPPORT

MÉTHODE

SYNTHÈSE MONDIALE

QUI EN FAIT LES FRAIS ?

AVANCÉES NOTABLES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE
DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE

Cependant, nombre de ces efforts se sont heurtés à une résistance considérable. Près de 10 % de toutes les violations de l'espace civique recensées cette année par le CIVICUS Monitor concernaient Israël et le Territoire palestinien occupé (TPO) (voir la section sur la région MENA), ainsi que les marques de solidarité avec le peuple palestinien.

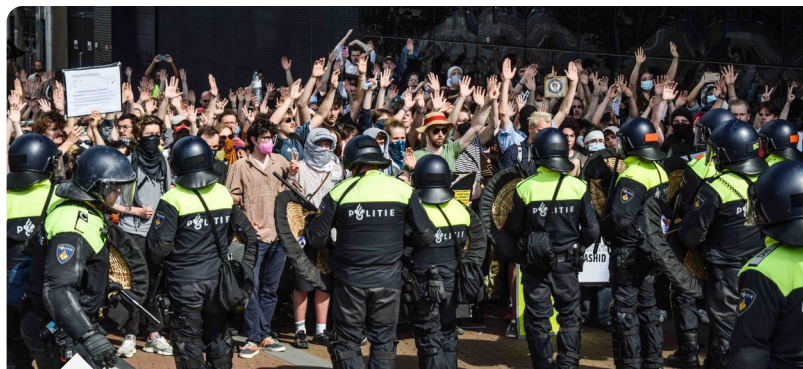
Aux [États-Unis](#), de nombreux étudiants ont manifesté en installant des campements sur les campus. Face à cela, les autorités ont restreint la liberté de réunion pacifique, notamment en arrêtant ou en détenant plus de 3 200 personnes (voir la section sur l'Amérique). En mai et juin 2024, les législateurs fédéraux ont présenté au moins huit projets de loi visant à lutter contre les manifestations sur les campus universitaires, qui prévoient notamment des sanctions visant les manifestants, des restrictions sur l'aide financière et des sanctions contre les universités jugées tolérantes envers les manifestations. De nombreuses universités ont [adopté](#) des politiques qui interdisent les campements, limitent les manifestations à certains moments et à certains endroits et exigent une approbation préalable, entre autres. Certaines universités [n'ont pas réussi](#) à protéger les étudiants qui souhaitent manifester contre le harcèlement et les menaces de violence, pourtant crédibles.

Dans certains cas, les donateurs qui soutiennent les universités ont fait pression sur certaines institutions pour empêcher les manifestations et sanctionner les étudiants, et ceux qui y ont participé ont été accusés d'être antisémites. Certaines universités ont [suspendu](#) les sections étudiantes de l'organisation Students for Justice in Palestine, ce qui leur

interdit de mener des activités, d'obtenir des subventions ou de publier sur les médias sociaux. De nombreuses organisations craignent pour leur financement et leur existence.

La liberté de réunion pacifique a également été restreinte dans de nombreux autres pays, car les gens se rassemblaient pour porter un deuil ensemble, manifester leur solidarité envers le peuple palestinien et exiger le respect du droit international.

De nombreuses manifestations ont été interdites dans d'autres pays, principalement pour des raisons de sécurité, comme en [France](#), en [Lettonie](#) et à [Singapour](#). Parfois, les manifestations étaient autorisées en certaines quelques conditions : par exemple, certaines ont été déplacées, comme à la [Barbade](#), tandis que dans d'autres, l'utilisation de drapeaux palestiniens y était interdite, comme aux [Fidji](#). Les militants et les universitaires ont été bannis de pays où ils devaient se rendre pour assister à des événements, comme en [Allemagne](#).



Pays-Bas : des étudiants qui manifestent (crédit photo : Mouneb Taim/ Anadolu via Getty Images).

PARCOURIR LE RAPPORT

MÉTHODE

SYNTHÈSE MONDIALE

QUI EN FAIT LES FRAIS ?

AVANCÉES NOTABLES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE

Lors de manifestations, la police et d'autres forces de sécurité ont souvent fait usage d'une force excessive contre les manifestants. Dans certains pays, comme le [Brésil](#) et la [Grèce](#), les forces de sécurité ont utilisé des gaz lacrymogènes. À l'Université d'Amsterdam, aux Pays-Bas, en mai 2024, la police a [utilisé](#) des matraques, du gaz poivré, des chiens de police et des bulldozers contre les manifestants, qui demandaient que l'université coupe ses liens avec les institutions affiliées à Israël.

Les forces de sécurité ont également supprimé des camps d'étudiants en [Pologne](#) et au [Portugal](#). En Italie, la police a [attaqué](#) des pré-adolescents qui manifestaient pacifiquement avec des matraques, et au [Bahreïn](#) et en [Allemagne](#), des enfants ont été arrêtés en raison de leur participation à des manifestations. En [Australie](#), au [Kenya](#) et en Suède, les personnes ayant participé à des sit-in pacifiques, des barrages routiers et des marches ont été dispersées et arrêtées.

En Égypte, en avril 2024, des militantes qui défilaient en solidarité avec les femmes de Gaza et les Soudanaises ont été [arrêtées](#) et détenues, à l'instar de deux femmes qui ont également protesté près d'ambassades aux [Maldives](#). En Malaisie, des manifestants pacifiques ont été [interrogés](#) après avoir organisé des manifestations de solidarité avec la Palestine ou y avoir participé. Les droits des journalistes qui couvrent les manifestations ont également été bafoués. Les autorités jordaniennes ont [arrêté](#) deux journalistes qui avaient couvert une manifestation de solidarité palestinienne en mars 2024, alors qu'ils avaient présenté leurs cartes de presse.

La liberté d'association a été restreinte à la suite de la décision d'au moins 18 États de [suspendre](#) le financement de l'UNRWA, le bureau des Nations Unies pour la population palestinienne (ONU), après qu'Israël a affirmé que 12 de ses employés ont été impliqués dans les attentats du 7 octobre. Plusieurs pays européens, dont l'Autriche, le Danemark, la Finlande, l'Allemagne, la Suède et la Suisse, ainsi que la Commission européenne, ont également [cessé](#) de financer des organisations de la société civile (OSC) israéliennes et palestiniennes à cause d'allégations infondées selon lesquelles ces employés auraient transféré des fonds à des groupes terroristes, sachant que la société civile a été diffamée et accusée d'antisémitisme en raison de ses critiques envers Israël. Les OSC spécialisées dans les activités de plaidoyer et de sensibilisation en faveur du Territoire palestinien occupé (TPO) et les efforts de paix à l'échelle mondiale ont fait l'objet d'enquêtes de surveillance de la part des autorités. En Belgique, un ministre régional de la culture [surveille](#) les organisations qui ont publié des déclarations sur la bande de Gaza.

En Allemagne, une banque appartenant en partie à l'État a [gelé](#) les comptes du groupe juif antisioniste Jewish Voice for a Just Peace au Moyen-Orient et a demandé « par précaution » la liste de tous ses membres.

PARCOURIR LE RAPPORT

MÉTHODE

SYNTHÈSE MONDIALE

QUI EN FAIT LES FRAIS ?

AVANCÉES NOTABLES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE
DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE



Territoire occupé palestinien : plus de 180 journalistes tués par Israël (crédit photo : Ali Jadallah/Anadolu via Getty Images).

Depuis le début de l'attaque, Israël a tué plus de 180 journalistes (voir la section sur la région MENA). En outre, la liberté d'expression est fortement restreinte dans de nombreux pays, car certaines personnes expriment leur solidarité avec les Palestiniens. Les journalistes et les organisations de médias du monde entier ont été intimidés, menacés et dénigrés pour avoir signalé des violations flagrantes des droits humains. Les critiques légitimes faites à l'encontre des autorités israéliennes sont souvent confondues avec de l'antisémitisme ou considérées comme une marque de soutien du terrorisme.

Au Brésil, le journaliste Breno Altman a [fait l'objet](#) de plaintes, qui ont assimilé ses opinions antisionistes à de l'antisémitisme, considéré comme une infraction. En Grande-Bretagne, le journaliste anglo-syrien Richard Medhurst, connu pour ses commentaires sur les questions du Moyen-Orient, a été [arrêté](#) à l'aéroport d'Heathrow en août 2024 en vertu de la loi sur le terrorisme et son équipement confisqué.

Les sociétés de médias au [Canada](#) et en [Égypte](#) ont pris des mesures de représailles, notamment des suspensions et des licenciements, contre certains de leurs employés, pour avoir exprimé leur point de vue personnel sur le conflit sur les réseaux sociaux. En raison des représailles et de l'autocensure, il arrive parfois que le conflit débat ne soient couverts que partiellement ou de manière biaisée, ce qui contribue à alimenter la désinformation et la propagande pro-israélienne.

Il a été fait état de tentatives visant à faire taire les militants, universitaires, artistes et autres citoyens concernés lorsqu'ils expriment leur solidarité avec les Palestiniens. Au Canada, il est désormais [interdit](#) de porter un châle keffiyeh à l'Assemblée législative de l'Ontario. Dans certains pays comme [l'Allemagne](#), les [Pays-Bas](#) et les [États-Unis](#), il y a également eu des tentatives visant à censurer le slogan « De la rivière à la mer » (en arabe : *min al-nahr ila al-bahr*). Certaines personnes concernées ont subi des répercussions à cause de leurs déclarations, telles que des licenciements, des mesures disciplinaires imposées sans procédure régulière, ainsi que des menaces d'expulsion (à l'encontre de ressortissants étrangers). En Australie, la bibliothèque d'État de Victoria a soudainement [résilié](#) les contrats d'organisation d'ateliers de quatre auteurs qui s'étaient publiquement opposés à l'attaque israélienne sur Gaza. En Grande-Bretagne, les étudiants qui ont exprimé leur solidarité avec les Palestiniens sur les réseaux sociaux ont été [signalés](#) au programme « Prevent » anti-terroriste ou interrogés par la police.

PARCOURIR LE RAPPORT

MÉTHODE

SYNTHÈSE MONDIALE

QUI EN FAIT LES FRAIS ?

AVANCÉES NOTABLES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE

QUI EN FAIT LES FRAIS ?

RÉPRESSION DES DÉFENSEURS DU CLIMAT ET DE L'ENVIRONNEMENT

L'appel global de la société civile à la mise en place de mesures en faveur du climat a abouti à des actions de militantisme un peu partout, mais aussi à un accroissement des risques encourus par les défenseurs du climat, de l'environnement, des droits à la terre et des droits humains autochtones. Ces militants luttent ensemble contre les effets des changements climatiques, la dégradation de l'environnement et la confiscation des terres, mais leurs efforts sont souvent ciblés par les gouvernements et les entreprises impliqués dans l'exploitation industrielle.

En Europe, les militants et manifestants pour le climat sont victimes de violence, sont arrêtés et doivent faire l'objet de poursuites judiciaires. Des milliers de personnes ont été [arrêtées](#) aux Pays-Bas pendant les manifestations contre les changements climatiques. Des militants en [Autriche](#), en [France](#), en [Italie](#) et au [Royaume-Uni](#) ont également été ciblés. En juillet 2024, cinq militants du groupe Just Stop Oil ont été [condamnés](#) à des peines allant jusqu'à cinq ans de prison au Royaume-



Uni pour avoir organisé une manifestation pacifique contre le blocus routier en 2022. En Italie, les militants pacifiques [font l'objet](#) d'interdictions de séjour et de surveillance, généralement imposées aux groupes criminels organisés. Une nouvelle loi contre les « éco-vandales » [prévoit](#) jusqu'à cinq ans de prison et 60 000 € d'amende (environ 63 000 dollars des États-Unis) en cas d'actes de désobéissance civile visant les monuments. En outre, une autre loi actuellement en cours d'examen [sanctionnerait](#), si elle venait à être adoptée, d'autres formes de [protestation pacifique](#), comme le blocage des routes, prévoyant une peine jusqu'à deux ans de prison.

En Australie, les manifestants qui se sont opposés au [terminal de charbon](#) de Newcastle et les militants pour le climat qui ont contesté le [projet de gaz](#) « Browse » de l'entreprise Woodside Energy ont été arrêtés en 2024. En Nouvelle-Zélande, en septembre 2024, la police a [arrêté](#) cinq manifestants de l'organisation Greenpeace lors d'une manifestation contre les pratiques minières. En Indonésie, la police a [arrêté et agressé](#) des villageois autochtones qui protestaient contre un projet géothermique. Au Cambodge, en juillet 2024, dix militants écologistes du mouvement Mother nature ont été [condamnés](#) sur la base d'accusations forgées de toutes pièces en raison de leurs activités de plaidoyer.



PARCOURIR LE RAPPORT

MÉTHODE

SYNTHÈSE MONDIALE

QUI EN FAIT LES FRAIS ?

AVANCÉES NOTABLES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE
DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE

Les défenseurs du climat et des droits à la terre doivent faire face à de graves menaces. En Amérique, notamment au [Brésil](#), en [Colombie](#), en [Équateur](#), au [Mexique](#), au [Paraguay](#) et au [Pérou](#), la violence et les meurtres sont souvent le fait de groupes criminels liés à des intérêts propres de grandes sociétés. Le Honduras reste l'un des pays les plus dangereux pour les défenseurs. En septembre 2024, Juan López, avocat pour la rivière Guapinol, a été [tué](#) malgré des appels à sa protection. Ces personnes font souvent l'objet de poursuites judiciaires, comme en Bolivie, où les dirigeants du canton de Chiquiacá ont été [accusés](#) d'avoir contesté les activités de recherche pétrolière dans une réserve protégée, et au Canada, où des défenseurs de territoires autochtones ont été [condamnés](#) en raison de leur manifestation contre le pipeline Coastal GasLink.

Les écologistes sont également victimes de répression en Afrique, souvent lorsqu'ils s'opposent aux entreprises d'extraction industrielle. Au Ghana, le mouvement [#StopGalamseyNow](#) (« arrêter Galamsey dès maintenant ») contre les extractions aurifères illégales a donné lieu à de grandes manifestations, qui ont été [réprimées](#) par la police. En Ouganda, les écologistes ont été arbitrairement emprisonnés pour s'être opposés aux projets pétroliers, et certains responsables publics les ont exhortés à renoncer à leur activités de militantisme. À Madagascar, les manifestations environnementales contre un projet minier ont [abouti](#) en août 2024 à l'arrestation de militants de la société civile.



INTIMIDATION ET RÉPRESSION DES MILITANTS PRO-DÉMOCRATIE ET DES OPPOSANTS POLITIQUES

La répression des militants pro-démocratie et des opposants politiques s'est intensifiée, en particulier dans le contexte des nombreuses élections organisées cette année, ce qui a mis les militants en danger et sapé les libertés démocratiques.

Dans plusieurs pays, les autorités ont semé la terreur en menant des actes de répression violente, y compris des assassinats, des disparitions et des tortures, pour réduire au silence les dissidents. Au Myanmar, l'armée a [exécuté](#) deux militants pour la démocratie, Maung Kaung Htet et Chan Myae Thu, le 23 septembre 2024, et prévoit d'exécuter d'autres prisonniers politiques. Au Burundi, en mai 2024, un militant du Congrès national pour la liberté de l'opposition a été [enlevé](#) et attaqué par la police et des membres de la ligue des jeunes du parti au pouvoir. En Éthiopie, l'assassinat de Bate Urgessa, le leader du Front de libération des Oromo, parti d'opposition, en avril 2024, a [mis en évidence](#) les risques mortels encourus par les opposants politiques. Au Rwanda, les opposants ont été [maltraités](#), persécutés, enlevés et tués dans des circonstances mystérieuses avant les élections de juillet 2024.

PARCOURIR LE RAPPORT

MÉTHODE

SYNTHÈSE MONDIALE

QUI EN FAIT LES FRAIS ?

AVANCÉES NOTABLES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE
DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE

Les autorités ont également procédé à des arrestations et des poursuites judiciaires. Au Zimbabwe, en août 2024, plus de 160 personnes, dont des personnalités politiques, des fonctionnaires élus, des membres de l'opposition, des dirigeants syndicaux, des étudiants et des journalistes, ont été [détenus](#) avant le sommet de la Communauté de développement de l'Afrique australe (CDA) dans la capitale Harare.

Au Pakistan, la police a [utilisé](#) des gaz lacrymogènes pour disperser les rassemblements de l'opposition et certains militants ont été emprisonnés pendant des mois. En Tunisie, plus de 100 candidats et agents électoraux ont été [arrêtés](#) dans le cadre de la campagne de répression menée par le président Kais Saïed avant les élections non compétitives d'octobre 2024. Au Venezuela, qui a [organisé](#) en juillet 2024 des élections présidentielles largement considérées comme ni libres ni équitables, les détentions pour motifs politiques ont augmenté et atteint un niveau sans précédent depuis la crise survenue en raison de rivalité entre les candidats à la présidence en 2019.

Les menaces et l'intimidation sont des tactiques clés que les autorités utilisent pour faire taire l'opposition. Au Cambodge, en avril 2024, le partisan de l'opposition San Bunchhay a été sévèrement [battu](#) par six assaillants masqués. À Madagascar, la responsable politique Marie Jeanne d'Arc Masy Goulamaly a été [expulsée de force](#) de son domicile en mai 2024 après avoir dénoncé des irrégularités électorales. Au Nicaragua, les autorités ont [expulsé](#) 135 prisonniers politiques et leur ont retiré la nationalité, ce qui constitue l'une des mesures

répressives les plus sévères du régime, avec de graves conséquences pour les personnes expulsées et leurs familles.



VIOLATIONS DES DROITS HUMAINS COMMISES À L'ENCONTRE DE DÉFENSEUSES DES DROITS HUMAINS

Les gouvernements d'Asie et de la région du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord (MENA) continuent à réprimer les militants et les journalistes, dont les droits sont

souvent bafoués, en particulier dans les pays où les espaces civiques sont les plus restreints. Les défenseurs des droits des femmes se heurtent régulièrement à de graves obstacles dans leur travail en faveur de l'égalité entre les genres.

En Afghanistan, les défenseuses des droits humains (DDH) subissent une répression sévère sous le régime taliban, qui est revenu au pouvoir en août 2021. Des cas d'[arrestations arbitraires](#), de [torture](#) et de [détention prolongée](#) sont toujours signalés. Les Talibans n'ont pas toléré les manifestations pacifiques et leur politique a poussé les militants à trouver de nouveaux moyens de manifester, par exemple en se réunissant dans des locaux et en partageant des informations sur les

PARCOURIR LE RAPPORT

MÉTHODE

SYNTHÈSE MONDIALE

QUI EN FAIT LES FRAIS ?

AVANCÉES NOTABLES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE

réseaux sociaux. Face à cela, les services de renseignement des Talibans ont [repéré](#) des femmes qui apparaissaient dans des photos ou des vidéos de manifestations dans des lieux fermés.

Les manifestations de défense des droits des femmes ont été [interrompues](#) au Pakistan, et la défenseuse des droits humains (DDH) Hooran Baloch a été menacée par la police. Au Kazakhstan, les femmes militantes se sont [heurtées](#) à des interdictions de manifestations et ont fait l'objet d'accusations, dont Dinara Smailova, qui a été expulsée en raison de son travail en faveur des victimes de violences domestiques. En

décembre 2023, elle a été placée sur une liste de personnes recherchées par les autorités kazakhes et les comptes bancaires de son organisation ont été gelés.

En [Syrie](#), l'assassinat en février 2024 de Heba Suhaib Haj Arif, militante des droits des femmes, a mis en exergue les risques de mort encourus par les défenseuses des droits humains dans la région MENA. Des violations ont également été signalées en [Arabie saoudite](#) et au [Yémen](#), notamment de longues peines de prison, du harcèlement sexuel et diverses formes d'abus pendant la détention.

PARCOURIR LE RAPPORT

MÉTHODE

SYNTHÈSE MONDIALE

QUI EN FAIT LES FRAIS ?

AVANCÉES NOTABLES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE
DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE

Partout dans le monde, la société civile continue de faire preuve d'une remarquable résilience malgré la répression, et a remporté des victoires importantes et fait des progrès considérables en matière de protection des libertés civiles. Les victoires ont eu lieu aussi bien dans des pays dont les espaces civiques sont les plus réprimés (ce qui atteste du rôle crucial de la société civile même dans des environnements difficiles), que ceux dans lesquels les libertés civiles sont en général respectées. La pression exercée par la société civile a entraîné le retrait des lois répressives, la correction d'injustices historiques et remontant à des décennies, ainsi que l'annulation de détentions et de décisions judiciaires injustes.



Thaïlande : célébrations devant le Parlement thaïlandais après l'adoption définitive de la loi sur le mariage entre personnes de même sexe à Bangkok (crédit photo : Lillian Suwanrumpha / AFP).

VICTOIRES REMPORTÉES PAR LA SOCIÉTÉ CIVILE

Les mouvements de la société civile ont joué un rôle essentiel dans la défense des droits humains et la promotion de politiques qui soutiennent les groupes exclus. En ce qui concerne les droits LGBTQI+, deux avancées juridiques importantes sont à noter. En février 2024, la Grèce est devenue le premier pays orthodoxe à [reconnaître](#) les mariages homosexuels et à accorder aux couples homosexuels des droits d'adoption, ce qui constitue un pas en avant historique. La Thaïlande a également fait un pas en avant en mai 2024, en [adoptant](#) une loi sur l'égalité des mariages, devenant ainsi le premier pays d'Asie du Sud-Est à reconnaître les mariages homosexuels. La société civile avait mené énormément d'activités de plaidoyer en ce sens.

Des progrès considérables ont également été acquis dans le domaine des droits des femmes. En République tchèque, les [efforts](#) de la société civile ont abouti à une réforme fondamentale des lois sur le viol, qui classe désormais tout acte sexuel non consenti comme un viol ; éliminant ainsi l'obligation d'apporter des preuves d'un recours à la force et renforçant ainsi la protection des victimes. Au Kazakhstan, à la suite de la plaidoirie pour un procès concernant un meurtre très médiatisé, les législateurs ont [adopté](#) de nouvelles lois qui rétablissent les sanctions pénales pour les blessures

PARCOURIR LE RAPPORT

[MÉTHODE](#)[SYNTHÈSE MONDIALE](#)[QUI EN FAIT LES FRAIS ?](#)[AVANCÉES NOTABLES](#)[AFRIQUE](#)[AMÉRIQUES](#)[ASIE PACIFIQUE](#)[EUROPE ET ASIE CENTRALE](#)[MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD](#)[RECOMMANDATIONS](#)[CLASSIFICATION RÉGIONALE](#)

corporelles et améliorent la protection des survivants de violences domestiques. En Pologne, le gouvernement a [adopté](#) une loi en février 2024 qui permet la contraception d'urgence sans ordonnance, ce qui a abrogé une loi restrictive de 2017 et marqué un progrès important en matière de droits reproductifs.

La quête de justice environnementale a également abouti à de nombreuses avancées l'année dernière. En Grande-Bretagne, des décisions judiciaires ont [souligné](#) la nécessité d'une évaluation de l'impact environnemental pour tous les projets de développement, renforçant ainsi l'influence de la communauté sur les décisions ayant un impact potentiel sur



Équateur : Les communautés indigènes parviennent à reprendre le contrôle de leurs terres ancestrales (Photo : Rodrigo BUENDÍA / AFP).

l'environnement. En Australie, la Cour suprême de Nouvelle-Galles du Sud a [abrogé](#) plusieurs lois anti-manifestations en décembre 2023, qui ciblent spécifiquement les militants pour le climat et représentent une victoire importante en matière de défense de l'environnement.

Des progrès ont été réalisés en ce qui concerne les droits des peuples autochtones d'Amérique du Sud. En Équateur, les communautés autochtones ont [réussi](#) à reprendre le contrôle de leurs territoires ancestraux après de longues batailles juridiques. Au Pérou, une décision de justice rendue en mars 2024 a [accordé](#) aux femmes autochtones l'accès aux rivières locales, renforçant ainsi leurs droits culturels et environnementaux.

Plusieurs pays ont progressé dans le respect de la liberté d'expression. Au Malawi, une nouvelle loi sur la protection des données [constitue un pas important](#) vers la protection de la vie privée contre les menaces croissantes liées à la surveillance. Pendant ce temps, Saint-Kitts-et-Nevis a [introduit](#) des mesures de protection en faveur des lanceurs d'alerte, renforçant ainsi les droits des personnes qui signalent des actes de corruption ou des comportements répréhensibles.

PARCOURIR LE RAPPORT

MÉTHODE

SYNTHÈSE MONDIALE

QUI EN FAIT LES FRAIS ?

AVANCÉES NOTABLES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

ASIE PACIFIQUE

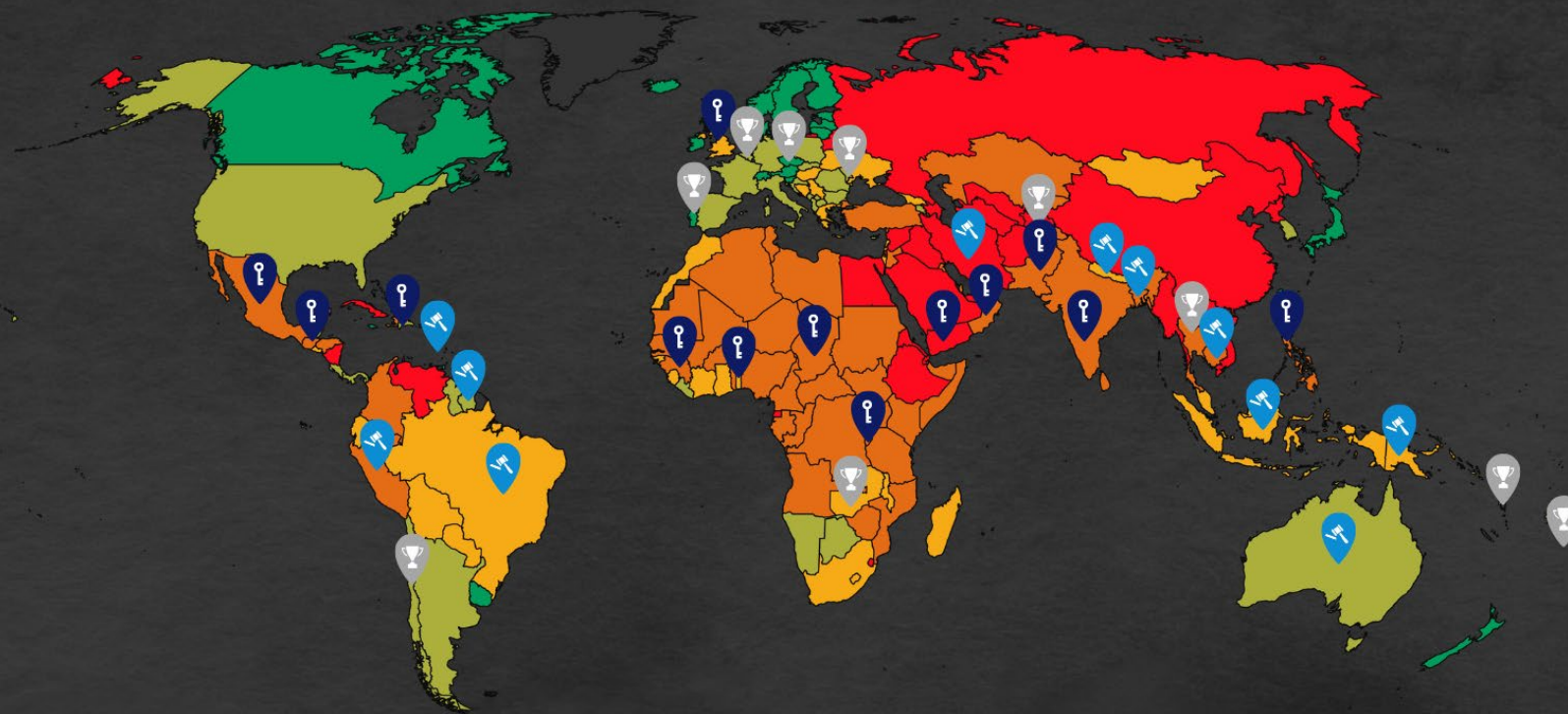
EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE
DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE

AVANCÉES NOTABLES



DÉCISIONS DE JUSTICE
ALLANT DANS LE BON SENS



LIBÉRATION OU
ACQUITTEMENT DE DDH



VICTOIRES REMPORTÉES
PAR LA SOCIÉTÉ CIVILE

PARCOURIR LE RAPPORT

MÉTHODE

SYNTHÈSE MONDIALE

QUI EN FAIT LES FRAIS ?

AVANCÉES NOTABLES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE
DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE

FAITS NOUVEAUX ENCOURAGEANTS



Guatemala : Virginia Laparra, ancienne procureure de l'Unité spéciale contre l'impunité du Guatemala, libérée après deux ans de : détention (crédit photo : Simone DALMASSO).

Les efforts de lutte contre des injustices qui ont eu lieu dans le passé ont permis de faire évoluer la situation dans plusieurs pays, notamment en [libérant](#) des personnes injustement détenues et en rendant les auteurs de mauvais traitements responsables de leurs actes. Au [Bahreïn](#), plus de 1 500 prisonniers politiques ont été libérés après avoir obtenu un pardon royal. En janvier 2024, Virginia Laparra, ancienne procureure du ministère public guatémaltèque contre l'impunité, connue pour ses enquêtes de premier plan sur la corruption, a été [libérée](#) après près de deux ans de prison. Elle a néanmoins [quitté](#) le pays pour protéger sa vie et sa liberté

face aux menaces croissantes pensant sur elle. Au Brésil, deux anciens policiers militaires ont été [condamnés](#) pour le meurtre de la conseillère municipale Marielle Franco en 2018, ce qui montre le lien qui existe entre l'élite politique de Rio de Janeiro et les groupes paramilitaires locaux, composés d'officiers de police retraités et actifs.

Le fondateur de WikiLeaks, Julian Assange, a été libéré en juillet 2024 (crédit photo : REUTERS /Stephane Mahe - TPX IMAGES OF THE DAY).



En réponse aux pressions continues de la société civile, les autorités de certains pays ont commencé à remédier aux violations de la liberté de presse qui ont eu lieu dans le passé, ce qui a abouti à l'adoption de mesures correctives dans plusieurs affaires de haut niveau. En Grande-Bretagne, Julian Assange, de l'organisation WikiLeaks, a été [libéré](#) après cinq ans de prison en juillet 2024. Au Yémen, le journaliste Al-Azazi a été [libéré](#) en février 2024 après avoir été détenu pendant quatre mois dans des conditions de détention difficiles, à la suite d'appels insistants de groupes de la société civile. En Inde, la Cour suprême a [ordonné](#) la libération du fondateur de NewsClick,



PARCOURIR LE RAPPORT

MÉTHODE

SYNTHÈSE MONDIALE

QUI EN FAIT LES FRAIS ?

AVANCÉES NOTABLES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE
DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE

Prabir Purkayastha, après 225 jours de détention, qui faisait partie d'actes de répression menés par la police contre des journalistes en lien avec le média numérique. Le système judiciaire iranien a également [annulé](#) les peines de prison de plus de dix ans de deux femmes journalistes.



Mexique : David Hernandez : Salazar (crédit photo : Santiago NAVARRO).

Les procès impliquant des communautés autochtones et des défenseurs de l'environnement ont également été couronnés de succès. Au Mexique, en mai 2024, un juge a [annulé](#) une peine de 46 ans d'emprisonnement pour le défenseur des droits à la terre David Hernández et a abandonné les accusations contre 17

membres de la communauté autochtone de Binniza. En mars 2024, la Cour suprême d'Indonésie a [confirmé](#) l'acquittement des écologistes Haris Azhar et Fatia Maulidiyanti. En février 2024, la Cour suprême cambodgienne a [annulé](#) les condamnations des défenseurs des droits à la terre de la communauté Boeung-Kak.

Certains progrès ont été accomplis dans des cas se penchant sur la reddition de comptes pour des abus commis dans le passé, même s'il reste encore beaucoup à faire en la matière. En décembre 2023, la Haute Cour du Suriname a [confirmé](#) la condamnation de l'ancien président Desi Bouterse pour les « meurtres de décembre 1982 », impliquant des exécutions extrajudiciaires d'opposants politiques. Aux Pays-Bas, deux policiers ont été [arrêtés](#) pour avoir fait un usage excessif de la force lors d'une manifestation en lien avec la crise de COVID-19. Au Pérou, la Cour suprême d'Ucayali a [condamné](#) quatre personnes à plus de 28 ans de prison en avril 2024 pour les meurtres de dirigeants autochtones Ashéninka qui avaient lutté pour leurs droits à la terre en 2014.

PARCOURIR LE RAPPORT

MÉTHODE

SYNTHÈSE MONDIALE

QUI EN FAIT LES FRAIS ?

AVANCÉES NOTABLES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE
DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE

AFRIQUE

AMÉLIORATIONS



Libéria



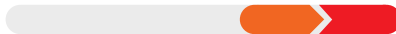
Botswana



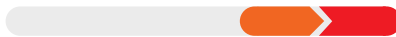
RÉGRESSIONS



Eswatini



Éthiopie



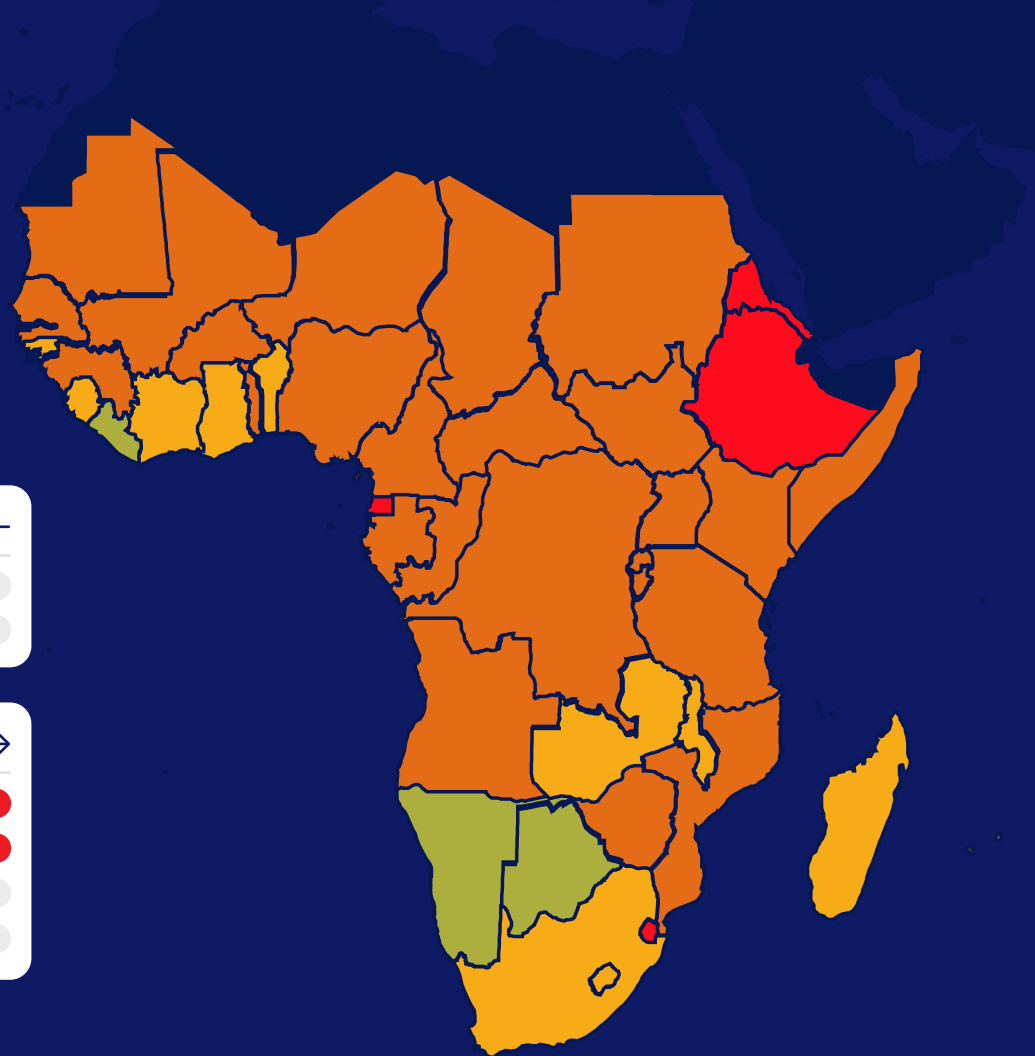
Burkina Faso



Kenya



● OUVERT ● RÉTRÉCI ● OBSTRUÉ ● RÉPRIMÉ ● FERMÉ



PARCOURIR LE RAPPORT

MÉTHODE

SYNTHÈSE MONDIALE

QUI EN FAIT LES FRAIS ?

AVANCÉES NOTABLES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE
DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE

SYNTHÈSE DES CLASSIFICATIONS

La situation en matière d'espace civique en Afrique subsaharienne reste répressive. Sur 50 pays et territoires, 43 ont un espace civique obstrué, réprimé ou fermé. Les espaces civiques de plus de la moitié des pays et territoires, soit près de 70 pour cent de la population d'Afrique subsaharienne, sont classés dans la catégorie « réprimé ». L'espace civique est ouvert uniquement dans les États insulaires du Cap-Vert et de São Tomé et Príncipe, tandis que Maurice, la Namibie et les Seychelles ont réduit l'espace civique, tout comme au Botswana et au Libéria, depuis peu.

Alors que la situation en matière d'espace civique s'est améliorée au Botswana et au Libéria au cours de l'année écoulée, elle s'est détériorée au Burkina Faso, à Eswatini, en Éthiopie et au Kenya.



Burkina Faso : le chef militaire Ibrahim Traoré : (photo de REUTERS/Vincent Bado).

Les libertés fondamentales ont été restreintes depuis le dernier [coup d'état militaire](#) du Burkina Faso de septembre 2022, ce qui a entraîné un recul de la classification de l'espace civique du pays, qui est passé de la catégorie « obstrué » à « réprimé ». Les violations de la liberté de la presse et la censure ont augmenté sous la junte militaire d'Ibrahim Traoré. Depuis octobre 2023, au moins 12 médias et programmes étrangers et locaux ont été [suspendus](#), souvent en raison de leur reportages sur la situation sécuritaire. Depuis novembre 2023, les autorités militaires ont de plus en plus utilisé une loi d'urgence, un décret général de mobilisation d'avril 2023, pour recruter des défenseurs des droits humains (DDH), des journalistes, des juges et des opposants. Le défenseur des droits humains et avocat Guy Hervé Kam a été arrêté pour, tandis que le journaliste Alain Traoré a fait l'objet d'une disparition forcée.

L'Eswatini a vu son classement reculer, son espace civique passant de la catégorie « réprimé » à « fermé », car le gouvernement [réprime](#) toute forme d'opposition, en interdisant par exemple les rassemblements publics et en menant une surveillance généralisée. Les défenseurs des droits humains (DDH) et les opposants continuent d'être pris pour cible et attaqués parce qu'ils [défendent](#) la démocratie dans la seule monarchie absolue qui existe en Afrique.

L'Éthiopie a également été rétrogradée : son espace civique est passé de la catégorie « réprimé » à « fermé », compte tenu de la poursuite du conflit armé et de l'imposition de l'état d'urgence, qui ont [entraîné](#) des violations graves des droits humains dans

PARCOURIR LE RAPPORT

MÉTHODE

SYNTHÈSE MONDIALE

QUI EN FAIT LES FRAIS ?

AVANCÉES NOTABLES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE
DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE

certaines parties du pays et une diminution des libertés civiles. Les défenseurs des droits humains (DDH), les journalistes et les opposants doivent faire face à de nombreuses difficultés dans leur travail, notamment la surveillance physique et en ligne, le harcèlement verbal, l'intimidation et les menaces visant à les forcer à cesser leurs activités.



Kenya : des policiers anti-émeutes interpellent un manifestant lors de manifestations anti-gouvernementales à Nairobi (crédit photo : Simon MAINA / AFP).

L'espace civique du Kenya a reculé, passant de la catégorie « obstrué » à « réprimé » à la suite de la [répression](#) brutale et continue du gouvernement, depuis les manifestations nationales de juin et juillet, déclenchées par un projet de loi

de finances visant à augmenter les impôts et le coût de la vie, dans un contexte de corruption généralisée du gouvernement. Les actions violentes du gouvernement ont entraîné la [mort](#) d'au moins 60 manifestants non armés, et la police a [arrêté](#) au moins 1 000 personnes. Les enlèvements de manifestants et de supporters en ligne des manifestations se sont poursuivis plusieurs mois après les manifestations, alors que les forces de sécurité chassent ceux qu'elles soupçonnent d'être impliqués, ce qui a un effet dissuasif sur les défenseurs des libertés civiles.

Les espaces civiques du Botswana et du Libéria se sont améliorés, passant de la catégorie « obstrué » à « rétréci », ce qui reflète la nette diminution du nombre de violations. Depuis le deuxième transfert pacifique du pouvoir au Libéria, lorsque le président sortant George Weah a [reconnu](#) sa défaite face à Joseph Boakai après les élections d'octobre et novembre 2023, le CIVICUS Monitor a enregistré moins de violations de l'espace civique, en particulier dans les domaines de la liberté de la presse et des rassemblements pacifiques. Une situation similaire est observée au Botswana, où les violations sont moins nombreuses. La société civile s'est [opposée](#) à un processus de révision constitutionnelle proposé par l'exécutif, en raison du manque de participation du public. Le Parlement a rejeté la modification de la Constitution.

PARCOURIR LE RAPPORT

MÉTHODE

SYNTHÈSE MONDIALE

QUI EN FAIT LES FRAIS ?

AVANCÉES NOTABLES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE
DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE

LES 5 PRINCIPALES VIOLATIONS EN AFRIQUE



1 ARRESTATION DE JOURNALISTES



2 AGRESSIONS CONTRE DES JOURNALISTES



3 ARRESTATION DE DDH



4 ARRESTATION DE MANIFESTANTS



5 CENSURE

PRINCIPALES VIOLATIONS

En Afrique subsaharienne, la détention de journalistes a été, l'année dernière comme les années précédentes, la violation la plus fréquente de l'espace civique, suivie des attaques contre les journalistes, de la détention de défenseurs des droits humains (DDH) et de manifestants, ainsi que la censure.

DÉTENTION DE JOURNALISTES ET ATTAQUES À LEUR ENCONTRE

La détention de journalistes a été signalée dans au moins 21 pays de la région et des attaques à leur encontre dans au moins 16 pays.

Les autorités ont détenu des journalistes pour avoir réalisé des reportages sur la corruption et sur certains sujets considérés comme sensibles ou offensants par les autorités. Dans certains pays comme le Cameroun, la République démocratique du Congo, le Nigeria et la Somalie, les autorités ont continué à arrêter des journalistes en guise de tactique pour les intimider et les réduire au silence. Au Nigeria, les autorités ont continué à arrêter certains journalistes et à les poursuivre en justice, bien que la loi de 2015 sur la cybercriminalité (interdiction, prévention, etc.) ait été modifiée en février 2024. Par exemple, le journaliste de la Foundation for investigative journalism Nigeria (FIJ NG) Daniel Ajukwu a été arrêté le 1er mai 2024 pour avoir enfreint cette loi en signalant un cas de corruption présumée par un fonctionnaire présidentiel. Après 10 jours de détention, il a été libéré sous caution.

Au Cameroun, les autorités profitent de certaines dispositions pénales, telles que la « diffusion de fausses informations », les « insultes » et « l'incitation à la révolte » pour détenir les journalistes et les poursuivre en justice, souvent dans des tribunaux militaires. Le 6 février 2024, Bruno Bidjang, directeur général du groupe L'Anecdote, a



PARCOURIR LE RAPPORT

MÉTHODE

SYNTHÈSE MONDIALE

QUI EN FAIT LES FRAIS ?

AVANCÉES NOTABLES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE

été [arrêté](#) à Bafoussam parce qu'il avait publié une vidéo critiquant l'arrestation d'un socialiste local et appelant les autorités à se pencher sur des questions telles que la corruption et l'accès à l'eau et à l'électricité. Bruno Bidjang a été accusé d'incitation à la révolte, de menace contre la sécurité nationale et de promotion de l'insurrection. En mars 2024, il a été condamné à six mois de prison par un juge militaire pour avoir diffusé des « fausses informations ». Deux autres journalistes emprisonnés, Kingsley Fumunyuy Njoka et Amadou Vamouké, ont été [condamnés](#) à 10 et 20 ans de prison respectivement. Ils étaient en prison depuis des années.

La situation est similaire dans la République démocratique du Congo (RDC). En mars 2024, un tribunal de Kinshasa a [reconnu](#) coupable le journaliste de renom Stanis Bujakera d'une série d'accusations, notamment « propagation de fausses rumeurs », de « falsification » et de « transmission d'un faux message » et l'a condamné à une peine de prison de six mois et à une amende. Il était emprisonné depuis le 8 septembre 2023 à cause de la publication d'un article dans Jeune Afrique (qui ne l'identifie pas comme auteur), qui indique que d'après un rapport du Service national de renseignement de la RDC, des officiers du renseignement militaire ont participé à l'enlèvement et au meurtre de l'opposant politique Chérubin Okende Senga, retrouvé mort le 13 juillet 2023.

En Somalie, les journalistes sont souvent menacés et arrêtés, parfois même tués. En janvier 2024, le journaliste Mohamed Abdi Ilig a été [arrêté](#) avec deux collègues après avoir animé une discussion sur X/Twitter, organisée par MM Somali TV, sur un mémorandum d'entente controversé entre l'Éthiopie et le

Somaliland. Bien que les collègues de Mohamed Abdi Ilig aient été libérés sans inculpation, il a passé 43 jours en prison avant d'être acquitté et libéré.



Sénégal : Cheikh Yerim Seck, fondateur du site d'information Dakaractu et collaborateur de Jeune Afrique, a été convoqué, interrogé, détenu et accusé de diffusion de fausses informations et de diffamation (crédit photo : Le Citoyen).

Les journalistes ont continué d'être arrêtés pour avoir critiqué les autorités ou pour avoir publié des enquêtes sur des sujets sensibles tels que des cas de corruption. Au Sénégal, le 1er octobre 2024, Cheikh Yerim Seck, fondateur du site d'information Dakaractu et collaborateur du site d'actualité Jeune Afrique, a été convoqué, interrogé, détenu et [accusé](#) d'avoir diffusé des fausses nouvelles et des propos diffamatoires, parce qu'il a réfuté les chiffres du gouvernement sénégalais sur la situation économique héritée par le gouvernement précédent lors d'une émission sur 7TV. En Ouganda, les journalistes du site anglais GrapeVine Dickson Mubiru et Alirabaki Sengooba ont été [arrêtés](#) par la police en juin 2024 pour avoir fait des rapports d'enquêtes sur un conflit judiciaire et rédigé un article dénonçant la corruption parlementaire. Ils ont été accusés de « publier des informations sans licence de diffusion », alors que cette

PARCOURIR LE RAPPORT

MÉTHODE

SYNTHÈSE MONDIALE

QUI EN FAIT LES FRAIS ?

AVANCÉES NOTABLES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE
DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE

réglementation ne s'applique qu'aux professionnels de la radio et de la télévision, puis ont été libérés sous caution. En Zambie, en août 2024, le journaliste Thomas Allan Zgamo a été arbitrairement détenu par la police pendant deux jours et a été accusé de sédition parce qu'il avait appelé sur la page Facebook de la chaîne YouTube Zambian Whistleblower le gouvernement à faire preuve de transparence concernant les liens qui existent entre une propriété qu'il loue et le président Hakainde Hichilema.

Les autorités militaires au Niger, où la liberté des médias est de plus en plus menacée, ont également incriminé les journalistes. En avril 2024, les officiers de police judiciaire ont arrêté Idrissa Soumana Maïga, éditeur du journal L'Enquêteur, en raison de la publication d'un article par le journal qui citait et remettait en question des affirmations du quotidien français Le Figaro, selon lesquelles des agents russes auraient installé des appareils d'écoute dans les bâtiments gouvernementaux. Idrissa Soumana Maïga a été plus tard accusé de « saper la défense nationale » en vertu du code pénal nigérien.

Nigeria :
la presse
couvre les
manifestations
contre la
mauvaise
gouvernance
(photo
d'Adekuhle
AJAYI).



Plusieurs journalistes ont été arrêtés au Burundi. Le 3 mars 2024, des fonctionnaires du Service national de renseignement ont arrêté la journaliste Sandra Muhoza, du journal La Nova Burundi, pour avoir fait des commentaires dans un groupe WhatsApp où il était question de la distribution de machettes aux jeunes partisans du parti au pouvoir. Elle aurait été battue et maltraitée.

L'année dernière, plusieurs journalistes ont été agressés et détenus alors qu'ils couvraient des manifestations. Au Nigeria, au moins 56 journalistes ont été agressés, harcelés ou détenus alors qu'ils couvraient les manifestations de #EndBadGovernance (« mettre fin à la mauvaise gouvernance ») en août 2024. Au Mali, Yeri Bocoum, directeur du site d'information YBC-Communication sur Facebook, a disparu après avoir couvert une manifestation de l'opposition le 7 juin 2024. Les services de sécurité nationale maliens auraient détenu Yeri Bocoum pendant 19 jours avant sa libération. La police a arrêté deux journalistes zambiens, à savoir Rodgers Mwiimba de Millenium TV et Innocent Phiri de KBN TV, à Kafue le 13 avril 2024, alors qu'ils couvraient une manifestation d'opposition, qui avait été interdite. Ils ont filmé une confrontation entre la police et les leaders de l'opposition lorsqu'ils ont été arrêtés. Ils ont été soumis à des violences physiques et interrogés avant d'être relâchés quelques heures plus tard.

La sécurité des journalistes a été compromise par des sources gouvernementales et non gouvernementales dans le secteur électoral, y compris les membres de groupes armés et les partisans de partis politiques. À Madagascar, au moins neuf journalistes ont été blesés lorsqu'un policier a jeté des gaz

PARCOURIR LE RAPPORT

MÉTHODE

SYNTHÈSE MONDIALE

QUI EN FAIT LES FRAIS ?

AVANCÉES NOTABLES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE
DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE

lacrymogènes et des grenades assourdissantes aux pieds de reporters qui couvraient une manifestation d'opposants à Antananarivo avant les élections présidentielles controversées du 16 novembre 2023. Au Mozambique, le journaliste Jorge Marcos et le caméraman Verson Paulo de STV ont été [attaqués](#) et menacés par des agents de forces de sécurité privées alors qu'ils couvraient un événement organisé par le parti d'opposition RENAMO dans la province de Zambézia en mai 2024, avant les élections législatives d'octobre 2024. Plusieurs journalistes ont été [agressés](#) en RDC à l'approche des élections législatives de décembre 2023, dont le correspondant de Radio France Internationale (RFI) Pascal Mulegwa, battu et jeté dans les égouts par les partisans du parti du président Felix Tshisekedi.

Les journalistes ont également été agressés ou détenus dans d'autres pays, tels que le [Tchad](#), l'[Éthiopie](#), le [Lesotho](#), le [Malawi](#), l'[Afrique du Sud](#), la [Tanzanie](#) et le [Togo](#).



Ouganda : des militants environnementaux brandissent des pancartes et scandent des slogans lors de leur protestation contre le projet de pipeline pétrolier East African Crude Oil Pipeline (EACOP) à Kampala (crédit photo : BADRU KATUMBA/AFP).

DÉTENTION DE DÉFENSEURS DES DROITS HUMAINS

Des défenseurs des droits humains (DDH) ont été détenus dans au moins 17 pays d'Afrique subsaharienne. Les autorités utilisent souvent cette tactique pour dissuader, intimider et réduire au silence les militants. Les DDH spécialisés dans les questions relatives à la démocratie, à l'environnement et aux conditions de travail ont particulièrement été ciblés.

En Ouganda, 11 défenseurs des droits humains dans le domaine de l'environnement, dont Ezama Chirilo, Adriko Sostein et Julius Tumwiine, ont été [arrêtés](#) entre le 27 mai et le 5 juin 2024 pour avoir fait pression contre le pipeline de pétrole brut d'Afrique de l'Est (*East African Crude Oil Pipeline, EACOP*), un important projet d'infrastructure destiné à transporter du pétrole devant être exporté depuis les champs pétrolifères ougandais situés près du lac Albert jusqu'au port tanzanien de Tanga. Des défenseurs des droits humains dans le domaine de l'environnement ont également été [arrêtés](#) et condamnés à Madagascar.

Les militants pro-démocratie ont été particulièrement touchés au Burkina Faso, en Guinée et au Mali, des pays sous régime militaire. Au Burkina Faso, les militants pro- démocratie Bassirou Badjo et Rasmané Zinaba ont été enlevés en février 2024 et emmenés dans un lieu inconnu. Ils font partie d'une douzaine de défenseurs des droits humains (DDH), de journalistes et d'opposants politiques qui ont été illégalement enrôlés dans l'armée pour combattre les groupes islamistes armés, le gouvernement ayant abusé de sa loi d'urgence pour faire taire les dissidents. En Guinée, les militants pro-démocratie

PARCOURIR LE RAPPORT

MÉTHODE

SYNTHÈSE MONDIALE

QUI EN FAIT LES FRAIS ?

AVANCÉES NOTABLES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE

Mamadou Billo Bah et Oumar Sylla, également connu sous le nom de Foniké Mengué, ont été arrêtés par le Front national pour la défense de la Constitution le 9 juin 2024. Les autorités n'ont pas divulgué leur emplacement exact. Un autre militant, Mohammed Cissé, qui était en prison avec les deux hommes mais a été relâché le lendemain, a déclaré qu'ils avaient été emmenés par les forces de sécurité et torturés. Au Mali, le militant et professeur d'université Etienne Fakaba Sissoko a été arrêté le 25 mars 2024 après avoir publié un livre critiquant l'utilisation présumée de la propagande dans les campagnes d'information du gouvernement. En mai 2024, Etienne Fakaba Sissoko est condamné à deux ans de prison dont un avec sursis et à une amende d'environ 4 900 dollars des États-Unis.



En juillet 2024, à Eswatini, les députés pro-démocrates Mthandeni Mduduzi Bacede et Mabuza Dube ont été condamnés à de lourdes peines d'emprisonnement de 18 et 25 ans pour terrorisme et meurtre dans le cadre de manifestations contre le régime du roi Mswati en 2021. Ils étaient en détention depuis juillet 2021.

Les autorités de la Guinée équatoriale, où l'espace civique est fermé, ont continué à détenir arbitrairement des défenseurs des droits humains (DDH) et à les torturer fréquemment en détention. Le 1er août 2024, la police a arrêté le DDH Joaquin Elo Ayeto à son domicile dans la capitale, Malabo. Joaquin Elo Ayeto est accusé d'avoir mené des activités illégales via sa plateforme de la société civile Somos+, qui n'est pas enregistrée par les autorités. Il a d'abord été transféré à la prison de Black Beach, puis à celle d'Oveng Azem. En outre, on ignore où se trouve l'avocat des droits humains Anacleto Micha Ndong depuis avril 2024. Il a été arrêté le 26 janvier 2024 et détenu à la prison de Black Beach après avoir été inculpé pour outrage et calomnie.

Les autorités ont également arrêté des défenseurs des droits humains (DDH) impliqués dans des manifestations ou des grèves. Au Cameroun, Abdoulaye Math, président du Mouvement pour la défense des droits de l'homme, a été convoqué et emprisonné en février 2024 car il aurait tenu des propos méprisants et organisé une manifestation à Maroua. Au Nigeria, Joe Ajaero, militant des droits des travailleurs et président du syndicat du Congrès national du travail, a été détenu à deux reprises. La police l'a d'abord détenu le 1er novembre 2023, à l'approche d'une grève et d'une manifestation de masse annoncées par le syndicat en réponse aux violations des droits des travailleurs dans l'État d'Imo. Le 9 septembre 2024, il est de nouveau détenu pendant deux jours car il aurait critiqué le gouvernement pour la hausse des prix de l'essence et affirmé que les dirigeants syndicaux allaient se réunir en vue d'une grève.

PARCOURIR LE RAPPORT

MÉTHODE

SYNTHÈSE MONDIALE

QUI EN FAIT LES FRAIS ?

AVANCÉES NOTABLES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE
DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE

Angola : Zola Ferreira Bambi, avocat et président de l'Observatoire de la Cohésion Sociale et de la Justice de l'Angola.



Les avocats spécialisés dans les droits humains ont également été ciblés. En Angola, des policiers ont placé en résidence surveillée l'avocat des droits humains et militant de la société civile Zola Ferreira Bambi le 5 janvier 2024 sans mandat d'arrêt, puis l'ont accompagné au commissariat où il a été détenu pendant plusieurs heures. Il était censé représenter deux défenseurs des droits humains devant la justice, mais ne l'a pas pu.

Au Tchad, le 2 octobre 2024, les policiers ont détenu puis expulsé l'avocat hongrois et américain Reed Brody, qui avait été invité avec deux collègues de l'ambassade américaine et du Centre for Development Studies and Training pour présenter un livre sur les poursuites judiciaires contre l'ancien dictateur tchadien Hissène Habré. Des policiers ont pénétré dans le lieu de rencontre et dispersé les participants.

DÉTENTION DE MANIFESTANTS

La détention de manifestants a été relevée preuves à l'appui dans au moins 15 pays d'Afrique subsaharienne. Comme les années précédentes, il y a eu de nombreuses manifestations sur un large éventail de sujets, dont le coût élevé de la vie, le manque de services essentiels, la corruption et la mauvaise gouvernance. Les manifestants ont souvent été détenus pour disperser les manifestations ou dissuader d'autres personnes d'y participer.

À Madagascar, le 27 août 2024, les forces de sécurité ont arrêté le militant de la société civile Solonarivo Tsiazonaly pour « manifestation non autorisée et trouble à l'ordre public ». Il avait participé à l'organisation d'une manifestation à Tuléar contre la réouverture du projet minier « Base Toliara », après son rachat par une société minière internationale située aux États-Unis. D'après les opposants, sa réouverture aurait de graves conséquences sur l'environnement et la santé des résidents locaux. Les manifestants ont tenté de se rassembler le 27 août 2024, mais les forces de sécurité les en ont empêchés. D'après les informations, il a été libéré après avoir été forcé à signer un document l'engageant à ne plus participer aux « grèves » contre le projet « Base Toliara ».

Ouganda : un manifestant est détenu lors d'un rassemblement contre la corruption et les violations des droits humains commises par les dirigeants du pays à Kampala (crédit photo : REUTERS/Michael Muhati.



La police a détenu au moins 45 manifestants le 23 juillet 2024, lors de manifestations contre la corruption et le détournement de fonds à Kampala, en Ouganda, et les a accusés de « troubles à l'ordre public ». La police a également réagi avec violence aux manifestations. Avant les manifestations, le président Yoweri Museveni a averti les manifestants qu'ils « jouaient avec le feu ».

PARCOURIR LE RAPPORT

MÉTHODE

SYNTHÈSE MONDIALE

QUI EN FAIT LES FRAIS ?

AVANCÉES NOTABLES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE

Au Malawi, le défenseur des droits humains (DDH) Bon Kalindo et d'autres ont été [arrêtés](#) lors d'une manifestation contre le coût élevé de la vie, qui a eu lieu à Zomba le 23 novembre 2023. La police a utilisé des gaz lacrymogènes pour disperser les manifestants. À Accra, au Ghana, 53 personnes ont été [arrêtées](#) lors de manifestations contre la détérioration des conditions économiques et la mauvaise gestion du gouvernement en septembre 2024.

En Zambie, les autorités continuent d'enfreindre le droit de réunion pacifique, malgré la promesse du gouvernement de remplacer la loi obsolète de 1955 sur l'ordre public par une loi progressiste sur les réunions publiques. En juillet 2024, quatre membres du mouvement Fix Zesco ont été [arrêtés](#) lorsque la police a empêché une manifestation contre les coupures d'électricité au siège de l'entreprise publique d'énergie Zesco. Les quatre ont été placés en détention provisoire et accusés d'être « restés passifs et d'avoir eu un comportement répréhensible ».

Certaines manifestations d'étudiants ont également donné lieu à des arrestations. En Afrique du Sud, 22 manifestants ont été [arrêtés](#) par la police le 1er mars 2024 lorsqu'ils ont été dispersés lors d'une manifestation devant le campus principal de l'Université centrale de technologie à Bloemfontein, dans la province de Free State. Les étudiants ont protesté contre le retard du plan national de financement en faveur des étudiants, qui a entraîné un manque de ressources pour la nourriture, le logement et les fournitures scolaires. Au Zimbabwe, en juin 2024, la police a [arrêté](#) 44 membres de l'Association nationale des étudiants du Zimbabwe, dont le

président Emmanuel Sitima, après avoir violemment interrompu leur réunion de discussion sur la politique éducative. Cette action s'inscrit dans le cadre de la répression générale de l'opposition et des dissensions qui ont précédé le sommet de la Communauté de développement de l'Afrique australe (CDA) au Zimbabwe.

En Guinée, la police a empêché une manifestation contre les restrictions imposées par la junte militaire aux médias, prévue le 18 janvier 2024 dans la capitale Conakry. Elle avait été organisée, entre autres, par l'Union des professionnels de la presse de Guinée. La police a [arrêté](#) neuf journalistes et Sékou Jamal Pendessa, secrétaire général du syndicat. Il est inculpé pour avoir organisé une manifestation illégale et été détenu jusqu'au 28 février 2024.



Ghana : #OccupyJolurbiHouse
(crédit photo :@gyaigyimi).

PARCOURIR LE RAPPORT

MÉTHODE

SYNTHÈSE MONDIALE

QUI EN FAIT LES FRAIS ?

AVANCÉES NOTABLES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE
DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE

RÉPRESSION VIOLENTE DES
MANIFESTATIONS MENÉES PAR DES
JEUNES AU KENYA ET AU NIGERIA

Comme nous l’avons souligné plus haut, des manifestations de masse ont eu lieu dans plusieurs pays, dont le Kenya et le Nigeria, sous l’impulsion de jeunes, pour souligner les difficultés économiques, la mauvaise gouvernance et la corruption. Dans les deux pays, les autorités ont réagi avec violence et tué des dizaines de personnes.

Au Kenya, le mouvement #RejectFinanceBill2024 (« rejeter le projet de loi de finances ») a rassemblé des milliers de personnes dans les rues en juin 2024, qui protestaient contre cette loi controversée et ses lourdes conséquences fiscales. La police a fait usage d’une force excessive et

Kenya : la police utilise des canons à eau contre les manifestants protestant contre les hausses d’impôts prévues dans : le projet de loi de finance “Finance Bill 2024” (crédit photo Gerald Anderson / Anadolu via Getty Images).



brutale, notamment en utilisant des tireurs d’élite pour tirer sur des manifestants pacifiques non armés, tandis que d’autres policiers en civil masqués dans des véhicules non identifiés tiraient directement sur des personnes avec des munitions réelles et du gaz lacrymogène, y compris le personnel médical et les journalistes. Des agents de la sécurité nationale et du renseignement ont enlevé des manifestants, y compris des influenceurs des médias sociaux qui avaient clairement exprimé leur soutien envers les manifestations, et les ont arrêtés en les accusant d’avoir dirigé et financé les manifestations. Selon la National Commission on Human Rights du Kenya, au moins 60 personnes ont été tuées, et 71 cas de disparitions forcées ou involontaires ont été enregistrés jusqu’au 31 octobre 2024. Alors qu’en septembre 2024, le gouvernement a signalé qu’au moins 1 208 personnes avaient été arrêtées pendant les manifestations et que 132 d’entre elles étaient portées disparues, des groupes de la société civile estiment que ce chiffre est beaucoup plus élevé. Les corps de certains des disparus ont été retrouvés dans des carrières, des forêts, des rivières et des morgues abandonnées et portaient des traces de torture, certains étaient mutilés et démembrés.

Des milliers de personnes se sont rassemblées au Nigeria du 1er au 10 août 2024 dans le cadre des manifestations #EndBadGovernance pour protester contre le coût élevé de la vie, les difficultés économiques et la corruption endémique. Les forces de sécurité ont fait usage d’une force excessive et ont utilisé des balles en caoutchouc et des gaz lacrymogènes en plus des munitions réelles. Au moins 22 personnes ont été tuées, notamment à Abuja, Borno, Kaduna, Kano, Jigawa

PARCOURIR LE RAPPORT

MÉTHODE

SYNTHÈSE MONDIALE

QUI EN FAIT LES FRAIS ?

AVANCÉES NOTABLES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE
DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE

et Niger. Plusieurs États ont déclaré des couvre-feux en réponse aux manifestations, et plus de 1 100 personnes ont été arrêtées selon les médias. En septembre 2024, la police d'Abuja a affirmé que certains manifestants, y compris des mineurs, avaient été arrêtés et accusés de complot à la trahison, qu'ils avaient tenté de déstabiliser le Nigeria et essayé de destituer le président, qu'ils menaient une guerre contre le gouvernement et incitaient aux émeutes. La trahison est un délit passible de la peine de mort. Le président Bola Tinubu a [ordonné](#) plus tard que les mineurs soient libérés et que les accusations de trahison soient abandonnées.

PARCOURIR LE RAPPORT

MÉTHODE

SYNTHÈSE MONDIALE

QUI EN FAIT LES FRAIS ?

AVANCÉES NOTABLES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE
DU NORD

RECOMMANDATIONS

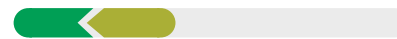
CLASSIFICATION RÉGIONALE

AMÉRIQUES

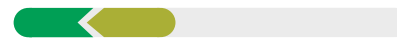
AMÉLIORATIONS



Trinité-et-Tobago



Jamaïque



RÉGRESSIONS



Pérou



● OUVERT ● RÉTRÉCI ● OBSTRUÉ ● RÉPRIMÉ ● FERMÉ

PARCOURIR LE RAPPORT

MÉTHODE

SYNTHÈSE MONDIALE

QUI EN FAIT LES FRAIS ?

AVANCÉES NOTABLES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE
DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE

SYNTHÈSE DES CLASSIFICATIONS

Environ 30 pour cent des personnes résidant sur le continent américain vivent dans des pays où l'espace civique est fermé ou réprimé, et moins de 5 pour cent dans des pays où l'espace civique est ouvert. Sur 35 pays, trois ont un espace civique fermé, six un espace civique réprimé et cinq un espace obstrué. Onze pays d'Amérique ont un espace civique classé dans la catégorie « rétréci », tandis que 10 ont un espace civique ouvert.

L'espace civique s'est réduit compte tenu de la répression politique croissante, de l'affaiblissement des institutions démocratiques et de la concentration du pouvoir exécutif. Le Nicaragua et le Venezuela sont des exemples emblématiques de la façon dont l'espace civique a été fermé.

Le gouvernement nicaraguayen continue d'utiliser des tactiques de répression sévères, en faisant preuve de violence et en imposant des lois restrictives visant à réduire au silence l'opposition et à réprimer la société civile. En août 2024, les autorités avaient fermé plus de 5 664 organisations de la société civile (OSC). Les organisations locales rapportent que près de 80 pour cent des OSC qui ont été opérationnelles entre 2007 et 2024 ont été dissoutes sans raison valable. La disparition de la journaliste Fabiola Tercero Castro en juillet 2024, après un raid policier



dans son domicile à Managua, témoigne du climat de peur et d'intimidation qui règne dans ce pays.

L'espace civique fermé du Venezuela s'est encore détérioré dans le contexte des élections présidentielles controversées de 2024, caractérisées par un manque de transparence et une répression accrue des dissidents. En mars 2024, le pays a été ajouté à la liste de surveillance CIVICUS, qui indique les pays où l'espace civique se détériore considérablement et rapidement, en raison de la persécution des défenseurs des droits humains (DDH) par le gouvernement et de la suppression de la liberté d'expression, illustrée par l'arrestation arbitraire de la célèbre DDH Rocío San Miguel en février 2024. Les tactiques du gouvernement comprennent des détentions arbitraires et des disparitions forcées, sachant que la violence s'est intensifiée après les élections, et que les manifestations pacifiques qui remettaient en question l'intégrité des résultats et exigeaient transparence et reddition de comptes ont été brutalement réprimées. L'adoption de la loi sur le contrôle, la régularisation, la performance et le financement des organisations sociales à but non lucratif en août 2024 limite encore davantage le travail de la société civile et risque de l'ériger en infraction. Parallèlement, les mesures visant à introduire un projet de loi « anti-fascisme » menacent d'accroître les restrictions sur la liberté d'expression et les réunions pacifiques.

L'espace civique au Salvador s'est progressivement réduit sous un état d'urgence prolongé, qui est devenu le principal outil de l'État lui permettant de consolider les pratiques autoritaires et de supprimer les libertés fondamentales. Depuis 2019, la

PARCOURIR LE RAPPORT

MÉTHODE

SYNTHÈSE MONDIALE

QUI EN FAIT LES FRAIS ?

AVANCÉES NOTABLES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE
DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE

Pérou : des manifestantes s'assoient devant une barrière de police (crédit photo : Klebher Vasquez / Anadolu via Getty Images).



campagne agressive du président Nayib Bukele contre le crime organisé s'accompagne de mesures de plus en plus restrictives visant les critiques et lui permettant de consolider son pouvoir. Les militants, les organisations de la société civile (OSC) et les journalistes sont confrontés à un climat d'intimidation publique, à des campagnes de diffamation et de dénigrement, et ont peu accès aux informations. Selon les organisations de défense des droits humains, les quatre dernières années ont été parmi les plus difficiles.

Après des années d'érosion progressive des libertés civiles, l'espace civique du Pérou est passé de la catégorie « obstrué » à « réprimé ». Dans ce pays, il existe un environnement hostile à la société civile, caractérisé par une escalade de la violence, y compris le harcèlement, les agressions physiques, les menaces et les calomnies de l'État et des groupes d'extrême droite. La violence est très répandue dans les régions où sévissent la déforestation, l'exploitation minière illégale et le trafic de drogue. Les dirigeants autochtones et les défenseurs de l'environnement sont de plus en plus exposés aux risques, avec au moins deux leaders autochtones kakataibo tués depuis

décembre 2023. Les journalistes sont particulièrement exposés à l'acharnement judiciaire, aux campagnes de diffamation et aux agressions physiques, en particulier lorsqu'ils couvrent des manifestations. L'impunité généralisée favorise la répression.

Seuls quelques pays ont pris des mesures notables visant à protéger les libertés fondamentales, lesquelles représentent des petits pas mais des progrès importants. L'espace civique à Trinité-et-Tobago est passé de la catégorie « rétréci » à « ouvert », reflétant ainsi l'amélioration des conditions. Bien que la liberté de la presse reste menacée, y compris dans le traitement des cas de diffamation et d'incitation à la haine, la disponibilité des voies de recours s'est avérée cruciale en matière de respect de la liberté d'expression.

La Jamaïque a également vu une amélioration de la classification de son espace civique, qui est passé de la catégorie « rétréci » à « ouvert ». La liberté de se rassembler pacifiquement est généralement respectée et aucun fait problématique majeur n'a été signalé l'année dernière. Toutefois, des problèmes isolés subsistent, certaines manifestations devenant parfois violentes en raison des actions des manifestants.



PARCOURIR LE RAPPORT

MÉTHODE

SYNTHÈSE MONDIALE

QUI EN FAIT LES FRAIS ?

AVANCÉES NOTABLES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE
DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE

PRINCIPALES VIOLATIONS

Les violations des libertés civiles les plus fréquemment relevées en Amérique en 2024 ont été les agressions contre des journalistes, les meurtres de défenseurs des droits humains, la détention de manifestants, la perturbation de manifestations et les menaces à l'encontre de journalistes.

AGRESSIONS CONTRE DES JOURNALISTES



DANS AU MOINS 14 PAYS

ATTAQUES ET MENACES À L'ENCONTRE DE JOURNALISTES

Des attaques contre des journalistes ont été relevées preuves à l'appui dans au moins 17 pays. Année après année, ce type de violation se classe parmi les cinq plus fréquentes dans la région, ce qui indique la persistance d'un environnement hostile pour les médias et d'importants

risques pesant sur les journalistes. Des menaces, y compris des menaces de mort, ont été relevées dans au moins 12 pays, ce qui fait craindre à de nombreux journalistes pour leur sécurité et oblige certains d'entre eux à limiter leur travail.

Les journalistes sont souvent agressés lorsqu'ils couvrent des manifestations, ce qui a été constaté dans plusieurs pays, dont [l'Argentine](#), la [Bolivie](#), [Haïti](#), le [Mexique](#), le [Pérou](#), les [États-Unis](#) et le [Venezuela](#). Les forces de sécurité ont souvent été identifiées comme étant les principales responsables de la violence, ce qui a suscité des inquiétudes quant à l'usage excessif de la force, y compris l'utilisation d'armes létales. Au Venezuela, des agents de la Garde nationale bolivarienne ont [abattu](#) Jesús Romero par balles, un reporter du magazine médiatique indépendant Código Urbe, alors qu'il couvrait une manifestation à Maracay dans un contexte de répression des manifestations post-électorales dans l'ensemble du pays en juillet 2024. La jambe de Jesús Romero a été touchée par

LES 5 PRINCIPALES VIOLATIONS POUR LES AMÉRIQUES



PARCOURIR LE RAPPORT

MÉTHODE

SYNTHÈSE MONDIALE

QUI EN FAIT LES FRAIS ?

AVANCÉES NOTABLES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE

une balle qui a blessé une artère et il a également reçu une balle dans l'abdomen.

Équateur : des membres de gangs lourdement armés ont pris d'assaut le studio de TC Televisión à Guayaquil, interrompant une diffusion en direct du programme d'information El Noticiero. (crédit photo : Getty Images).



Dans plusieurs cas, les forces de sécurité ont tiré des balles en caoutchouc et des gaz lacrymogènes directement sur des journalistes. En Argentine, le photojournaliste Mariano Dalaison a été blessé au visage par une balle en caoutchouc alors qu'il rendait compte des manifestations contre une série de lois controversées du président Milei. Il a reçu la balle entre ses sourcils, ce qui l'a gravement blessé.

Dans les pays où la violence des gangs a augmenté, les journalistes et les médias sont souvent devenus la cible d'attaques. En Équateur, après l'instauration d'un état d'urgence de 60 jours à la suite de la fuite d'un chef de gang en janvier 2024, des membres de gangs lourdement armés ont pris d'assaut le studio de TC Televisión à Guayaquil et ont interrompu une émission en direct du programme d'information El

Noticiero. Les assaillants ont menacé les employés des médias avec des armes à feu, ont brandi des grenades et ont tiré des coups de feu qui ont été retransmis en direct dans tout le pays.

Les journalistes ont souvent été menacés pour avoir révélé des activités criminelles et corrompues. De tels cas ont été enregistrés dans au moins cinq pays, dont la Colombie, l'Équateur, le Mexique, le Paraguay et l'Uruguay. En Uruguay, où l'espace civique est ouvert et où de tels faits sont rares, deux médias ont reçu des messages leur demandant de cesser de couvrir les activités du narcotrafiquant uruguayen Sebastián Marset en Bolivie.

Au Mexique, les mécanismes de protection de l'État présentent des lacunes et des problèmes importants, ce qui met les journalistes en danger. En mai 2024, des agresseurs inconnus sont passés en voiture devant la maison du journaliste Alberto Amaro Jordán à Apizaco, dans l'État de Tlaxcala, en criant des menaces de mort à ses gardes du corps. Alberto Amaro Jordán, fondateur de La Prensa de Tlaxcala, a été menacé pendant plusieurs années et a été inclus dans un programme de protection de l'État.

Dans certains pays, les journalistes travaillent au péril de leur vie, comme en Colombie, au Guyana, au Honduras et au Mexique, qui font partie des pays les plus dangereux pour eux. Le Mexique reste l'un des pays où le plus de journalistes perdent la vie. En juillet 2024, deux journalistes ont été assassinés en l'espace de deux jours et en octobre 2024, deux autres l'ont été en l'espace de 24 heures.

PARCOURIR LE RAPPORT

MÉTHODE

SYNTHÈSE MONDIALE

QUI EN FAIT LES FRAIS ?

AVANCÉES NOTABLES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

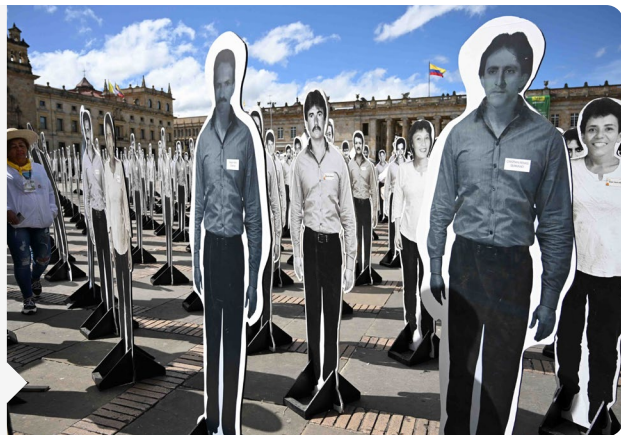
RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE

ASSASSINATS DE DÉFENSEURS DES DROITS HUMAINS

Ces dernières années, le nombre d'assassinats de défenseurs des droits humains (DDH) a augmenté de manière inquiétante en Amérique. L'année dernière, c'est dans ce continent que le plus grand nombre de DDH ont été assassinés dans le monde, les pays les plus dangereux étant le [Brésil](#), la [Colombie](#), le [Guatemala](#), le [Honduras](#), le [Mexique](#) et le [Pérou](#). Les militants qui défendent la justice sociale et la paix, les droits environnementaux et à la terre, les droits des peuples autochtones et des LGBTQI+ font l'objet de représailles mortelles visant à réduire au silence les revendications de droits.

Colombie :
Des images
grandeur
nature de
personnes
tuées et
disparues
(crédit
photo : Raul
ARBOLEDA /
AFP).



La Colombie est constamment en proie à des problèmes de violence. Dans un contexte de querelles territoriales et de violence continue des groupes armés, les défenseurs des droits humains (DDH) continuent d'être pris pour cible alors que le processus de paix en Colombie est au point mort. Entre janvier

et octobre 2024, la société civile a [signalé](#) 148 homicides. La plupart des auteurs des attaques ne sont pas identifiés, ce qui contribue à un climat d'impunité inquiétant. La Colombie est le pays qui compte le plus grand nombre d'assassinats de DDH relevés par le CIVICUS Monitor dans la région.

En février 2024, des assaillants armés ont [pénétré](#) au domicile de Ludivia Galindez à Florencia, dans le département de Caquetá, et l'ont abattue peu après que son équipe de protection de l'Unité de protection nationale l'ait déposée. Ludivia Galindez était une personnalité de premier plan à Caquetá et membre de l'Association des femmes pour la paix et la défense des droits des femmes en Colombie. En mars 2024, Dairo Yovani Aquite, un leader autochtone de la communauté Nasa dans le département du Cauca, a été abattu par des agresseurs armés alors qu'il circulait à moto. Il avait auparavant fait état de menaces de la part de groupes armés. Dans ce département, la violence contre les défenseurs des droits humains s'est accrue.

Au Brésil, les leaders autochtones mènent la lutte pour protéger leurs terres ancestrales des violations et pratiques agressives en matière de développement qui bafouent leurs droits et menacent leurs communautés. Ces efforts de défense ont un prix élevé, comme en atteste l'assassinat des leaders pataxó Lucas Kariri-Sapuyá en [décembre 2023](#) et Maria Fátima Muniz de Andrade, connue sous le nom de Nega Pataxó, en [janvier 2024](#). Ces assassinats ont [eu lieu](#) dans le cadre de litiges liés à des terres et peu après un débat au Congrès sur une loi visant à restreindre les droits des autochtones.

PARCOURIR LE RAPPORT

MÉTHODE

SYNTHÈSE MONDIALE

QUI EN FAIT LES FRAIS ?

AVANCÉES NOTABLES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE
DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE

RÉPRESSION DES MANIFESTATIONS ET DÉTENTION DE MANIFESTANTS

Argentine : La police anti-émeute utilise du gaz poivré contre des manifestants lors d'une manifestation devant le Congrès national à Buenos Aires (Photo par Luis ROBAYO / AFP)



Comme dans le reste du monde, le nombre d'arrestations de manifestants a fortement augmenté en Amérique au cours de l'année écoulée, ce qui témoigne d'un changement inquiétant dans la manière dont les autorités gèrent la dissidence publique. Dans toute la région, les gens continuent de manifester afin de revendiquer des changements, d'exprimer leurs griefs et de demander des comptes aux leaders et aux entreprises. Face à ces revendications, les forces de sécurité emprisonnent de plus en plus des manifestants, comme cela a été relevé dans au moins 15 pays, dont l'[Argentine](#), le [Canada](#), le [Chili](#), le [Costa Rica](#), le [Panama](#), le Suriname, les [États-Unis](#) et le [Venezuela](#). Ces détentions visent à saper la dynamique des manifestations. Les manifestations d'opposition à un conflit ou exprimant des désaccords politiques étaient plus susceptibles de faire l'objet de restrictions.

Des étudiants universitaires de tout le Canada et des États-Unis ont installé des camps pacifiques en solidarité avec les Palestiniens et ont demandé à leurs institutions de se désinvestir des entreprises liées à Israël. Des institutions telles que l'université de Toronto ont [pris](#) des mesures juridiques visant à démanteler ces camps plutôt que de protéger les droits des manifestants. Dans un jugement rendu en juillet 2024, la Cour supérieure de justice de l'Ontario a confirmé le droit de l'université de Toronto d'expulser les manifestants du campus. La Cour a estimé que le droit à la liberté d'expression ne justifiait pas une entrée non autorisée et que les droits de propriété prévalaient sur le droit à l'expression.



États-Unis : Manifestation de solidarité avec la Palestine à l'Université du Michigan (crédit photo : Katie McTiernan/Anadolu via Getty Images).

PARCOURIR LE RAPPORT

MÉTHODE

SYNTHÈSE MONDIALE

QUI EN FAIT LES FRAIS ?

AVANCÉES NOTABLES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE

D'autres universités, dont l'université de Calgary, ont [pris](#) des mesures sans demander d'injonctions judiciaires. En mai 2024, la police anti-émeute a démantelé un camp à l'université de Calgary, ce qui a donné lieu à des affrontements au cours desquels la police a utilisé du gaz poivré contre les manifestants. La police a placé quatre personnes en garde à vue pour violation de propriété privée, puis les a relâchées et les a assignées à comparaître.

Depuis octobre 2023, les États-Unis ont [connu](#) l'une des plus grandes expressions de soutien au peuple palestinien ces dernières années, qui s'est traduite par une vague de manifestations de solidarité sans précédent. Cette vague de protestations a été accueillie avec brutalité et violence. Rien qu'en avril et mai 2024, les autorités ont [détenu](#) plus de 3 200 étudiants, enseignants, membres du personnel et journalistes lors de descentes nationales sur les campus. Malgré l'absence de preuves, les autorités universitaires ont [accusé](#) les étudiants et les organisations de solidarité avec les Palestiniens de délits tels que le « soutien matériel au terrorisme » et ont proposé des mesures discriminatoires telles que l'annulation des visas et les expulsions.

L'indignation face aux conditions économiques et politiques et les revendications en faveur d'un changement ont donné lieu à des manifestations de masse dans toute l'Amérique. En Argentine, les tensions sont particulièrement vives depuis que le président Milei a [pris](#) ses fonctions en décembre 2023 et a mis en œuvre de vastes changements économiques et politiques. Fait nouveau important le 14 décembre 2023 : le ministère de la sécurité a introduit la résolution 943/2023, généralement connue sous le nom de protocole *anti-picket*, qui érige en

infraction les manifestations de rue qui entravent la circulation. Cette mesure a suscité d'importantes réactions de rejet, qui ont conduit à une violente répression par les forces de sécurité. En septembre 2024, l'Argentine a été [placée](#) sur la liste de surveillance du CIVICUS Monitor.

En juin 2024, des milliers de personnes se sont rassemblées près du Congrès argentin alors que le Sénat examinait un projet de loi omnibus visant à déréglementer l'industrie, à privatiser des services publics essentiels, à réduire les dépenses publiques et à affaiblir les mesures de protection du travail. Ce qui avait commencé comme une manifestation pacifique s'est terminé par des [affrontements](#) entre les manifestants et les forces de sécurité. Plus de 200 personnes ont été blessées et 35 ont été arrêtées, notamment pour incitation à la violence, intimidation du public et obstruction à la procédure législative. Au moment de la rédaction du présent rapport, un tribunal fédéral a libéré 28 personnes arrêtées pour manque de preuves, a critiqué le travail bâclé de la police et a souligné le manque de formation des forces de sécurité.

Le CIVICUS Monitor a relevé preuves à l'appui l'assassinat de manifestants dans au moins quatre pays, à savoir [Haïti](#), le [Mexique](#), le [Panama](#) et le [Venezuela](#). Au Venezuela, le gouvernement a [intensifié](#) la violence pour réprimer les manifestations pacifiques après les élections de juillet 2024. Au moins 25 personnes ont été tuées et plus de 1 600 ont été détenues pour des accusations de terrorisme, dont 114 adolescents. De nombreuses informations ont fait état de violations systématiques du droit à un procès équitable et de mauvais traitements en détention.

PARCOURIR LE RAPPORT

MÉTHODE

SYNTHÈSE MONDIALE

QUI EN FAIT LES FRAIS ?

AVANCÉES NOTABLES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE
DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE

HAÏTI

Ces dernières années, la crise sécuritaire en Haïti s'est aggravée et a abouti à une érosion alarmante de l'espace civique. Dans un contexte de colonialisme hérité, d'exploitation et de décennies de turbulences politiques, l'État de droit et les droits humains ont été mis à mal.

Une série de meurtres commis en novembre 2018, connue sous le nom de « massacre de La Saline », a marqué le début d'une intensification de la violence des gangs, qui se poursuit encore aujourd'hui, comme lors d'un massacre à Pont-Sondé en octobre 2024, où des gangs ont tué au moins 115 personnes. L'instabilité a été renforcée par l'assassinat du président Jovenel Moïse en 2021. Jusqu'en 2023, l'absence de responsables élus et le fait que les structures soient faibles et corrompues avaient permis aux gangs de prendre le contrôle de vastes territoires et de semer la terreur par la violence et l'extorsion. Les gangs comptent sur de puissants leaders qui entretiennent des liens étroits avec les partis politiques.

Les conséquences sont particulièrement graves pour la société civile. Les défenseurs des droits humains (DDH) reçoivent souvent des menaces auxquelles les autorités ne prêtent pas attention. Les intimidations sont monnaie courante : des bandes armées ont ciblé à plusieurs reprises des organisations de la société civile (OSC) et attaqué leurs membres et leurs locaux, en particulier dans les zones rurales. La situation en matière de sécurité limite fortement le travail des OSC. En novembre 2023, une organisation a été contrainte de suspendre temporairement ses activités en raison de l'augmentation des menaces pour la sécurité.

Haïti : une manifestation à Port-au-Prince (crédit photo : Guerinault Louis / Anadolu via Getty Images).



Au début de l'année 2024, les manifestations anti-gouvernementales déclenchées par les revendications formulées par les opposants après la démission du premier ministre de facto Ariel Henry ont été violemment réprimées par les forces de sécurité, blessant et tuant certains d'entre eux. Au moins cinq journalistes ont été blessés durant cette période.

Des journalistes ont été enlevés, notamment Lucien Jura en mars 2024 et Pierre-Fils Saintamour et sa famille en novembre 2023. Le 24 juillet 2024, des agents de sécurité et la police locale ont attaqué des journalistes et des membres de l'organisation de défense des droits humains Osvatwa Pou Egalite alors qu'ils rendaient compte d'une grève dans le secteur hospitalier dans la commune des Cayes. Les auteurs des attaques ont confisqué leurs téléphones et proféré des menaces.

Les défenseurs des droits humains (DDH) et les journalistes sont exposés à la violence, et ce, dans un climat d'impunité totale, ce qui entraîne une détérioration de l'espace civique.

PARCOURIR LE RAPPORT

MÉTHODE

SYNTHÈSE MONDIALE

QUI EN FAIT LES FRAIS ?

AVANCÉES NOTABLES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

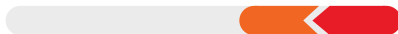
CLASSIFICATION RÉGIONALE

ASIE PACIFIQUE

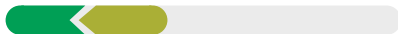
AMÉLIORATIONS



Bangladesh



Japon



Fidji



RÉGRESSIONS



Mongolie



● OUVERT ● RÉTRÉCI ● OBSTRUÉ ● RÉPRIMÉ ● FERMÉ

PARCOURIR LE RAPPORT

MÉTHODE

SYNTHÈSE MONDIALE

QUI EN FAIT LES FRAIS ?

AVANCÉES NOTABLES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE
DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE

SYNTHÈSE DES CLASSIFICATIONS

Les principales violations de l'espace civique relevées en Asie et dans le Pacifique au cours de l'année écoulée sont la détention arbitraire de manifestants et l'usage d'une force excessive par les forces de sécurité contre des manifestations pacifiques. Une autre tendance répandue a été la détention de défenseurs des droits humains et l'utilisation d'une série de lois restrictives et d'accusations fabriquées de toutes pièces afin de les poursuivre en justice. Dans de nombreux pays de la région, les gouvernements ont également eu recours à la censure pour réduire au silence les dissidents, empêcher les critiques à l'encontre des dirigeants et empêcher les gens d'avoir accès à l'information.

En Asie, les espaces civiques de sept pays et territoires sont considérés comme fermés, à savoir en Afghanistan, en Chine, au Laos, au Myanmar, à Hong Kong, en Corée du Nord et au Vietnam. Les espaces civiques de neuf pays sont considérés comme réprimés : au Brunei, au Cambodge, en Inde, au Pakistan, aux Philippines, à Singapour, au Sri Lanka et en Thaïlande, ainsi qu'au Bangladesh, qui est passé dans la catégorie « fermé ».

Les espaces civiques de six pays se trouvent désormais dans la catégorie « obstrué » : Le Bhoutan, l'Indonésie, la Malaisie, les Maldives et le Népal, ainsi que la Mongolie, qui a été rétrogradée dans cette catégorie.

Les espaces civiques de la Corée du Sud et du Timor-Leste sont toujours classés dans la catégorie « rétréci », tandis que ceux du Japon et de Taïwan sont désormais les deux seuls pays d'Asie à être considérés comme ouverts.

Bangladesh : des manifestants brandissent le drapeau national du Bangladesh lors de la marche des martyrs, un rassemblement organisé par les étudiants contre la discrimination pour marquer le premier mois depuis le renversement de l'ex-Première Ministre Sheikh Hasina (crédit photo : Munir UZ ZAMAN / AFP).



Dans les pays du Pacifique, la situation est plus positive : les espaces civiques de sept pays sont classés dans la catégorie « ouvert ». Les espaces civiques de cinq pays sont classés dans la catégorie « rétréci » : l'Australie, les Îles Salomon, Tonga et Vanuatu, auxquels s'ajoutent les Fidji, qui ont été reclassés dans cette catégorie. Les espaces civiques de Nauru et de la Papouasie-Nouvelle-Guinée restent dans la catégorie « obstrué ».

L'amélioration de la classification du [Bangladesh](#) est le résultat des mesures prises par le gouvernement intérimaire visant à résoudre les problèmes en matière d'espace civique après les manifestations de masse qui ont abouti au renversement du Premier ministre Sheikh Hasina et de son gouvernement en août 2024. Ces mesures comprennent notamment la libération de manifestants et de militants des droits humains. Le gouvernement a signé la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, a créé une commission d'enquête sur tous les cas de disparition forcée et a supprimé les peines d'emprisonnement de deux défenseurs

PARCOURIR LE RAPPORT

MÉTHODE

SYNTHÈSE MONDIALE

QUI EN FAIT LES FRAIS ?

AVANCÉES NOTABLES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE
DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE

des droits humains d'Odhikar, une organisation de la société civile (OSC) de premier plan dans le domaine des droits humains. Néanmoins, il reste encore beaucoup à faire pour protéger les journalistes, abroger les lois restrictives, créer un environnement favorable à la société civile et concrétiser l'obligation de reddition des comptes pour les crimes passés.

Le relèvement de la note du [Japon](#), dont l'espace civique est passé dans la catégorie « ouvert », témoigne du fait que les groupes de la société civile ont pu exercer leurs activités sans obstacles au cours de l'année et que le droit de réunion pacifique a été généralement respecté et protégé. Les médias ont également eu la possibilité de travailler sans restrictions majeures. Toutefois, des inquiétudes subsistent quant au fait que les intérêts commerciaux et les pressions exercées par les responsables politiques [empêchent souvent les journalistes](#) de jouer pleinement leur rôle de gardiens, tandis que les lois sur la sécurité nationale imposent certaines restrictions aux journalistes.

Aux [Fidji](#), dont l'espace civique est passé de la catégorie « obstrué » à « rétréci », le gouvernement arrivé au pouvoir en décembre 2022 a pris des mesures permettant d'améliorer l'espace civique, notamment en [abrogeant](#) une loi restrictive sur les médias qui réduisait la presse au silence depuis 2010 et en levant les interdictions de voyager à caractère politique imposées aux détracteurs du gouvernement. Le pays a également pris des mesures visant à [renforcer](#) l'indépendance de la Fiji Human Rights and Anti-Discrimination Commission et est en train de mettre en place une Commission vérité et réconciliation afin de traiter les abus commis dans le passé.

Toutefois, la loi sur l'ordre public (amendement), ou *Public Order (Amendment) Act*, qui [limite](#) les rassemblements pacifiques et la liberté d'expression, est toujours en vigueur, et les manifestations de solidarité avec la Palestine ont été bloquées.

Mongolie :
La journaliste
Unurtsetseg
Naran a été
condamnée à
près de 5 ans
de prison pour
avoir révélé
des actes de
corruption
au sein du
gouvernement.



La [Mongolie](#) a toutefois été rétrogradée, son espace civique étant désormais classé dans la catégorie « obstrué », compte tenu des représailles subies par les défenseurs des droits humains, en particulier ceux qui défendent les droits culturels, économiques et sociaux. En outre, des dispositions du code pénal relatives à la « coopération avec les services de renseignement étrangers » ont été utilisées comme prétexte afin d'[incriminer](#) les défenseurs des droits humains en raison de leurs activités légitimes. Des journalistes, dont Bayarmaa Ayurzana et Naran Unurtsetseg, ont été [ciblés](#) à cause de leur travail sur la base d'accusations infondées, et certains manifestants pacifiques ont été incriminés.

PARCOURIR LE RAPPORT

MÉTHODE

SYNTHÈSE MONDIALE

QUI EN FAIT LES FRAIS ?

AVANCÉES NOTABLES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE
DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE

LES 5 PRINCIPALES VIOLATIONS EN ASIE PACIFIQUE



1 ARRESTATION DE MANIFESTANTS



2 ARRESTATION DE DDH



3 USAGE EXCESSIF DE LA FORCE



4 POURSUITES JUDICIAIRES À L'ENCONTRE DE DDH



5 CENSURE



RÉPRESSION DES MANIFESTATIONS

Des manifestants ont été arrêtés dans au moins 22 pays de la région Asie-Pacifique. En outre, les forces de sécurité ont fait un usage excessif de la force dans au moins 10 pays, blessant ou tuant illégalement des manifestants. Dans certains cas, des journalistes et des observateurs des manifestations

ont été pris pour cible. Parmi les manifestants attaqués figuraient ceux qui réclamaient des réformes démocratiques, des droits environnementaux, des droits des peuples autochtones, des droits du travail, une reddition des comptes, l'égalité, la justice et la fin des violations des droits humains dans le Territoire palestinien occupé (TPO).

Les manifestations sont particulièrement réprimées en Asie du Sud, où les gouvernements tentent notamment de réprimer l'opposition, les minorités ethniques et les étudiants. Au Pakistan, le gouvernement a durement réprimé l'opposition dans le cadre des élections de février 2024, notamment les manifestants proches du parti Pakistan Tehreek-e-Insaf d'Imran Khan. Des dizaines de manifestants ont été attaqués à coups de matraque et de bâton et détenus arbitrairement par la police dans tout le pays. En mai 2024, la police a procédé à des arrestations et à des tirs de gaz lacrymogène en réaction à des manifestations de protestations contre la hausse des coûts au Cachemire, sous administration pakistanaise. En juillet 2024, des centaines de manifestants qui tentaient d'attirer l'attention sur la situation en matière de droits humains au Baloutchistan ont été détenus. La police a fait usage d'une force excessive pour les empêcher d'atteindre la ville portuaire de Gwadar.



PARCOURIR LE RAPPORT

MÉTHODE

SYNTHÈSE MONDIALE

QUI EN FAIT LES FRAIS ?

AVANCÉES NOTABLES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE
DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE

Au Bangladesh, des centaines de personnes ont été détenues dans le cadre de la répression brutale des manifestations de masse menées par des étudiants en juillet 2024, qui ont finalement abouti à la chute du régime de Sheikh Hasina. Au moins 600 personnes ont été tuées par les forces de sécurité et des étudiants partisans de la Ligue Awami. D'autres ont été torturées et maltraitées en détention. Des armes à feu, des gaz lacrymogènes, des grenades assourdissantes, des balles en caoutchouc et des balles de fusil ont été utilisés pour disperser les manifestants, faisant de nombreux blessés.

Au Sri Lanka, la police a réprimé les manifestations de l'opposition contre la hausse des coûts et les protestations des étudiants de l'Association interuniversitaire des étudiants et des enseignants. En février 2024, les forces de sécurité ont tiré des



Inde : des agriculteurs scandent des slogans lors d'une manifestation en marchant en direction de New Delhi pour réclamer une hausse du prix de leurs récoltes, qui leur avait été promise par le gouvernement (crédit photo : REUTERS/Anushree Fadnavis).

gaz lacrymogènes et des canons à eau sur des étudiants tamouls de l'université de Jaffna qui protestaient contre l'incapacité du gouvernement à résoudre les problèmes auxquels se heurtent habitants de l'est et du nord du Sri Lanka. Certains ont été arrêtés et maltraités. Au Népal également, des informations ont fait état d'une répression sévère des protestations, notamment de la part de groupes pro-monarchiques, marquées par des arrestations arbitraires et un recours excessif à la force.

En Inde, en février 2024, des policiers ont fait usage d'une force excessive pour empêcher des agriculteurs des États d'Haryana, du Punjab et d'Uttar Pradesh qui manifestaient pour demander un soutien au gouvernement de se rendre à Delhi. Plus de 100 manifestants ont été blessés. Le gouvernement a également bloqué des routes avec de lourdes barricades, des clous en fer et des fils barbelés, et a utilisé des drones pour lancer des grenades lacrymogènes sur les manifestants.

En Indonésie, les forces de sécurité ont réprimé plusieurs manifestations dans la région de Papouasie, foyer d'un mouvement indépendantiste, et donc région où les violations des droits sont nombreuses. En avril 2024, au moins 27 manifestants ont été détenus et huit blessés lors d'une manifestation pacifique à Nabire, après la diffusion d'une vidéo montrant des soldats torturant un Papou autochtone. En août 2024, plus de 200 manifestants ont été arrêtés et 41 blessés lors de rassemblements organisés par le Comité national de Papouasie occidentale, un mouvement de résistance civile papou qui réclamait un référendum sur l'indépendance. En août 2024, la police et l'armée ont brutalement réprimé des

PARCOURIR LE RAPPORT

MÉTHODE

SYNTHÈSE MONDIALE

QUI EN FAIT LES FRAIS ?

AVANCÉES NOTABLES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE
DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE

manifestations dans plusieurs villes d'Indonésie contre un projet de modification d'une loi électorale régionale. Plus de 200 manifestants, dont des mineurs, des jeunes et des étudiants, ont été arrêtés arbitrairement, et certains se sont vu refuser l'accès à une assistance juridique.

Dans d'autres pays du sud-est Pacifique, tels que le [Cambodge](#), le [Laos](#), la [Malaisie](#), le [Myanmar](#) et la [Thaïlande](#), les manifestants ont été détenus et subi des violences.



Hong Kong : la police a offert des primes de 1 million de dollars de Hong Kong (environ 128 000 USD) pour obtenir des informations sur cinq militants pro-démocratie en exil (photo de Getty Images).

Les possibilités de manifester restent très limitées en Chine. En février 2024, la police a [arrêté](#) des centaines de Tibétains dans la province du Sichuan après qu'ils eurent protesté contre la construction d'un barrage qui devait détruire six monastères et déplacer de force deux villages. À Hong Kong, plusieurs personnes impliquées dans les manifestations en

faveur de la démocratie en 2019 ont été [condamnées](#) à des peines d'emprisonnement, et les autorités ont [arrêté](#) d'autres personnes aux alentours de la date d'anniversaire du massacre de la place Tiananmen en juin 2024.

Dans la région Pacifique, des manifestants faisant des revendications d'ordre climatique et environnementale et exprimant leur solidarité avec la Palestine ont été [détenus](#) dans toute l'Australie. Des informations ont fait état d'arrestations et d'un usage excessif de la force lors d'une manifestation à l'extérieur d'une exposition d'armes à Melbourne en septembre 2024. Des observateurs de la manifestation ont [signalé](#) l'utilisation de spray au poivre, de gaz lacrymogène, de balles en caoutchouc et de grenades assourdissantes contre des manifestants pacifiques. Certains d'entre eux ont reçu des coups au visage et ont eu leur tête cognée contre les murs. Des observateurs de manifestations ont eux-mêmes été attaqués.

DÉTENTION DE DÉFENSEURS DES DROITS HUMAINS ET POURSUITES JUDICIAIRES À LEUR ENCONTRE

L'année dernière, des défenseurs des droits humains ont été arrêtés et poursuivis en justice dans au moins 15 pays de la région. Nombre d'entre eux ont été incriminés en vertu de lois relatives à la lutte contre le terrorisme, à la diffamation (au pénal), à la sécurité nationale et à l'ordre public. En outre, la répression transnationale, dans le cadre de laquelle les pays coopèrent pour poursuivre en justice les défenseurs des droits humains au-delà de leurs frontières, est en augmentation.

PARCOURIR LE RAPPORT

MÉTHODE

SYNTHÈSE MONDIALE

QUI EN FAIT LES FRAIS ?

AVANCÉES NOTABLES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE

Les défenseurs des droits humains sont très souvent incriminés en Chine : les autorités utilisent des dispositions larges et vaguement formulées telles que « saper l'autorité de l'État » et « inciter à la discorde et à l'insurrection » comme prétexte pour les incriminer. Parmi les personnes condamnées au cours de l'année figurent la [militante des droits humains](#) Li Qiaochu, la [journaliste](#) Sophia Huang Xueqin et le militant ouvrier Wang Jianbing. Certains militants sont secrètement [détenus](#) et subissent des tortures ou des mauvais traitements en détention. À Hong Kong, des dizaines de défenseurs des droits humains (DDH) sont derrière les barreaux. En mai 2024, 14 militants ont été [condamnés](#) en vertu de la loi draconienne sur la sécurité nationale pour avoir organisé et soutenu des élections primaires non officielles en 2020, et y avoir participé. Le même mois, huit personnes ont été arrêtées sous l'accusation d'incitation à la haine en vertu de l'article



Chine : Sophia Huang Xueqin et le militant syndical Wang Jianbin.

23 de la nouvelle ordonnance sur la protection de la sécurité nationale, y compris Chow Hang-tung, un militant des droits humains emprisonné. Les Nations Unies ont jugé ces deux lois incompatibles avec le droit international. Les autorités ont également [mis à prix](#) les têtes des militants en exil.

Au cours de l'année, de nombreux défenseurs des droits humains ont été [détenus](#) au Viêt Nam sur la base d'accusations fictives, notamment de « propagande antiétatique » et de « divulgation intentionnelle de secrets d'État ». Il s'agit notamment du blogueur Nguyen Chi Tuyen, des journalistes Nguyen Vu Binh et Truong Huy San, du militant des droits du travail Nguyen Van Binh, du syndicaliste Vu Minh Tien et de l'avocat Tran Dinh Trien. En outre, en mars 2024, deux militants de l'ethnie khmère krom, qui avaient distribué des livres sur les droits des peuples autochtones, ont été condamnés à des peines de prison pour « abus des libertés démocratiques ». Des militants auraient [été](#) torturés et maltraités en détention. Des militants au Viêt Nam sont également victimes de répression transnationale, comme Y Quynh Bdap, qui doit être [extradé](#) de Thaïlande sur la base d'accusations infondées.

Les défenseurs des droits humains (DDH) détenus par la junte dans différentes prisons du Myanmar continuent d'être incriminés sur la base d'accusations forgées de toutes pièces en raison de leurs activités militantes. Le leader de la contestation, Ko Wai Moe Naing, a été [reconnu](#) coupable de haute trahison en mai 2024, en application de l'article 122 du code pénal, et a été condamné à 20 ans de prison par un tribunal de la junte, ce qui porte sa durée totale de détention à 54 ans. Des [rapports](#)

PARCOURIR LE RAPPORT

MÉTHODE

SYNTHÈSE MONDIALE

QUI EN FAIT LES FRAIS ?

AVANCÉES NOTABLES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE
DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE

continuent de faire état de prisonniers politiques torturés par la junte et tués en détention sans que personne ne soit tenu de rendre des comptes pour ces crimes.

Cambodge : des militants du mouvement Mother Nature devant le tribunal de la capitale de Phnom Penh le 29 mai 2024 (crédit photo : LICADHO).



Au Cambodge, des lois sur « l'incitation » ont été utilisées comme prétexte pour cibler les défenseurs des droits humains. En avril 2024, Koet Saray, président de la Khmer Student Intelligent League Association, a été détenu après avoir rencontré des villageois à la suite d'une expulsion forcée. En juillet 2024, 10 militants du groupe environnemental Mother Nature ont été condamnés pour « insulte au roi » et « complot ».

Les dispositions thaïlandaises relatives au crime de lèse-majesté (article 112), qui érigent en infraction les critiques envers la monarchie, ont été utilisées pour détenir et condamner des militants des droits humains pour avoir exprimé leur opinion, dont l'avocat des droits humains Arnon Nampa. La militante

emprisonnée Netiporn « Bung » Sanesangkhom est morte en mai 2024 après une grève de la faim pour protester contre sa détention arbitraire. Personne n'a été appelé à rendre des comptes pour sa mort. En Malaisie, aux Philippines et à Singapour, des militants des droits humains ont également fait l'objet de poursuites judiciaires en raison de leur engagement.

En Inde, des DDH ont été détenus en vertu de la loi restrictive et draconienne sur la prévention des activités illicites (*Unlawful Activities Prevention Act*), une loi antiterroriste. Au moins huit défenseurs des droits humains sont toujours détenus en vertu de cette loi, sur la base d'accusations fabriquées de toutes pièces, après les violences qui ont éclaté en 2018 dans le village de Bhima Koregaon, dans l'État du Maharashtra. Parmi les autres détenus figurent les étudiants militants Gulfisha Fatima et Umar Khalid, qui avaient participé à des manifestations contre l'amendement à la loi sur la citoyenneté, qui est discriminatoire à l'égard des musulmans. Khurram Parvez, un militant cachemirien des droits humains arrêté en 2021, est toujours détenu dans une prison de haute sécurité à Delhi, en représailles pour son travail en faveur des droits humains.

Au Pakistan, les autorités ont arrêté et emprisonné des militants baloutchs et ceux qui ont pris fait et cause pour eux. En juillet 2024, les autorités ont accusé la défenseuse des droits humains (DDH) Mahrang Baloch de sédition. En Afghanistan, où des experts des Nations Unies ont exprimé des inquiétudes concernant l'apartheid fondé sur le genre, les Talibans ont tenté de réduire au silence les DDH, en particulier les femmes, et de créer un climat de terreur. Ils ont été arrêtés arbitrairement,

PARCOURIR LE RAPPORT

MÉTHODE

SYNTHÈSE MONDIALE

QUI EN FAIT LES FRAIS ?

AVANCÉES NOTABLES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE
DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE

ont disparu et ont été torturés en détention. En février 2024, la défenseuse des droits humains Manizha Siddiqi a disparu de force à cause des Talibans. Elle a été condamnée à deux ans de prison en février 2024 en raison de sa participation à des manifestations. Des universitaires critiques ont également été arrêtés et incriminés.



Australie : l'ancien avocat de l'armée David McBride a été condamné à cinq ans et huit mois de prison pour avoir révélé des informations sur des crimes de guerre qui auraient été commis par l'Australie en Afghanistan (crédit photo : Twitter/@AssangeCampaign).

En Australie, l'ancien avocat de l'armée David McBride a été condamné à cinq ans et huit mois de prison pour avoir divulgué des informations sur de prétendus crimes de guerre commis par des Australiens en Afghanistan. Un militant pour le climat a été condamné à trois mois de prison pour avoir protesté contre un terminal de charbon à Newcastle, et des syndicalistes ont été condamnés pour leur rôle dans des manifestations de solidarité avec les Palestiniens.

CENSURE DE VOIX CRITIQUES ET CIBLAGE DE JOURNALISTES

La censure par les gouvernements a été relevée dans au moins 16 pays de la région. Au cours de l'année, les autorités ont fait usage de leurs pouvoirs pour restreindre l'accès aux informations critiques à l'égard de l'État, en bloquant des émissions de télévision et des portails d'information, en limitant l'accès aux applications de médias sociaux, en bloquant les services Internet mobiles et en ciblant les journalistes et les agences de presse. La censure a été renforcée à l'approche des élections.

La Chine dispose de l'un des régimes de censure les plus sophistiqués au monde, bloquant l'accès aux plateformes de médias sociaux, aux sites web et aux blogs critiques à l'égard



Chine : CCTV (crédit photo : Vernon Yuen / NurPhoto via Getty Images).

PARCOURIR LE RAPPORT

MÉTHODE

SYNTHÈSE MONDIALE

QUI EN FAIT LES FRAIS ?

AVANCÉES NOTABLES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE
DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE

du Parti communiste chinois. En mars 2024, Weibo a [supprimé](#) de ses résultats de recherche les discussions sur une mesure inhabituelle prise par les autorités consistant à annuler une conférence de presse annuelle du Premier ministre. En juin 2024, Weibo a censuré toutes les discussions en ligne sur le massacre de la place Tiananmen. Les autorités [continuent](#) également de surveiller les journalistes étrangers et de les menacer de ne pas renouveler leur permis de travail s'ils couvrent des sujets que le gouvernement juge sensibles. A Hong Kong, le gouvernement a [interdit](#) un chant de protestation, a emprisonné des journalistes et a expulsé un représentant de Reporters sans frontières. Le régime nord-coréen [continue](#) de bloquer l'accès aux médias étrangers, notamment sud-coréens. Les peines encourues pour l'accès à de tels médias ou leur diffusion comprennent l'emprisonnement, les travaux forcés et la peine de mort.

Les États d'Asie du Sud-Est ont également recours à la censure pour harceler et réduire au silence les critiques et les journalistes. Au Myanmar, la junte a [bloqué l'accès](#) aux réseaux privés virtuels que les gens utilisent pour contourner les sites et les services interdits, et a bloqué l'accès aux services de messagerie cryptés. Des dizaines de [journalistes](#) ont été emprisonnés, certains ont été tués. En Malaisie, la police a [convoqué](#) des journalistes pour les interroger en raison de leurs reportages critiques. À Singapour, la loi sur la protection contre les fausses informations en ligne et la manipulation (*Protection against Online Falsehoods and Manipulation Act*) a été utilisée contre les militants opposés à la peine de mort, les blogueurs et les médias en ligne. Il s'agit d'une loi d'une

grande portée qui [permet](#) à un seul ministre du gouvernement de qualifier de « fausses » des informations publiées en ligne et d'ordonner la « correction » ou la suppression du contenu. Au Cambodge, la plupart des médias indépendants ont été fermés, et les journalistes indépendants continuent de faire l'objet de [représailles](#), même en [exil](#).

En Asie du Sud, les gouvernements ont pris des mesures visant à bloquer le flux d'informations, notamment dans le cadre des élections. Le Pakistan a [bloqué](#) les services Internet mobiles et X/ Twitter dans tout le pays autour des élections de février 2024, [justifiant](#) cette mesure par des



préoccupations de sécurité nationale. Le pays a également [ciblé](#) des journalistes en raison de leurs reportages, notamment Asad Ali Toor et Imran Riaz Khan, pour leurs critiques envers l'armée. Au Bangladesh, à l'approche des élections de janvier 2024, les autorités ont refusé d'accorder des visas à des journalistes étrangers et ont bloqué le portail d'information Daily Manab Zamin. Les journalistes ont été [agressés et harcelés](#) lorsqu'ils ont fait état de prétendues irrégularités lors des élections. Lorsque des manifestations de masse contre le gouvernement ont éclaté en juillet 2024, les autorités ont [limité](#) l'accès aux services

PARCOURIR LE RAPPORT

MÉTHODE

SYNTHÈSE MONDIALE

QUI EN FAIT LES FRAIS ?

AVANCÉES NOTABLES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE
DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE

Internet mobiles dans tout le Bangladesh et ont bloqué l'accès aux plateformes de médias sociaux dans certaines régions.

En janvier 2024, à l'approche des élections d'avril à juin 2024, le gouvernement indien a bloqué deux sites Web qui faisaient état de discours de haine et de délits connexes. Le mois suivant, il a [ordonné](#) au magazine « The Caravan » de retirer de son site Web un article faisant état d'allégations de torture et d'homicide lors de la garde à vue par l'armée au Jammu-et-Cachemire. En juin 2024, les câblo-opérateurs de l'État d'Andhra Pradesh ont [bloqué](#) l'accès à quatre chaînes de télévision d'information en continu pour avoir critiqué les élections dans l'État. Au Népal, des journalistes ont [été](#) arrêtés, agressés, harcelés et ont été interdits de TikTok, tandis qu'au Sri Lanka, des journalistes, notamment ceux qui couvrent la communauté tamoule, ont été arrêtés, harcelés et menacés. En Afghanistan, les Talibans ont [fermé](#) les médias et arrêté et emprisonné arbitrairement des journalistes.

Dans le Pacifique, la censure suscite des inquiétudes à Nauru, où les demandeurs d'asile détenus dans le cadre d'un programme gouvernemental australien se voient [refuser](#) les smartphones et l'accès à des applications telles que WhatsApp pour communiquer avec leur famille. De plus, les sites Web humanitaires sont bloqués sur les ordinateurs partagés. Aux Îles Salomon, en juin 2024, Facebook a temporairement [bloqué](#) les contributions du portail d'information en ligne indépendant In-Depth Solomons, une organisation membre affiliée du réseau Organised Crime and Corruption Reporting Project (OCCRP). En Papouasie-Nouvelle-Guinée, des journalistes ont [fait l'objet](#) de restrictions et de harcèlement en raison de leurs reportages.

FAIT PRÉOCCUPANT

LE CAMBODGE ET LE PAKISTAN

Le déclin continu de l'espace civique au [Cambodge](#) suscite de sérieuses inquiétudes. Le Premier ministre Hun Manet, qui a succédé à son père en août 2023, a poursuivi son attaque contre les libertés fondamentales en [ciblant](#) les défenseurs des droits humains, dont les militants de l'environnement et des droits à la terre, ainsi que les syndicalistes. Parmi les personnes touchées figurent Eang Vuthy, une militante de l'organisation Mother Nature, et d'autres membres du groupe Koet Saray, ainsi que le groupe de défense des droits des travailleurs Center for Alliance of Labor and Human Rights. Des représailles contre des journalistes ont [encore](#) été signalées, tandis que des membres de l'opposition ont été arrêtés, harcelés et agressés en toute impunité. La loi sur les associations et les organisations non gouvernementales continue d'être utilisée comme une arme pour réduire la société civile au silence, tandis que le gouvernement a également participé à la répression transfrontalière des militants cambodgiens à l'étranger.

Un autre pays qui suscite des inquiétudes est le Pakistan. Les défenseurs des droits humains continuent d'être [empêchés](#) de voyager, détenus ou poursuivis en justice, notamment Mahrang Baloch et l'avocate Zainab Mazari-Hazi, qui ont disparu de force et ont été tuées en toute impunité. Hidayatullah Lohar, un éminent militant sindhi, a été abattu en février 2024. Le défenseur des droits humains (DDH) Idris Khattak purge actuellement une peine de 14 ans de prison sur la base d'accusations d'espionnage forgées de toutes pièces.

PARCOURIR LE RAPPORT

[MÉTHODE](#)[SYNTHÈSE MONDIALE](#)[QUI EN FAIT LES FRAIS ?](#)[AVANCÉES NOTABLES](#)[AFRIQUE](#)[AMÉRIQUES](#)[ASIE PACIFIQUE](#)[EUROPE ET ASIE CENTRALE](#)[MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD](#)[RECOMMANDATIONS](#)[CLASSIFICATION RÉGIONALE](#)

Au cours de l'année, ce sont surtout des militants baloutchs qui ont fait l'objet de représailles de la part des autorités gouvernementales en raison de leur engagement. Les membres du parti d'opposition Pakistan Tehreek-e-Insaf ont également été systématiquement pris pour cible, ce qui constituait manifestement une tentative de démantèlement du parti. Les manifestations de l'[opposition](#), des minorités ethniques et des [militantes](#) ont été restreintes, notamment par des arrestations et l'utilisation d'armes à feu et d'autres formes de violence excessive. La liberté de se rassembler pacifiquement est soumise à d'importantes restrictions et une nouvelle loi visant à réglementer davantage les manifestations dans la capitale Islamabad a été votée par le Parlement en septembre. Des journalistes ont été incriminés, menacés et tués, et les autorités ont bloqué des plateformes Internet et de médias sociaux.



Pakistan : des proches de personnes disparues de la communauté baloutche participent à une manifestation à Quetta le 18 août 2024, pour revendiquer davantage de droits civils pour les citoyens (crédit photo : Banaras KHAN / AFP).

PARCOURIR LE RAPPORT

MÉTHODE

SYNTHÈSE MONDIALE

QUI EN FAIT LES FRAIS ?

AVANCÉES NOTABLES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE
DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

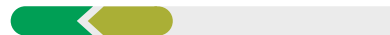
AMÉLIORATIONS



Pologne



Slovénie



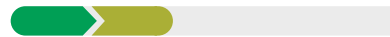
RÉGRESSIONS



Géorgie



Pays-Bas



● OUVERT ● RÉTRÉCI ● OBSTRUÉ ● RÉPRIMÉ ● FERMÉ

PARCOURIR LE RAPPORT

MÉTHODE

SYNTHÈSE MONDIALE

QUI EN FAIT LES FRAIS ?

AVANCÉES NOTABLES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE
DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE

Au cours d'une année d'élections, de nombreuses personnes ont voté en Europe et en Asie centrale, et l'extrême droite a gagné du terrain dans des pays de l'Union européenne (UE), dont l'[Autriche](#), la [Croatie](#), la [France](#), l'[Allemagne](#), les [Pays-Bas](#), le [Portugal](#) et la [Slovaquie](#), ce qui a eu un effet négatif sur l'espace civique à l'intérieur et à l'extérieur du bloc.

La Commission européenne a poursuivi son programme « Défense de la démocratie » contre l'ingérence étrangère, qui vise à lutter contre le soutien de la Russie aux nationalistes et aux populistes à l'approche des élections du Parlement européen de juin 2024, malgré les critiques de la société civile selon lesquelles il pourrait inspirer des [lois similaires contre l'ingérence étrangère](#) susceptibles d'être utilisées pour restreindre la société civile.

Sur la question des migrations, l'Europe a également continué à se déplacer vers la droite sur le plan politique et à reléguer au second plan la question du respect des droits humains en renforçant la militarisation des frontières et en [concluant](#) des accords avec des États répressifs pour détenir des migrants à l'étranger. Bien que la plupart des pays de l'UE aient maintenu leur classification en tant qu'espace ouvert ou rétréci de la société civile, des menaces subsistent et des violations des droits sont signalées même dans les États ayant une classification élevée.

SYNTHÈSE DES CLASSIFICATIONS

Avec deux relèvements et deux déclassements, le bilan global en matière de classifications en Europe et en Asie centrale reste inchangé. Sur 54 pays, l'espace civique est considéré comme ouvert dans 19 pays, rétréci dans 19 pays, obstrué dans sept pays, réprimé dans trois pays et fermé dans six pays.

L'espace civique de la [Slovénie](#) est désormais classé comme ouvert, après avoir été [rétrogradé](#) à « rétréci » en 2020 en raison de sa détérioration sous l'ancien Premier ministre Janez Janša. La coalition du Mouvement pour la liberté, au pouvoir depuis 2022, a [intensifié](#) le dialogue avec la société civile, mis en place de nouveaux mécanismes de consultation et tiré parti des commentaires de la société civile pour réformer le radiodiffuseur public RTV Slovenia. En septembre 2023, le gouvernement a [introduit](#) une amnistie pour les personnes condamnées à une amende en raison des restrictions imposées à la suite de la crise de la COVID-19, y compris les manifestants. Bien que cela représente un changement par rapport à l'attitude ouvertement hostile du gouvernement précédent, les



Pologne : des militants pro-avortement manifestent devant le Parlement polonais (crédit photo : Piotr Lapinski/NurPhoto via Getty Images).

PARCOURIR LE RAPPORT

MÉTHODE

SYNTHÈSE MONDIALE

QUI EN FAIT LES FRAIS ?

AVANCÉES NOTABLES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE
DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE

organisations de la société civile sont toujours confrontées à des problèmes de financement, y compris à des annulations d'appels d'offres et un soutien limité pour le travail sur les questions environnementales et migratoires, ainsi que des campagnes de discrédit des médias politiquement liés.

La [Pologne](#) a également amélioré sa classification en matière d'espace civique, qui est passé de la catégorie « obstrué » à « rétréci ». En décembre 2023, il y a eu un changement de gouvernement après huit ans de règne du parti nationaliste Droit et Justice. La nouvelle administration a immédiatement [pris](#) des mesures devant permettre de résoudre des problèmes de longue date, en lançant des initiatives visant à renverser les politiques très critiquées qui ont réduit l'indépendance judiciaire et, bien que ces mesures n'aient pas encore abouti, de reconnaître les partenariats entre personnes de même sexe et



Pays-Bas : des manifestants pro-palestiniens s'opposent à la police lors d'une manifestation à l'Université d'Amsterdam (crédit photo : Mouneb Taim/Anadolu via Getty Images).

de libéraliser les lois draconiennes sur l'avortement. Les efforts visant à améliorer les relations entre le gouvernement et la société civile ont notamment consisté à créer une commission chargée d'[enquête](#) sur l'utilisation abusive de logiciels espions par le gouvernement précédent contre des critiques, y compris des militants, ainsi qu'un organe consultatif chargé de contribuer à façonner l'ordre du jour de la prochaine présidence du Conseil de l'UE. Cependant, des préoccupations [demeurent](#), notamment au sujet de l'utilisation par le gouvernement de tactiques lourdes pour « dépolitiser » le radiodiffuseur public et d'une nouvelle stratégie migratoire qui suspend le droit d'asile.

L'espace civique des [Pays-Bas](#) est passé de la catégorie « ouvert » à « rétréci » à la suite des violations croissantes des droits de manifestation. Les autorités ont continué à perturber les manifestations pacifiques en faveur de l'environnement, en utilisant des canons à eau et en arrêtant des militants par centaines et milliers, sachant que plus de 9 000 militants ont été [détenus](#) lors des barrages routiers à la fin de l'année 2023. En janvier 2024, la police a admis que de nombreux manifestants faisant des revendications d'ordre environnementale accusés d'avoir participé à un blocus de l'aéroport en 2022 avaient été [incorrectement identifiés](#) en raison de l'utilisation controversée de la technologie de reconnaissance faciale. En 2024, la police a fait usage d'une force excessive face aux campements pacifiques d'étudiants en solidarité avec les Palestiniens, en utilisant du gaz poivré, des matraques, des chiens de police et des bulldozers contre les manifestants. La police a arrêté 169 manifestants lors du démantèlement d'un campement à l'université d'Amsterdam.

PARCOURIR LE RAPPORT

MÉTHODE

SYNTHÈSE MONDIALE

QUI EN FAIT LES FRAIS ?

AVANCÉES NOTABLES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE
DU NORD

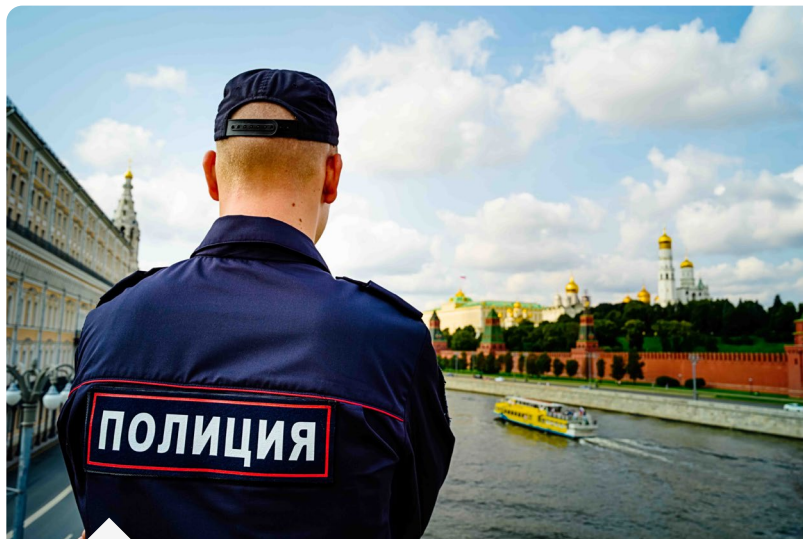
RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE

L'espace civique de la [Géorgie](#) s'est dégradé, passant de la catégorie « rétréci » à « obstrué », à la suite de l'adoption en avril 2024 d'une loi controversée exigeant que les organisations de la société civile (OSC) qui reçoivent des financements internationaux soient considérées comme des entités qui « poursuivent les intérêts d'une puissance étrangère ». La [réintroduction](#) de la loi en 2024, après qu'elle avait été précédemment retirée en 2023, a déclenché une reprise des manifestations de masse, qui ont été brutalement réprimées. Malgré le risque d'amende probablement élevée en cas de non-respect de cette loi, les OSC se sont engagées à refuser de se soumettre à cette loi. Les opposants à la loi, y compris les dirigeants des OSC et les militants politiques, ont dû faire face à une campagne d'intimidation, qui s'est notamment traduite par des menaces faites depuis des numéros internationaux, la publication d'affiches à caractère diffamatoire et des agressions physiques. Avant les élections générales d'octobre, le gouvernement a [adopté](#) une série de 19 lois anti-LGBTQI+ interdisant le changement de sexe et l'hormonothérapie, la représentation médiatique et les activités de sensibilisation sur les relations homosexuelles et toute assemblée publique liée aux questions LGBTQI+, ce qui restreint davantage l'espace civique.

EN EUROPE ET EN ASIE CENTRALE, LES LOIS RÉPRESSIVES CONTINUENT À GAGNER DU TERRAIN

En 2024, les lois sur les « agents étrangers » et anti-LGBTQI+, une tendance inquiétante initiée par la Russie, ont continué à



Des lois sur les « agents étrangers » ont été mises en place en Russie (crédit photo : Lara Belova/Getty Images).

se propager dans plusieurs pays d'Europe et d'Asie centrale. Au-delà de la Géorgie, plusieurs États ont adopté des lois qui portent atteinte aux libertés fondamentales au nom de la souveraineté nationale et de ce que l'on qualifie de valeurs traditionnelles. En [Bulgarie](#) et en [Slovaquie](#), les projets de loi sur les « agents étrangers » ont été accompagnés de [lois ciblant la soi-disant « propagande LGBTQI+ »](#). La [Hongrie](#) a renforcé son cadre déjà répressif en vue de stigmatiser davantage les personnes LGBTQI+ en interdisant la vente d'articles considérés comme non appropriés pour un certain genre ou incitant à l'homosexualité près des écoles, des garderies et des institutions religieuses.

PARCOURIR LE RAPPORT

MÉTHODE

SYNTHÈSE MONDIALE

QUI EN FAIT LES FRAIS ?

AVANCÉES NOTABLES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE
DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE

Contrainte d'abroger sa loi répressive sur la transparence des ONG en 2021 à la suite d'une décision la Cour de l'UE, la Hongrie a également renouvelé son offensive contre les « agents étrangers » en décembre 2023 en [créant](#) un Bureau pour la défense de la souveraineté, qui dispose de pouvoirs d'enquête étendus pour défendre le pays contre ce qu'il appelle « l'influence politique indue » de l'étranger. Le bureau a rapidement commencé à cibler les organisations de la société civile (OSC) et les médias critiques : le journal indépendant d'investigation Átlátszó et l'organisation Transparency International Hungary ont [signalé](#) avoir reçu des avis officiels d'enquête en juin 2024.

Le président du [Kirghizistan](#) a approuvé une loi controversée sur les « représentants étrangers » en avril 2024, qui impose des exigences stigmatisantes en matière d'enregistrement et une surveillance invasive de l'État aux organisations de la société civile (OSC) qui reçoivent un financement international destiné à un travail que cette loi définit vaguement comme « politique ». Des sanctions sévères peuvent être appliquées en cas de non-respect de cette loi, y compris la suspension des activités de l'OSC ou sa fermeture, et certaines organisations ont déjà mis un terme à leurs activités ou les ont restreintes, par peur des répercussions.



Cette loi établit un précédent préoccupant pour d'autres pays d'Asie centrale, où les OSC bénéficiant de financements internationaux sont déjà soumises à des contrôles et à une stigmatisation accrus. Le Kazakhstan a [commencé](#) à rendre publique la liste de ces organisations l'an dernier, avec la ferme intention de les discréditer. En Ouzbékistan, le Parlement a [approuvé](#) en septembre 2020 des modifications à la législation visant à permettre aux autorités d'interdire l'entrée dans le pays de citoyens étrangers considérés comme « indésirables » en raison des actes qu'ils commettent et que la législation définit en des termes vagues, tels que la « dégradation de l'honneur, de la dignité ou de l'héritage historique du peuple ouzbek ».

En Slovaquie, les modifications aux lois fondamentales régissant les activités des organisations de la société civile (OSC) ont été [adoptées](#) en première lecture en avril 2024. Les OSC recevant plus de 5 000 euros par an (soit environ 5 300 dollars des États-Unis) de sources étrangères seraient tenues de se déclarer en tant qu'« organisations financées par des fonds étrangers », et le ministère de l'Intérieur aurait le pouvoir de dissoudre les OSC qui ne satisfont pas aux exigences en matière de déclaration. Une proposition d'amendement présentée par le parti national slovaque d'extrême droite en septembre 2024 interdirait la « propagande » visant à encourager les « orientations sexuelles non traditionnelles » dans les écoles sous prétexte de protéger les enfants.

Une loi encore plus restrictive est à l'étude en Bulgarie. Un projet de loi a été [soumis](#) au Parlement en septembre 2024, qui prévoit que les personnes ou organisations recevant plus

PARCOURIR LE RAPPORT

MÉTHODE

SYNTHÈSE MONDIALE

QUI EN FAIT LES FRAIS ?

AVANCÉES NOTABLES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE
DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE

de 500 € par an (soit environ 530 dollars des États-Unis) de l'étranger seront désignées comme des « agents étrangers ». En plus de devoir s'inscrire dans un registre public, ces organisations seraient tenues d'indiquer ce statut sur les courriels, les publications et les messages publiés sur les médias sociaux. Bien que deux propositions antérieures du parti de l'extrême droite Renaissance aient échoué, on craint que cette tentative ne réussisse, car une loi interdisant la promotion des idées et opinions LGBTQI+ dans les écoles proposée par le même parti a été adoptée avec un soutien considérable en août 2024.



La Russie déclare le « mouvement international LGBTQI+ » comme étant extrémiste (crédit photo : REUTERS/Maxim Shemetov).

Pendant ce temps, la Russie a continué d'intensifier les restrictions. En novembre 2023, la Cour suprême a [considéré](#) que ce qu'elle appelait le « mouvement public international des personnes LGBTQI + » était une organisation extrémiste. En juillet, la loi répressive sur les « organisations indésirables » a [été encore renforcée](#) et son champ d'application étendu aux organes intergouvernementaux, tels que le Conseil de l'Europe et la Cour pénale internationale. Une autre loi proposée consisterait à déporter les étrangers qui participent à des manifestations non autorisées ou collaborent avec des organisations « indésirables ».

En Turquie, le gouvernement a [relancé](#) son projet de loi sur les « agents d'influence », qui prévoit d'éventuelles peines de prison de trois à sept ans applicables à toute personne commettant un crime contre la sécurité ou les intérêts politiques de l'État, « conformément aux intérêts stratégiques ou aux instructions d'un État ou d'une organisation étrangère ». La loi a été approuvée par le comité de justice du parlement à la fin du mois d'octobre.

PARCOURIR LE RAPPORT

MÉTHODE

SYNTHÈSE MONDIALE

QUI EN FAIT LES FRAIS ?

AVANCÉES NOTABLES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE
DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE

PRINCIPALES VIOLATIONS

En Europe et en Asie centrale, les violations des libertés civiles les plus fréquemment relevées au cours de l'année écoulée ont été la détention de manifestants et de journalistes, la prévention et la perturbation des manifestations et l'usage excessif de la force.

La liberté d'expression est restée le droit le plus souvent violé en Europe et en Asie centrale. En Europe, les violations liées aux rassemblements pacifiques étaient particulièrement répandues, les manifestations les plus courantes étant axées sur les conflits, notamment celles organisées en signe de solidarité avec les Palestiniens et celles portant sur des questions environnementales et syndicales. En Asie centrale, où les manifestations sont rares en raison du risque de persécution notamment lorsqu'elles expriment un mécontentement de la population, les violations de la liberté d'association étaient plus fréquentes.

ARRESTATION DE MANIFESTANTS



DANS AU MOINS 21 PAYS

2023, la police belge a arrêté plus de 500 manifestants qui avaient tenté d'occuper l'aéroport d'Anvers pour protester contre les jets privés. En Autriche, en novembre 2023, la police a arrêté 57 militants du groupe Letzte Generation à la suite de barrages routiers stratégiques sur les autoroutes autour de Vienne. Les dirigeants

DÉTENTION DE MANIFESTANTS

Dans au moins 21 pays de la région, il a été fait état de détention de manifestants.

Les arrestations massives de militants écologistes menant des actes de désobéissance civile pacifique se sont poursuivies en Europe. En décembre

LES 5 PRINCIPALES VIOLATIONS EN EUROPE ET EN ASIE CENTRALE



1 ARRESTATION DE MANIFESTANTS



2 PERTURBATION DE MANIFESTATIONS



3 USAGE EXCESSIF DE LA FORCE



4 ARRESTATION DE JOURNALISTES



5 INTERDICTION DE MANIFESTER



PARCOURIR LE RAPPORT

MÉTHODE

SYNTHÈSE MONDIALE

QUI EN FAIT LES FRAIS ?

AVANCÉES NOTABLES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE

politiques du pays ont dénigré les manifestants, car le chancelier Karl Nehammer a publié sur les réseaux sociaux que les militants « empoisonnent le climat social ». En novembre 2023, une douzaine de policiers ont pénétré les locaux de l'Université de Lisbonne au Portugal et ont [détenu](#) deux étudiants alors qu'ils donnaient un cours sur la désobéissance civile et les actions climatiques, et un troisième étudiant qui filmait le cours. Des actions similaires contre les militants écologistes ont été menées dans d'autres pays européens, dont [l'Allemagne](#), [l'Italie](#), les [Pays-Bas](#), [l'Espagne](#) et le [Royaume-Uni](#).

Des mauvais traitements infligés aux manifestants en détention ont été signalés dans plusieurs pays. Lors des Jeux olympiques de 2024 en France, huit joueuses de football ont été [détenues](#) par plus de 20 policiers alors qu'elles participaient à un événement baptisé « marathon pour tous » avec des affiches prônant le droit de porter le hijab dans le domaine du sport. Elles ont dû enlever leur voile et leurs vêtements et ont été fouillées pendant leur garde à vue. En Italie, une militante du mouvement Extinction Rebellion a [décrit](#) avoir été soumise à un traitement dégradant par la police à la suite d'une action de désobéissance civile à laquelle elle n'avait pas directement participé. Après avoir été arrêtée, photographiée et avoir fourni ses empreintes digitales, elle aurait été forcée de se déshabiller et de s'agenouiller dans des toilettes non propres au siège de la police de Bologne.

INTERRUPTION BRUTALE DES MANIFESTATIONS

Les manifestations ont été interrompues dans au moins 19 pays, et la police a fait usage d'une force excessive contre les manifestants dans au moins 18 pays.

En France, en juin, des observateurs ont [signalé](#) un recours disproportionné et aveugle à la force contre les manifestants lors d'une manifestation environnementale contre la construction de l'autoroute A69, notamment l'utilisation d'armes particulièrement dangereuses, telles que des grenades assourdissantes. Les équipes médicales ont évacué 10 personnes, dont trois ont été hospitalisées.

En février 2024, des étudiants ont [signalé](#) des violences policières lors de manifestations de solidarité envers le peuple palestinien à Florence et à Pise, en Italie. Les images des événements diffusés sur les médias sociaux montrent des officiers entièrement armés frappant des jeunes manifestants avec des matraques, dont certains seraient des élèves du collège. Les manifestations de solidarité palestinienne en Allemagne ont été [brutalement](#) réprimées par la police. Les vidéos sur les médias sociaux montrent de nombreux cas d'officiers poussant, frappant et étouffant des manifestants qui ne montrent aucun signe de résistance. Dans un cas, un manifestant a été blessé au point de perdre conscience et n'aurait reçu aucune assistance médicale pendant 20 minutes.

PARCOURIR LE RAPPORT

[MÉTHODE](#)[SYNTHÈSE MONDIALE](#)[QUI EN FAIT LES FRAIS ?](#)[AVANCÉES NOTABLES](#)[AFRIQUE](#)[AMÉRIQUES](#)[ASIE PACIFIQUE](#)[EUROPE ET ASIE CENTRALE](#)[MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD](#)[RECOMMANDATIONS](#)[CLASSIFICATION RÉGIONALE](#)

En Géorgie, la police a [tiré](#) des balles en caoutchouc et utilisé des gaz lacrymogènes et un canon à eau pour réprimer les manifestations de masse contre la loi sur les « agents étrangers ». De nombreuses vidéos montrent la police faisant usage d'une force excessive contre les manifestants, et certaines informations fiables font état de mauvais traitements graves infligés à des manifestants en détention.

Turquie : un manifestant est arrêté par la police alors qu'il tente, accompagné par d'autres, de se rendre place Taksim (crédit photo : KEMAL ASLAN / AFP via Getty Images).



Les manifestations syndicales ont également sévèrement été réprimées. À Istanbul, en Turquie, le 1er mai 2024, la police a [utilisé](#) des gaz lacrymogènes et des balles en caoutchouc contre les manifestants, arrêtant plus de 200 personnes dans le cadre d'un renforcement des dispositifs de sécurité.

Le recours à la force le plus brutal par les forces de sécurité en 2024 a été [observé](#) en Nouvelle-Calédonie, territoire d'outre-mer français dans l'océan Pacifique. En réponse aux émeutes de mai déclenchées par des changements constitutionnels prévus, auxquels se sont opposés les partisans de l'indépendance,

les autorités françaises ont déclaré un état d'urgence, imposé des restrictions d'Internet et déployé des militaires. Selon les rapports, au moins 11 autochtones kanaks, y compris des manifestants, ont été tués, 169 blessés et plus de 2 000 détenus. Certains leaders des manifestations ont été déportés en France métropolitaine, sachant que 500 cas de disparitions forcées ont également été signalés.

PRÉVENTION DE MANIFESTATIONS

La prévention des manifestations est l'une des principales violations enregistrées dans la région, et elle a été relevée dans au moins 17 pays.

En Azerbaïdjan, les autorités ont à deux reprises [refusé](#) les demandes d'autorisation pour un rassemblement formulées par l'opposition, qui souhaitait exprimer sa solidarité avec les prisonniers politiques et exiger des élections plus justes, au motif que les lieux proposés ne convenaient pas. Les autorités ont affirmé que le stade, qui aurait pu être utilisé par les manifestants, faisait l'objet de réparations et que la circulation était trop dense sur les places de la ville. En Russie, les autorités ont [interdit](#) les manifestations des épouses de soldats avec des justifications tout aussi peu convaincantes. En novembre 2023, le maire de Novosibirsk a affirmé qu'une telle manifestation violait le « principe d'égalité », sans fournir d'autres informations. À Tcheliabinsk, les autorités ont prétendu que la demande d'enregistrement de la manifestation avait été soumise en ligne, plutôt que sous forme de papier.

PARCOURIR LE RAPPORT

MÉTHODE

SYNTHÈSE MONDIALE

QUI EN FAIT LES FRAIS ?

AVANCÉES NOTABLES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE
DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE

Les autorités du Kazakhstan ont [continué](#) de rejeter systématiquement les demandes d'organisation de rassemblements pacifiques et de détenir et sanctionner des manifestants pacifiques. Des militantes féministes indépendantes ont signalé que les autorités de la capitale, Almaty, avaient rejeté à plusieurs reprises leurs demandes d'organiser un rassemblement pacifique le 8 mars 2024, au motif qu'elles risquaient de « mettre en danger l'ordre public », alors qu'elles avaient autorisé un rassemblement exprimant l'importance d'une « vie décente » pour les femmes, organisé la veille par une militante proche du parti au pouvoir.

Les manifestations de solidarité à l'égard du peuple palestinien ont également fait l'objet d'interdictions et d'obstacles dans d'autres pays, tels que la [Bulgarie](#), l'[Estonie](#), l'[Allemagne](#), la [Hongrie](#) et la [Lettonie](#).

DÉTENTION DE JOURNALISTES

La détention de journalistes, y compris des journalistes citoyens et des blogueurs, a été relevée dans au moins 14 pays.

Dans de nombreux pays, dont la [France](#), l'[Allemagne](#), l'[Italie](#) et l'[Espagne](#), des journalistes ont été arrêtés alors qu'ils couvraient des manifestations et témoignaient du recours à la force par la police. En Bulgarie, des journalistes couvrant les troubles dans la capitale, Sofia, lors d'un match de qualification pour l'Euro 2024, ont été [victimes](#) de violence et se sont heurtés à des obstacles. La police a agressé au moins sept journalistes et détenu brièvement Nikolay Ganchev, de Darik Radio, même après [qu'il soit identifié](#) avec une carte de presse, avant de le relâcher lorsque la police a confirmé son accréditation.



En 2023. En novembre 2023, les autorités ont arrêté Ulvi Hasanli, directeur d'Abzas Media, un média connu pour ses enquêtes sur la corruption de haut niveau. Des agents de la force publique ont fait une descente dans le domicile d'Ulvi Hasanli et au siège d'Abzas Media et ont prétendu avoir trouvé 40 000 euros (soit environ 42 000 dollars des États-Unis). Ainsi, ce dernier a été accusé de contrebande, un délit pouvant entraîner jusqu'à huit ans de prison. En quelques jours, au moins cinq autres journalistes ont été arrêtés sur la base d'accusations aussi peu légitimes. En juin, les groupes de défense des droits humains ont [estimé](#) qu'il y avait plus de 300 prisonniers politiques en Azerbaïdjan, dont 23 journalistes, le nombre le plus élevé depuis des décennies.

Au Kirghizstan, 11 journalistes de Temirov Live ont été [détenus](#) après que leur domicile et que le bureau du groupe aient fait l'objet d'une perquisition, et ont été accusés d'avoir appelé à des émeutes en raison de leurs travaux d'enquête sur la corruption. Ces violations s'inscrivent dans le cadre d'une [répression croissante](#) des médias et journalistes indépendants. Makhabat Tajibek kyzy, la directrice de Temirov Live, a déclaré avoir été victime d'abus en détention, mais les procureurs ont rejeté ses allégations en prétendant qu'elles étaient fabriquées de toutes

En Azerbaïdjan, hôte du sommet sur le climat de la COP29, l'État a [sévi](#) contre les quelques médias indépendants restants à partir de la fin de l'année

PARCOURIR LE RAPPORT

MÉTHODE

SYNTHÈSE MONDIALE

QUI EN FAIT LES FRAIS ?

AVANCÉES NOTABLES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE

pièces. En octobre 2020, les journalistes Azamat Ishenbekov et Tazhikbek kyzy ont été condamnés à des peines de prison, tandis que deux autres ont été condamnés à des peines probatoires. Sept accusés ont été acquittés.

En Asie centrale, des militants de la société civile, des blogueurs, des défenseurs des droits humains (DDH) et des journalistes critiques envers les autorités ont fait l'objet de surveillance, de menaces et d'arrestations. Beaucoup ont été traduits en justice en vertu de dispositions pénales vagues, comme celles liées à la diffusion d'informations « fausses » ou calomnieuses, à l'incitation à la haine et à l'extrémisme présumé. D'autres ont été condamnés sur la base d'accusations fabriquées de toutes pièces, telles que l'extorsion ou la fraude.

En 2024, plusieurs dizaines de personnes ont été inculpées et emprisonnées dans les pays d'Asie centrale pour avoir exercé leur droit à la liberté d'expression et autres libertés fondamentales.

Au Tadjikistan, l'auteur Abdukhalil Kholiqzoda a été condamné à neuf ans de prison en février 2024 pour incitation à la haine après la publication de ses mémoires, qui, d'après les autorités, auraient insulté des responsables de l'État. Au moins sept journalistes au Tadjikistan purgent actuellement des peines de prison allant de 7 à 20 ans, tous ont été condamnés à la fin de l'année 2022. Au Kazakhstan, le journaliste et blogueur Duman Mukhamedkarim a été condamné à sept ans de prison sur la base d'accusations d'extrémisme en août 2024, après un procès à huis clos. En Ouzbékistan, trois hommes ont été condamnés à de longues peines de prison pour avoir soi-disant « insulté le président »

sur Telegram et d'autres plateformes, bien que les experts aient constaté que leurs déclarations ne contenaient pas d'incitation à des actes inconstitutionnels ou d'insultes au président. Certaines personnes ont été victimes de persécution dans des pays voisins. En effet, le gouvernement du Turkménistan a continué de prendre des mesures devant permettre de faire rentrer au pays de force des militants très engagés vivant en Turquie, dont plusieurs ont été renvoyés en 2023.

FAIT PRÉCUPANT

LA SERBIE

En 2024, des manifestations de masse ont éclaté en Serbie contre un projet de mine de lithium. Le projet, suspendu en 2022 après des protestations publiques, a repris en juillet 2024. Le même mois, l'UE a signé un partenariat stratégique avec la Serbie dans le domaine des matières premières, de la production de batteries et des véhicules électriques, la mine devant couvrir jusqu'à 90 % de la demande européenne en lithium utilisé dans les batteries des véhicules électriques.

Manifestation en Serbie contre un projet minier de lithium (crédit photo : Filip Stevanovic / Anadolu via Getty Images).



PARCOURIR LE RAPPORT

MÉTHODE

SYNTHÈSE MONDIALE

QUI EN FAIT LES FRAIS ?

AVANCÉES NOTABLES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE

Selon des rapports de la société civile, des dizaines de militants ont été [arrêtés](#) dans 17 villes en août pour avoir soi-disant « appelé à un renversement violent de l'ordre constitutionnel », sur la base de leurs publications sur les médias sociaux ou de leur participation à des manifestations. Alors que la plupart des détentions étaient brèves, certains groupes de la société civile ont critiqué le recours à la détention comme tactique d'intimidation. Des militants et des dissidents ont également fait l'objet de menaces anonymes, de contrôles et de détentions prolongées aux postes frontières.

La persistance de récits qui décrivent la résistance au projet minier comme un complot soutenu par l'étranger visant à déstabiliser la Serbie sont particulièrement préoccupants. Dans le cadre d'une campagne de diffamation coordonnée, alimentée par des hauts fonctionnaires, la société civile a été accusée d'avoir planifié une violente « révolution des couleurs » pour prendre le pouvoir avec l'appui de l'UE et des États-Unis, bien que ces deux derniers aient publiquement exprimé leur soutien au projet.

Cette affirmation, qui serait étayée par des renseignements fournis par les autorités chinoises et russes, a été largement diffusée. L'entité informatrice, un des plus grands médias serbe pro-gouvernemental, a diffusé plusieurs émissions à l'heure de grande écoute qui prétendaient dévoiler le financement étranger présumé d'un coup d'État. Les programmes ont révélé des informations confidentielles, probablement fournies par des organismes d'État, y compris concernant les donateurs, certaines transactions financières et des détails sur les employés d'une organisation de la société civile (OSC) accusés de diriger le complot, y compris leurs salaires et leurs photos.

Le 1er novembre 2024, l'effondrement d'une gare ferroviaire récemment rénovée à Novi Sad, qui a fait 14 morts, a déclenché de nouvelles manifestations. Les autorités les ont [réprimées](#) davantage, notamment en faisant usage d'une force excessive et en procédant à des arrestations par des agents en civil qui ont refusé de s'identifier, soulevant ainsi de graves préoccupations en matière des droits et de sécurité des manifestants.

PARCOURIR LE RAPPORT

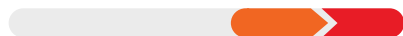
[MÉTHODE](#)[SYNTHÈSE MONDIALE](#)[QUI EN FAIT LES FRAIS ?](#)[AVANCÉES NOTABLES](#)[AFRIQUE](#)[AMÉRIQUES](#)[ASIE PACIFIQUE](#)[EUROPE ET ASIE CENTRALE](#)[MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE
DU NORD](#)[RECOMMANDATIONS](#)[CLASSIFICATION RÉGIONALE](#)

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

RÉGRESSIONS



Territoire palestinien
occupé



● OUVERT ● RÉTRÉCI ● OBSTRUÉ ● RÉPRIMÉ ● FERMÉ

PARCOURIR LE RAPPORT

MÉTHODE

SYNTHÈSE MONDIALE

QUI EN FAIT LES FRAIS ?

AVANCÉES NOTABLES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

**MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE
DU NORD**

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE

SYNTHÈSE DES CLASSIFICATIONS

En 2024, la région MENA a été le théâtre d'une escalade des violations des droits, intensifiée par l'implacable campagne militaire israélienne qui, depuis octobre 2023, a [plongé](#) Gaza dans une [catastrophe](#) sur le plan humanitaire et des droits humains. Cette campagne s'est accompagnée d'une escalade des violations par Israël des libertés civiles palestiniennes, entraînant une détérioration drastique de la situation en matière d'espace civique du Territoire palestinien occupé (voir ci-dessous Fait préoccupant).

Israël continue de provoquer des catastrophes dans la région. Au Liban, l'escalade des attaques israéliennes a fait plus de 2 700 [morts](#), 13 000 blessés et déplacé au moins 1,3 million de personnes depuis le 8 octobre 2023. Les [attaques](#) répétées contre des travailleurs humanitaires par l'armée israélienne dans le sud-ouest du Liban ont fait des blessés auprès des travailleurs humanitaires de l'ONU et entraîné la destruction de leur matériel à la suite d'un ciblage délibéré. Les frappes aériennes israéliennes sur le principal poste frontalier entre le Liban et la Syrie ont [perturbé](#) des opérations humanitaires essentielles et entravé les tentatives d'évasion de civils. En [Israël](#) et en [Jordanie](#), les autorités ont instrumentalisé certaines lois



Tunisie : des personnes se rassemblent pour manifester en soutien aux Palestiniens (crédit photo : Yassine Gaidi / Anadolu via Getty Images).

pour cibler et traduire en justice les personnes qui expriment leur solidarité avec les Palestiniens, en organisant des manifestations anti-guerre et sur les médias sociaux.

Comme les années précédentes dans la région MENA, les gouvernements ont continué de persécuter ceux qui sont perçus comme leurs opposants politiques. En Tunisie, plus de 100 candidats potentiels, des membres de leurs campagnes et

d'autres personnalités politiques, ont été [arrêtés](#) sur la base de diverses accusations allant de la falsification de documents électoraux à des accusations de mise en danger de la sécurité nationale, avant l'élection présidentielle d'octobre 2024. De même, en Égypte, les autorités ont continué à emprisonner des personnes pour des raisons politiques après une vague d'arrestations illégales de candidats potentiels et de leurs partisans, qui a commencé avant les élections de décembre 2023 afin d'éliminer d'éventuels sérieux concurrents. En

février 2024, l'éminent responsable politique égyptien Ahmed Tantaoui et ses partisans ont été [condamnés](#) à un an de prison en raison d'infractions présumées liées à sa contestation du président Abdel Fattah el-Sisi.

PARCOURIR LE RAPPORT

MÉTHODE

SYNTHÈSE MONDIALE

QUI EN FAIT LES FRAIS ?

AVANCÉES NOTABLES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE
DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE

Aux Émirats arabes unis (EAU), plus de 60 militants appartenant au groupe des défenseurs de la démocratie UAE84, qui étaient [détenus en prison](#) après l'expiration de leur peine, faisaient partie d'au moins 84 défenseurs des droits humains (DDH) et dissidents politiques qui ont été [soumis](#) à un procès de masse injuste en décembre 2023, car ils ont été accusés de créer une « organisation terroriste » et de soutenir et financer cette organisation.

Des informations font également état d'une répression au-delà des frontières plusieurs pays, étant donné que les autorités ont ciblé des militants et des DDH en exil. Les autorités qatariennes ont [refusé](#) de renouveler les documents officiels du défenseur des droits humains (DDH) Abdullah Al-Malik, qui vit en Allemagne, dans le dernier de leurs efforts continus visant à le [forcer](#) à retourner en prison. Le gouvernement du Koweït a [continué](#) de cibler le blogueur en exil Salman Al-Khalidi, révoquant arbitrairement sa citoyenneté en avril 2024.

En Arabie saoudite, les militants détenus et emprisonnés [continuent](#) d'être maltraités derrière les barreaux, sachant que certains rapports font état de disparitions forcées, de négligence médicale et de harcèlement sexuel, entre autres violations. Issa Al-Nukhaifi a entamé plusieurs grèves de la faim pour protester contre sa détention arbitraire prolongée et les mauvais traitements qu'on lui a infligés. Le défenseur des droits humains (DDH) Mohammed Fahad Al-Qahtani, détenu, est également toujours porté disparu depuis octobre 2022, date à laquelle il a été détenu dans le cadre d'une nouvelle enquête, un mois seulement avant de purger sa première peine de 10 ans de prison.

Iran : Narges Mohammadi demeure en détention aux côtés d'autres militantes pour les droits des femmes (Photo par EFE).



Dans toute la région, le statut des défenseuses des droits humains (DDH) et des militantes des droits des femmes est toujours particulièrement préoccupant, à une période pendant laquelle elles continuent de faire face à des attaques flagrantes, notamment des meurtres et des cycles d'acharnement judiciaire qui les renvoient régulièrement en prison. En Syrie, la militante des droits des femmes Heba Suhaib Haj Arif a été trouvée [assassinée](#) à son domicile en février 2024, peu après avoir reçu des menaces visant à essayer de la forcer à quitter son poste au sein d'une école affiliée à l'organisation Yeni Adam, qui signifie « nouvelle étape » en arabe. En Iran, la défenseuse des droits humains Narges Mohammadi est toujours en prison avec d'autres femmes DDH. Alors qu'elle purgeait déjà une peine de huit ans, Narges Mohammadi a été [condamnée](#) à un an de prison [supplémentaire](#) en juin 2024 pour son travail dans le domaine des droits humains effectué derrière les barreaux. Les restrictions de mouvement imposées par les autorités ont [affecté](#) les femmes dans toutes les parties de la société yéménite, y compris les femmes travaillant avec des organisations de la société civile (OSC) ciblées par les responsables des points de contrôle.

PARCOURIR LE RAPPORT

MÉTHODE

SYNTHÈSE MONDIALE

QUI EN FAIT LES FRAIS ?

AVANCÉES NOTABLES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE

Par conséquent, l'espace civique continue de décliner dans la région. Le Territoire palestinien occupé (TPO) a vu sa classification reculer, étant donné que son espace civique est passé de la catégorie « réprimé » à la catégorie « fermé » dans le contexte de l'attaque militaire brutale israélienne, qui a entraîné un déclin marqué des libertés civiles. Alors qu'Israël reste dans la catégorie des pays dont l'espace civique est obstrué, ce dernier régresse en raison de la répression accrue des manifestations anti-guerre et des actions de solidarité envers le peuple palestinien, organisées tout au long de l'année.

PERSISTANCE DE LA CRISE : ASSASSINATS DE JOURNALISTES

Le bombardement israélien du Territoire palestinien occupé (TPO) a fait un nombre de victimes sans précédent parmi les journalistes. Le nombre de journalistes tués à ce jour est le plus élevé jamais enregistré dans un conflit de l'histoire moderne, [selon](#) les Nations Unies. Au 7 novembre 2024, au moins 183 journalistes palestiniens avaient été [tués](#) dans le TPO.

Les meurtres de journalistes ne sont pas des événements isolés ou aléatoires. Depuis le 7 octobre 2023, Israël a pratiqué une politique [systématique](#) de ciblage des journalistes dans le Territoire palestinien occupé (TPO) en menant des attaques directes et en faisant un usage excessif de la force. De nombreux journalistes ont [signalé](#) des attaques qui ont mis leur vie en danger dans l'exercice de leurs fonctions, notamment l'utilisation de munitions réelles, de balles en caoutchouc et de gaz lacrymogènes. Le ciblage des journalistes doit être considéré

Mémorial pour les journalistes tués à Gaza (crédit photo : Ashraf Amra / Anadolu via Getty Images).



dans le contexte de la campagne israélienne plus large visant à dominer le paysage médiatique en [Israël](#) et dans le [TPO](#), avec la fermeture des stations d'Al Jazeera dans les deux pays.

Israël a également délibérément ciblé et [tué](#) des journalistes au Liban depuis octobre 2023, les organisations de la société civile (OSC) locales ont signalé que 12 journalistes ont été tués depuis octobre 2023 et que beaucoup d'autres ont été blessés ou déplacés. Le 25 octobre 2024, trois journalistes ont été [tués](#) dans une frappe aérienne israélienne sur un bâtiment à Hasbaya, au sud-est du Liban, où plus d'une douzaine de journalistes d'au moins sept médias dormaient. Les photos d'actualité montrent une cour bombardée contenant des voitures clairement marquées du mot « presse », ce qui a amené le ministre libanais de l'Information à déclarer que l'attaque était délibérée. En septembre 2024, deux autres journalistes ont été [tués](#) lors de frappes aériennes israéliennes distinctes au sud du Liban.

PARCOURIR LE RAPPORT

MÉTHODE

SYNTHÈSE MONDIALE

QUI EN FAIT LES FRAIS ?

AVANCÉES NOTABLES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE
DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE

LES 5 PRINCIPALES VIOLATIONS DANS LA RÉGION MENA



PRINCIPALES VIOLATIONS

Dans la région MENA, les violations des libertés civiles les plus fréquemment relevées au cours de l'année écoulée ont été la poursuite des défenseurs des droits humains (DDH), la détention de journalistes, la censure, la détention de défenseurs des droits humains (DDH) et la poursuite en justice des journalistes.

POURSUITES JUDICIAIRES À L'ENCONTRE DES DÉFENSEURS DES DROITS HUMAINS

Les défenseurs des droits humains (DDH) travaillant sur une gamme diversifiée de questions ont été poursuivis en justice dans au moins huit pays de la région MENA au cours de l'année écoulée. En Jordanie, les autorités ont ciblé des militants qui ont exprimé leur solidarité avec les Palestiniens, y compris le militant Anas al-Jamal, qui a été inculpé et condamné pour ses publications sur le Territoire palestinien occupé (TPO) sur X/Twitter. Bien qu'il ait été libéré en janvier 2024 après avoir payé sa caution grâce au financement participatif, il se heurte à une interdiction de voyager. La journaliste jordano-palestinienne Hiba Abu Taha a également été inculpée et condamnée après avoir publié un article critiquant l'interception par la Jordanie de missiles iraniens tirés vers Israël en avril 2024.



Les militants ont également été accusés de critiquer les politiques gouvernementales et les fonctionnaires, comme on a pu le voir en Égypte, où un troisième procès a été inténué contre le poète Galal El Behairy pour avoir écrit une chanson critiquant les politiques du président el-Sisi. En mars 2024, le cybermilitant Mohammed Ali Bakhit, également connu sous le nom d'Abu Ali

PARCOURIR LE RAPPORT

MÉTHODE

SYNTHÈSE MONDIALE

QUI EN FAIT LES FRAIS ?

AVANCÉES NOTABLES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE

Al-Barami, a été accusé de « dénaturer l'image du gouvernement et de critiquer ses ministres » pour avoir publié des tweets. Il a ensuite été acquitté.

Les personnes qui défendent les droits des groupes minoritaires sont également visées, comme on l'a vu en janvier 2024, lorsque la Cour d'appel du Koweït a condamné Mohammed Al-Barghash, un éminent défenseur des droits de la communauté bédouine apatride à trois ans de prison avec travaux forcés sur des accusations fabriquées de « propagation de fausses nouvelles et de nuisance à la réputation de l'État », après avoir infirmé son acquittement initial.

Dans toute la région, les défenseurs des droits des femmes continuent de faire l'objet de sanctions sévères au moyen de harcèlement judiciaire et de l'instrumentalisation du système judiciaire. En Arabie saoudite, la défenseuse des droits humains (DDH) Manahel Al-Otaibi a été condamnée à 11 ans de prison, tandis qu'au Yémen, Fatima Saleh Al-Arwali a été condamnée à mort de façon discrétionnaire, en représailles pour leur travail en faveur des droits des femmes. Manahel Al-Otaibi a été victime de harcèlement sexuel et de diverses formes d'abus pendant sa détention.

DÉTENTION DE JOURNALISTES

La détention de journalistes est la deuxième violation la plus fréquente dans la région MENA et a été relevée dans au moins six pays. Les autorités ont ciblé en particulier les journalistes qui couvrent les manifestations de solidarité avec

les Palestiniens, ainsi que ceux qui font des reportages sur la politique et les affaires publiques.

Dans le cadre de la répression sans merci par la Jordanie des manifestations de solidarité envers le peuple palestinien à grande échelle, les autorités ont détenu arbitrairement des journalistes pour avoir couvert les manifestations. Elles ont détenu les journalistes Khair Al-Jabri, Ahmad Mohsen et Abdul Jabbar Zeitoun en mars 2024 alors qu'ils couvraient des manifestations.

En Égypte, Ashraf Omar, dessinateur pour le média indépendant Al-Manassa, a été arrêté et détenu en juillet 2024 après avoir publié des caricatures comiques sur les coupures d'électricité.

Plus tôt cette semaine-là, le journaliste Khalid Mamdouh a disparu pendant plusieurs jours et a été détenu injustement avant de comparaître devant la Haute Cour de Sécurité de l'État, ayant été accusé d'avoir rejoint un groupe terroriste et diffusé des « fausses nouvelles ».



@GianlucaCostantini

PARCOURIR LE RAPPORT

MÉTHODE

SYNTHÈSE MONDIALE

QUI EN FAIT LES FRAIS ?

AVANCÉES NOTABLES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE

Dans le même ordre d'idées, en juillet 2024, les forces de sécurité libyennes ont [arrêté](#) Ahmed al-Sannusi, critique du gouvernement et animateur de l'émission télévisée Flosna. Le programme couvre la politique et l'économie locales sur la chaîne de télévision indépendante Wasat. En Tunisie, la police a [arrêté](#) deux journalistes, Borhen Bssais et Mourad Zghidi, en mai 2024, dans le cadre de commentaires télévisés et radiophoniques de Bssais critiquant les publications du président Saied et de Zghidi sur les médias sociaux en solidarité avec le journaliste emprisonné Mohamed Boughaleb.

En Iraq, des policiers ont [arrêté](#) les journalistes Kamel Al-Kaabi et Duraïd Al-Khafaji de l'agence irakienne Fox News après les avoir accusés d'avoir désobéi aux ordres pendant le tournage dans la capitale, Bagdad. Ils les ont relâchés huit heures après. Au Yémen, les forces de sécurité affiliées au Conseil de transition du sud sécessionniste ont [arrêté](#) et détenu arbitrairement le photojournaliste Saleh Al-Obaidi en juin 2024, pour le relâcher le lendemain après une vaste campagne de solidarité en ligne menée par des institutions de presse et des citoyens.

CENSURE

La censure est la troisième violation la plus fréquente dans la région MENA, et a été documentée dans au moins neuf pays. Les autorités utilisent des lois draconiennes pour harceler, intimider et poursuivre en justice les gens qui expriment leurs opinions. Dans le contexte du bombardement israélien du Territoire palestinien occupé (TPO), les médias et les utilisateurs de réseaux sociaux en Israël, en Jordanie et dans le TPO sont

particulièrement ciblés par diverses formes de censure de leur travaux ou de critique des actions militaires israéliennes.

En Israël, en mai 2024, le gouvernement a [eu recours](#) à la nouvelle loi draconienne 5774-2024 sur la prévention des atteintes à la sécurité de l'État par la radiodiffusion étrangère (ordonnance temporaire – épées de fer), afin d'ordonner la cessation des émissions d'Al Jazeera en arabe et en anglais en Israël, interdire son site Internet en Israël, fermer ses bureaux et confisquer son matériel, après avoir accusé le média d'être un « porte-parole du Hamas ». Dans le Territoire palestinien occupé (TPO), Israël a [poursuivi](#) sa campagne de restriction des journalistes, des médias et de la couverture médiatique, en fermant par exemple le bureau d'Al Jazeera du TPO et l'agence J-Media sur ordre militaire.

Le bureau d'Al Jazeera à Jérusalem a été fermé par les autorités israéliennes. (Photo par REUTERS / Ammar Awad).



PARCOURIR LE RAPPORT

MÉTHODE

SYNTHÈSE MONDIALE

QUI EN FAIT LES FRAIS ?

AVANCÉES NOTABLES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE

En Jordanie, les autorités ont [arrêté](#) des militants en ligne qui soutenaient les manifestations de solidarité en faveur du peuple palestinien, les ont menacés de longues peines d'emprisonnement et d'amendes lourdes en vertu de la loi sur les cybercrimes et leur ont dit de signer des promesses de ne plus diffuser de contenu en rapport avec les manifestations sur les médias sociaux en échange de leur libération.

En Libye, des militants ont été [enlevés](#) pour avoir exprimé leurs opinions sur les médias sociaux, comme l'a montré l'enlèvement du militant Abdelaziz Jamal Boukmar par des agents de sécurité à la suite de la publication d'un message sur Facebook critiquant la corruption d'un fonctionnaire. Le ministère libyen de l'Intérieur a reconnu l'existence d'une équipe de cybersécurité au sein du ministère, chargée de surveiller les activités en ligne, avec des personnes qui risquent d'être emprisonnées sans aucune procédure judiciaire.

En Iran, au début de l'année 2024, le rappeur Toomaj Salehi a été [condamné à mort](#) et son collègue musicien Shervin Hajipour a été condamné à trois ans de prison pour avoir écrit des chansons en faveur des droits des femmes dans le sillage des [manifestations](#) de masse de 2022, déclenchées par la mort de Mahsa Amini.

FAIT PRÉOCCUPANT

ISRAËL ET LE TERRITOIRE PALESTINIEN OCCUPÉ (TPO)

Le bombardement de Gaza par Israël a eu des répercussions notables sur les libertés civiles en Israël et dans TPO. En Israël, le gouvernement a utilisé à mauvais escient la déclaration de l'état d'urgence, qui a été faite à la suite des attentats du 7 octobre 2023 pour promulguer des réglementations d'urgence qui ne répondent pas aux critères de nécessité et de proportionnalité et qui risquent d'éroder la séparation des pouvoirs. Le gouvernement israélien a adopté au moins 19 réglementations d'urgence qui restreignent plusieurs libertés, dont une réglementation d'urgence qui donne au ministre de la Défense le pouvoir de fermer les diffuseurs étrangers jugés « préjudiciables à la sécurité de l'État ». Les modifications proposées à la loi contre le terrorisme sont également susceptibles de nuire de façon disproportionnée à la liberté d'expression en supprimant le critère de probabilité.

La police a arrêté à plusieurs reprises des journalistes qui couvraient les manifestations, notamment en faisant preuve de violence et en procédant à de fausses arrestations, et n'a pas protégé les journalistes lorsqu'ils ont été attaqués.

Des citoyens palestiniens d'Israël et certains Juifs israéliens ont été victimes de persécutions politiques et d'attaques contre leur liberté de réunion et d'expression pour avoir exprimé leur soutien ou leur solidarité envers les habitants de Gaza. Au 1er

PARCOURIR LE RAPPORT

[MÉTHODE](#)[SYNTHÈSE MONDIALE](#)[QUI EN FAIT LES FRAIS ?](#)[AVANCÉES NOTABLES](#)[AFRIQUE](#)[AMÉRIQUES](#)[ASIE PACIFIQUE](#)[EUROPE ET ASIE CENTRALE](#)[MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD](#)[RECOMMANDATIONS](#)[CLASSIFICATION RÉGIONALE](#)

mai 2024, plus de 160 actes d'accusation avaient été déposés contre des citoyens palestiniens d'Israël et des résidents palestiniens de Jérusalem-Est.

Alors que les gens ont continué à organiser des manifestations anti-guerre en Israël tout au long de l'année, il a été fait état de restrictions généralisées du droit de manifester, dont le recours disproportionné à la force, les arrestations arbitraires, les exigences inutiles en matière d'autorisation, l'interdiction de manifestations qui avaient déjà été approuvées et la confiscation des pancartes de manifestations. La société civile a noté qu'il existait manifestement des pratiques systématiques de la police, consistant en des arrestations violentes, des attaques contre les manifestants, le sabotage des pancartes de manifestations et l'interdiction à des personnes portant des panneaux et scandant des slogans de participer aux manifestations. La société civile a mis en évidence un schéma récurrent d'abus de la part des policiers, les manifestants étant souvent détenus pendant la nuit sans justification. Par exemple, entre le 31 août et le 9 septembre 2024, la police a arrêté au moins 127 manifestants lors de manifestations anti-guerre. Ils ont détenu 56 d'entre eux pendant la nuit, seulement pour que les tribunaux ne trouvent aucun motif valable de leur arrestation lors des audiences de détention provisoire.

Les étudiants palestiniens dans les universités israéliennes ont également été pris pour cible et ont été victimes de [représailles](#) pour avoir exprimé leur solidarité envers le peuple palestinien en ligne. On a signalé plusieurs cas d'universités ayant institué des procédures disciplinaires, imposé des suspensions et des

expulsions d'étudiants palestiniens pour avoir publié sur les médias sociaux des informations sur le bombardement de Gaza.

L'espace civique du Territoire palestinien occupé (TPO) a été rétrogradé, passant à la catégorie « fermé », et le TPO a été ajouté à la liste de surveillance du CIVICUS en raison de la [répression](#) accrue d'Israël contre l'espace civique dans un contexte d'opérations militaires israéliennes et de la catastrophe humanitaire qui en résulte. Le bombardement israélien a causé le plus grand nombre de morts de [journalistes](#) et de [travailleurs humanitaires](#) signalé dans n'importe quel conflit de l'histoire moderne.

Parallèlement à ses attaques violentes contre les journalistes, Israël entrave les opérations des organisations humanitaires en bloquant l'aide, compromet l'existence et le financement des organisations de la société civile (OSC) palestiniennes et de l'UNRWA avec ses allégations terroristes non étayées, détruit les bâtiments et l'infrastructure des OSC en ciblant délibérément ces derniers et en compromettant l'accès à des informations vitales au moyen de coupures régulières d'Internet et de communications.



PARCOURIR LE RAPPORT

MÉTHODE

SYNTHÈSE MONDIALE

QUI EN FAIT LES FRAIS ?

AVANCÉES NOTABLES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE
DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE

AUX GOUVERNEMENTS

- Prendre des mesures permettant de favoriser un environnement sûr, respectueux et favorable dans lequel les militants de la société civile et les journalistes ont la possibilité d'opérer librement sans crainte d'attaques, de harcèlement, d'intimidation ou de représailles, conformément aux engagements internationaux en matière de droits humains.
- Travailler avec la société civile pour établir des mécanismes de protection nationaux efficaces qui répondent aux besoins des personnes exposées à des risques, en prenant conscience des différences des besoins entre les divers défenseurs des droits humains (DDH), tels que les femmes et les jeunes, entre autres.
- Abroger toute loi qui entrave le travail de la société civile et incrimine les DDH, les journalistes, les manifestants et les membres des groupes exclus tels que les peuples autochtones, les personnes LGBTQI+, les femmes et les jeunes, entre autres.
- Veiller à ce que des consultations adéquates soient menées avec le public et la société civile et que leurs commentaires soient pris en considération avant d'élaborer des lois qui ont une incidence sur les libertés d'association, d'expression et de réunion pacifique.
- Mener des enquêtes impartiales, indépendantes, rapides et transparentes sur tous les cas d'attaques et de meurtres de DDH et de journalistes et veiller à ce que les responsables soient traduits en justice.
- Cesser d'utiliser une force excessive contre les manifestants pacifiques, d'empêcher et de court-circuiter les manifestations et adopter des pratiques exemplaires en matière de liberté de réunion pacifique, en veillant à ce que toute restriction aux rassemblements soit conforme aux normes internationales relatives aux droits humains.
- Examiner et mettre à jour les formations dans le domaine des droits humains destinées aux forces de police et de sécurité, avec l'aide d'organisations de la société civile (OSC) indépendantes, afin de favoriser l'application cohérente du droit international des droits humains et des normes lors des manifestations, y compris les Principes de base des Nations Unies sur le recours à la force et l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application des lois.
- Mener des enquêtes totalement indépendantes et efficaces sur l'usage excessif de la force par les

PARCOURIR LE RAPPORT

[MÉTHODE](#)[SYNTHÈSE MONDIALE](#)[QUI EN FAIT LES FRAIS ?](#)[AVANCÉES NOTABLES](#)[AFRIQUE](#)[AMÉRIQUES](#)[ASIE PACIFIQUE](#)[EUROPE ET ASIE CENTRALE](#)[MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE
DU NORD](#)[RECOMMANDATIONS](#)[CLASSIFICATION RÉGIONALE](#)

organismes d'application de la loi et les agents pendant les manifestations et traduire en justice les personnes susceptibles d'être condamnées au pénal.

- Garantir la protection de la liberté d'expression sous toutes ses formes en harmonisant l'ensemble de la législation nationale avec le droit et les normes internationales et s'abstenir de censurer les médias conventionnels et sociaux. Veiller à ce que toute restriction soit soumise à la surveillance d'une autorité judiciaire indépendante et impartiale et conformément aux normes de procédure et de légalité, de nécessité et de légitimité.
- Maintenir un accès fiable et sans entraves à Internet et mettre fin aux coupures d'Internet, qui empêchent les gens d'obtenir et de partager des informations essentielles.
- Abroger toute législation qui érige en infraction le fait d'exprimer ses opinions, en profitant de dispositions formulées avec des termes vagues, telles que les « fausses informations » ou la désinformation, car de telles dispositions ne sont pas compatibles avec les exigences de proportionnalité.
- Condamner publiquement les propos diffamatoires, les menaces, les actes d'intimidation, la stigmatisation et les attaques à l'encontre des DDH, des groupes de la société civile et des communautés exclues.
- Prendre les mesures appropriées permettant de donner suite à toutes les recommandations acceptées par les États, formulées

par les rapporteurs spéciaux des Nations Unies, les groupes de travail et le processus d'examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies.

- Garantir l'existence de mécanismes nationaux et de mécanismes de droits humains qui cherchent à traiter les violations des droits humains et à protéger les DDH, et s'assurer de leur efficacité.
- Mener des enquêtes impartiales, transparentes et rapides sur la tendance croissante des attaques et représailles contre les défenseurs de la justice climatique, les défenseurs des droits humains dans le domaine de l'environnement et les militants autochtones et des droits à la terre, et veiller à ce que les auteurs soient tenus de rendre des comptes. Veiller à ce que des politiques et des mécanismes visant à les protéger soient en place, en application des normes internationales relatives aux droits de la personne.
- Concevoir des mécanismes et des politiques sur la transparence et la reddition de comptes dans la gouvernance, soutenir les groupes qui s'attachent à lutter contre la corruption et promeuvent la bonne gouvernance, et travailler avec eux.
- Respecter le droit des personnes de manifester en solidarité avec les populations du Territoire palestinien occupé (TPO) et s'abstenir d'arrêter les manifestants et les DDH, de tenir des propos diffamatoires à leur égard et de faire preuve de violence à leur encontre. Cesser de confondre la critique légitime de l'État d'Israël avec l'antisémitisme et l'extrémisme.

PARCOURIR LE RAPPORT

MÉTHODE

SYNTHÈSE MONDIALE

QUI EN FAIT LES FRAIS ?

AVANCÉES NOTABLES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE
DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE

AUX NATIONS UNIES ET AUX ORGANISMES INTERNATIONAUX

- Permettre aux communautés et à la société civile de participer à la prise de décisions aux Nations Unies et de travailler en étroite collaboration avec les États pour faire en sorte que les lois, les restrictions de voyage et les technologies ne restreignent pas la participation aux travaux menés par les Nations Unies. Introduire des réformes visant à permettre la participation de la société civile, en commençant par la nomination d'un envoyé de la société civile des Nations Unies pour rationaliser la participation de la société civile aux processus des Nations Unies.
- Exhorter les États à abroger ou à modifier substantiellement les lois restrictives qui ne sont pas conformes au droit international et aux normes relatives aux libertés d'association, d'expression et de réunion pacifique.
- Renforcer les mécanismes existants et en mettre en place de nouveaux pour faire face aux représailles contre les DDH, notamment la persistance des attaques contre les DDH spécialisés dans les questions environnementales, les défenseurs de l'égalité entre les genres, les jeunes et les militants et groupes solidaires avec les Palestiniens, entre autres.
- Prendre les mesures nécessaires pour que les militants et le personnel de la société civile ne soient pas mis en danger par les informations qu'ils fournissent, et dénoncer publiquement les États qui imposent des restrictions en matière de participation de la société civile.
- Soutenir le travail du rapporteur spécial sur les défenseurs des droits de l'homme contre la stigmatisation des DDH, et la promotion de récits positifs sur les droits humains et le travail des DDH.
- Parvenir à un juste équilibre entre les trois piliers de l'ONU, à savoir les droits humains, la paix et la sécurité, ainsi que le développement durable, en équilibrant les allocations budgétaires et en élargissant le rôle de la société civile dans tout le système.

PARCOURIR LE RAPPORT

[MÉTHODE](#)[SYNTHÈSE MONDIALE](#)[QUI EN FAIT LES FRAIS ?](#)[AVANCÉES NOTABLES](#)[AFRIQUE](#)[AMÉRIQUES](#)[ASIE PACIFIQUE](#)[EUROPE ET ASIE CENTRALE](#)[MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD](#)[RECOMMANDATIONS](#)[CLASSIFICATION RÉGIONALE](#)

AU SECTEUR PRIVÉ

- Aligner les politiques commerciales sur les normes internationales en matière de droits humains, y compris les Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme, et faire en sorte de ne pas être complices des gouvernements en matière de violations des droits humains.

AUX DONATEURS

- Fournir un soutien de base à long terme et sans restriction à la société civile dans les pays où celle-ci se heurte à des restrictions croissantes de la part des États.
- Apporter un soutien spécifique aux groupes qui défendent les droits dans les pays où l'espace civique se ferme rapidement.
- Adopter des approches participatives en matière d'octroi de subventions. À cet égard, faire participer les organisations de défense des droits humains dans la conception des programmes et mener des évaluations de situation avec les organisations de la société civile (OSC). Maintenir le même niveau de participation à chaque étape, y compris lorsque le financement a été accordé, pour créer des stratégies d'adaptation et de réaffectation avec les bénéficiaires pour faire face aux environnements de travail difficiles.
- Soutenir les programmes visant à assurer que les DDH disposent des formations, des compétences et du matériel nécessaires à la réalisation de leur travail en toute sécurité.
- Adapter les modalités de financement à l'évolution des mouvements sociaux et des jeunes militants, entre autres éléments clés de la société civile contemporaine.

PARCOURIR LE RAPPORT

[MÉTHODE](#)[SYNTHÈSE MONDIALE](#)[QUI EN FAIT LES FRAIS ?](#)[AVANCÉES NOTABLES](#)[AFRIQUE](#)[AMÉRIQUES](#)[ASIE PACIFIQUE](#)[EUROPE ET ASIE CENTRALE](#)[MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE
DU NORD](#)[RECOMMANDATIONS](#)[CLASSIFICATION RÉGIONALE](#)

CLASSIFICATION RÉGIONALE

PARCOURIR LE RAPPORT

MÉTHODE

SYNTHÈSE MONDIALE

QUI EN FAIT LES FRAIS ?

AVANCÉES NOTABLES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE
DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE

PAYS	SCORES 2024	2024	2023	2022	2021	2020	2019	2018
ANGOLA	28	●	●	●	●	●	●	●
BÉNIN	51	●	●	●	●	●	●	●
BOTSWANA	69	●	●	●	●	●	●	●
BURKINA FASO	34	●	●	●	●	●	●	●
BURUNDI	23	●	●	●	●	●	●	●
CAMEROUN	26	●	●	●	●	●	●	●
CAP-VERT	87	●	●	●	●	●	●	●
RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	33	●	●	●	●	●	●	●
TCHAD	26	●	●	●	●	●	●	●
COMORES	50	●	●	●	●	●	●	●
CÔTE D'IVOIRE	57	●	●	●	●	●	●	●
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO	27	●	●	●	●	●	●	●
DIJIBOUTI	19	●	●	●	●	●	●	●
GUINÉE ÉQUATORIALE	17	●	●	●	●	●	●	●
ÉRYTHRÉE	2	●	●	●	●	●	●	●
ESWATINI	19	●	●	●	●	●	●	●
ÉTHIOPIE	20	●	●	●	●	●	●	●
GABON	40	●	●	●	●	●	●	●

PARCOURIR LE RAPPORT

MÉTHODE

SYNTHÈSE MONDIALE

QUI EN FAIT LES FRAIS ?

AVANCÉES NOTABLES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE
DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE

PAYS	SCORES 2024	2024	2023	2022	2021	2020	2019	2018
GAMBIE	51	●	●	●	●	●	●	●
GHANA	56	●	●	●	●	●	●	●
GUINÉE	30	●	●	●	●	●	●	●
GUINÉE-BISSAU	41	●	●	●	●	●	●	●
KENYA	37	●	●	●	●	●	●	●
LESOTHO	52	●	●	●	●	●	●	●
LIBÉRIA	63	●	●	●	●	●	●	●
MADAGASCAR	41	●	●	●	●	●	●	●
MALAWI	58	●	●	●	●	●	●	●
MALI	30	●	●	●	●	●	●	●
MAURITANIE	40	●	●	●	●	●	●	●
MAURICE	76	●	●	●	●	●	●	●
MOZAMBIQUE	39	●	●	●	●	●	●	●
NAMIBIE	80	●	●	●	●	●	●	●
NIGER	36	●	●	●	●	●	●	●
NIGERIA	31	●	●	●	●	●	●	●
RÉPUBLIQUE DU CONGO	30	●	●	●	●	●	●	●
RWANDA	25	●	●	●	●	●	●	●

PARCOURIR LE RAPPORT

MÉTHODE

SYNTHÈSE MONDIALE

QUI EN FAIT LES FRAIS ?

AVANCÉES NOTABLES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE
DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE

PAYS	SCORES 2024	2024	2023	2022	2021	2020	2019	2018
SAO TOMÉ-ET-PRINCIPE	82	●	●	●	●	●	●	●
SÉNÉGAL	40	●	●	●	●	●	●	●
SEYCHELLES	75	●	●	●	●	●	●	●
SIERRA LEONE	48	●	●	●	●	●	●	●
SOMALIE	28	●	●	●	●	●	●	●
SOMALILAND	40	●	●					
AFRIQUE DU SUD	60	●	●	●	●	●	●	●
SOUDAN DU SUD	25	●	●	●	●	●	●	●
SOUDAN	21	●	●	●	●	●	●	●
TANZANIE	36	●	●	●	●	●	●	●
TOGO	38	●	●	●	●	●	●	●
OUGANDA	30	●	●	●	●	●	●	●
ZAMBIE	52	●	●	●	●	●	●	●
ZIMBABWE	30	●	●	●	●	●	●	●

PARCOURIR LE RAPPORT

MÉTHODE

SYNTHÈSE MONDIALE

QUI EN FAIT LES FRAIS ?

AVANCÉES NOTABLES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE
DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE

PAYS	SCORES 2024	2024	2023	2022	2021	2020	2019	2018
ANTIGUA-ET-BARBUDA	79	●	●	●	●	●	●	●
ARGENTINE	65	●	●	●	●	●	●	●
BAHAMAS	87	●	●	●	●	●	●	●
BARBADE	95	●	●	●	●	●	●	●
BELIZE	75	●	●	●	●	●	●	●
BOLIVIE	51	●	●	●	●	●	●	●
BRÉSIL	52	●	●	●	●	●	●	●
CANADA	82	●	●	●	●	●	●	●
CHILI	80	●	●	●	●	●	●	●
COLOMBIE	38	●	●	●	●	●	●	●
COSTA RICA	77	●	●	●	●	●	●	●
CUBA	16	●	●	●	●	●	●	●
DOMINIQUE	78	●	●	●	●	●	●	●
RÉPUBLIQUE DOMINICAINE	76	●	●	●	●	●	●	●
ÉQUATEUR	48	●	●	●	●	●	●	●
SALVADOR	45	●	●	●	●	●	●	●
GRENADE	91	●	●	●	●	●	●	●
GUATEMALA	40	●	●	●	●	●	●	●

PARCOURIR LE RAPPORT

MÉTHODE

SYNTHÈSE MONDIALE

QUI EN FAIT LES FRAIS ?

AVANCÉES NOTABLES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE
DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE

PAYS	SCORES 2024	2024	2023	2022	2021	2020	2019	2018
GUYANA	73	●	●	●	●	●	●	●
HAÏTI	39	●	●	●	●	●	●	●
HONDURAS	37	●	●	●	●	●	●	●
JAMAÏQUE	84	●	●	●	●	●	●	●
MEXIQUE	40	●	●	●	●	●	●	●
NICARAGUA	8	●	●	●	●	●	●	●
PANAMA	71	●	●	●	●	●	●	●
PARAGUAY	56	●	●	●	●	●	●	●
PÉROU	40	●	●	●	●	●	●	●
SAINTE-LUCIE	88	●	●	●	●	●	●	●
SAINT-CHRISTOPHE-ET-NIÈVÈS	85	●	●	●	●	●	●	●
SAINT-VINCENT-ET-LES-GRENADINES	91	●	●	●	●	●	●	●
SURINAME	77	●	●	●	●	●	●	●
TRINITÉ-ET-TOBAGO	83	●	●	●	●	●	●	●
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE	62	●	●	●	●	●	●	●
URUGUAY	88	●	●	●	●	●	●	●
VENEZUELA	16	●	●	●	●	●	●	●

PARCOURIR LE RAPPORT

MÉTHODE

SYNTHÈSE MONDIALE

QUI EN FAIT LES FRAIS ?

AVANCÉES NOTABLES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE
DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE

PAYS	SCORES 2024	2024	2023	2022	2021	2020	2019	2018
AFGHANISTAN	11	●	●	●	●	●	●	●
AUSTRALIE	76	●	●	●	●	●	●	●
BANGLADESH	24	●	●	●	●	●	●	●
BHOUTAN	50	●	●	●	●	●	●	●
BRUNÉI DARUSSALAM	35	●	●	●	●	●	●	●
CAMBODGE	27	●	●	●	●	●	●	●
CHINE	10	●	●	●	●	●	●	●
FIDJI	62	●	●	●	●	●	●	●
HONG KONG	20	●	●	●	●			
INDE	33	●	●	●	●	●	●	●
INDONÉSIE	48	●	●	●	●	●	●	●
JAPON	84	●	●	●	●	●	●	●
KIRIBATI	91	●	●	●	●	●	●	●
LAOS	6	●	●	●	●	●	●	●
MALAISIE	50	●	●	●	●	●	●	●
MALDIVES	51	●	●	●	●	●	●	●
ÎLES MARSHALL	96	●	●	●	●	●	●	●
MICRONÉSIE	90	●	●	●	●	●	●	●

PARCOURIR LE RAPPORT

MÉTHODE

SYNTHÈSE MONDIALE

QUI EN FAIT LES FRAIS ?

AVANCÉES NOTABLES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE
DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE

PAYS	SCORES 2024	2024	2023	2022	2021	2020	2019	2018
MONGOLIE	60	●	●	●	●	●	●	●
MYANMAR	10	●	●	●	●	●	●	●
NAURU	59	●	●	●	●	●	●	●
NÉPAL	50	●	●	●	●	●	●	●
NOUVELLE-ZÉLANDE	89	●	●	●	●	●	●	●
CORÉE DU NORD	3	●	●	●	●	●	●	●
PAKISTAN	28	●	●	●	●	●	●	●
PALAOS	96	●	●	●	●	●	●	●
PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE	54	●	●	●	●	●	●	●
PHILIPPINES	34	●	●	●	●	●	●	●
SAMOA	82	●	●	●	●	●	●	●
SINGAPOUR	31	●	●	●	●	●	●	●
ÎLES SALOMON	69	●	●	●	●	●	●	●
CORÉE DU SUD	73	●	●	●	●	●	●	●
SRI LANKA	37	●	●	●	●	●	●	●
TAÏWAN	82	●	●	●	●	●	●	●
THAÏLANDE	39	●	●	●	●	●	●	●
TIMOR-LESTE	71	●	●	●	●	●	●	●

PARCOURIR LE RAPPORT

MÉTHODE

SYNTHÈSE MONDIALE

QUI EN FAIT LES FRAIS ?

AVANCÉES NOTABLES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE
DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE

PARCOURIR LE RAPPORT

MÉTHODE

SYNTHÈSE MONDIALE

QUI EN FAIT LES FRAIS ?

AVANCÉES NOTABLES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE
DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE

PAYS	SCORES 2024	2024	2023	2022	2021	2020	2019	2018
TONGA	78	●	●	●	●	●	●	●
TUVALU	91	●	●	●	●	●	●	●
VANUATU	78	●	●	●	●	●	●	●
VIÊT NAM	10	●	●	●	●	●	●	●

PAYS	SCORES 2024	2024	2023	2022	2021	2020	2019	2018
ALBANIE	64	●	●	●	●	●	●	●
ANDORRE	82	●	●	●	●	●	●	●
ARMÉNIE	69	●	●	●	●	●	●	●
AUTRICHE	84	●	●	●	●	●	●	●
AZERBAÏDJAN	14	●	●	●	●	●	●	●
BIÉLORUSSIE	10	●	●	●	●	●	●	●
BELGIQUE	80	●	●	●	●	●	●	●
BOSNIE-HERZÉGOVINE	56	●	●	●	●	●	●	●
BULGARIE	70	●	●	●	●	●	●	●
CROATIE	74	●	●	●	●	●	●	●
CHYPRE	80	●	●	●	●	●	●	●
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	86	●	●	●	●	●	●	●
DANEMARK	94	●	●	●	●	●	●	●
ESTONIE	91	●	●	●	●	●	●	●
FINLANDE	92	●	●	●	●	●	●	●
FRANCE	67	●	●	●	●	●	●	●
GÉORGIE	54	●	●	●	●	●	●	●
ALLEMAGNE	67	●	●	●	●	●	●	●

PARCOURIR LE RAPPORT

MÉTHODE

SYNTHÈSE MONDIALE

QUI EN FAIT LES FRAIS ?

AVANCÉES NOTABLES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE
DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE

PAYS	SCORES 2024	2024	2023	2022	2021	2020	2019	2018
GRÈCE	57	●	●	●	●	●	●	●
HONGRIE	46	●	●	●	●	●	●	●
ISLANDE	89	●	●	●	●	●	●	●
IRLANDE	81	●	●	●	●	●	●	●
ITALIE	65	●	●	●	●	●	●	●
KAZAKHSTAN	31	●	●	●	●	●	●	●
KOSOVO	62	●	●	●	●	●	●	●
KIRGHIZISTAN	36	●	●	●	●	●	●	●
LETONIE	86	●	●	●	●	●	●	●
LIECHTENSTEIN	95	●	●	●	●	●	●	●
LITUANIE	83	●	●	●	●	●	●	●
LUXEMBOURG	94	●	●	●	●	●	●	●
MALTE	80	●	●	●	●	●	●	●
MOLDAVIE	71	●	●	●	●	●	●	●
MONACO	91	●	●	●	●	●	●	●
MONTÉNÉGRO	76	●	●	●	●	●	●	●
PAYS-BAS	76	●	●	●	●	●	●	●
MACÉDOINE DU NORD	74	●	●	●	●	●	●	●

PARCOURIR LE RAPPORT

MÉTHODE

SYNTHÈSE MONDIALE

QUI EN FAIT LES FRAIS ?

AVANCÉES NOTABLES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE
DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE

PAYS	SCORES 2024	2024	2023	2022	2021	2020	2019	2018
NORVÈGE	97	●	●	●	●	●	●	●
POLOGNE	66	●	●	●	●	●	●	●
PORTUGAL	83	●	●	●	●	●	●	●
ROUMANIE	70	●	●	●	●	●	●	●
RUSSIE	14	●	●	●	●	●	●	●
SAINT-MARIN	97	●	●	●	●	●	●	●
SERBIE	49	●	●	●	●	●	●	●
SLOVAQUIE	79	●	●	●	●	●	●	●
SLOVÉNIE	84	●	●	●	●	●	●	●
ESPAGNE	72	●	●	●	●	●	●	●
SUÈDE	87	●	●	●	●	●	●	●
SUISSE	82	●	●	●	●	●	●	●
TADJIKISTAN	11	●	●	●	●	●	●	●
TURQUIE	24	●	●	●	●	●	●	●
TURKMÉNISTAN	9	●	●	●	●	●	●	●
UKRAINE	50	●	●	●	●	●	●	●
ROYAUME-UNI	60	●	●	●	●	●	●	●
OUZBÉKISTAN	20	●	●	●	●	●	●	●

PARCOURIR LE RAPPORT

MÉTHODE

SYNTHÈSE MONDIALE

QUI EN FAIT LES FRAIS ?

AVANCÉES NOTABLES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE
DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE

PAYS	SCORES 2024	2024	2023	2022	2021	2020	2019	2018
ALGÉRIE	31	●	●	●	●	●	●	●
BAHREÏN	18	●	●	●	●	●	●	●
ÉGYPTE	20	●	●	●	●	●	●	●
IRAN	8	●	●	●	●	●	●	●
IRAK	18	●	●	●	●	●	●	●
ISRAËL	47	●	●	●	●	●	●	●
JORDANIE	39	●	●	●	●	●	●	●
KOWEÏT	27	●	●	●	●	●	●	●
LIBAN	44	●	●	●	●	●	●	●
LIBYE	28	●	●	●	●	●	●	●
MAROC	43	●	●	●	●	●	●	●
OMAN	23	●	●	●	●	●	●	●
PALESTINE	13	●	●	●	●	●	●	●
QATAR	29	●	●	●	●	●	●	●
ARABIE SAOUDITE	4	●	●	●	●	●	●	●
SYRIE	6	●	●	●	●	●	●	●
TUNISIE	37	●	●	●	●	●	●	●
ÉMIRATS ARABES UNIS	11	●	●	●	●	●	●	●

PARCOURIR LE RAPPORT

MÉTHODE

SYNTHÈSE MONDIALE

QUI EN FAIT LES FRAIS ?

AVANCÉES NOTABLES

AFRIQUE

AMÉRIQUES

ASIE PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE
DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSIFICATION RÉGIONALE

POUVOIR DU PEUPLE
SOUS ATTAQUE
2024

Un rapport fondé sur les
données du CIVICUS Monitor

CIVICUS: WORLD ALLIANCE FOR CITIZEN PARTICIPATION

25 OWL STREET, 6TH FLOOR
JOHANNESBURG, SOUTH AFRICA, 2092

 [MONITOR.CIVICUS.ORG](https://monitor.civicus.org)

 +27 (0)11 833 5959

 [MONITOR@CIVICUS.ORG](mailto:monitor@civicus.org)

 [@CIVICUSMONITOR](https://twitter.com/CIVICUSMONITOR)